



# DE LA MER À LA VILLE !

L'Alarm Phone a cinq ans



Action contre les décès en mer  
du mouvement *Seebrücke* à Berlin  
le 17 mai 2019.  
Photo : SEEBRÜCKE



Bienvenue en Europe ! Le navire Open Arms  
avec environ 120 migrant-es à bord devant  
Lampedusa, août 2019.  
Photo : Friedrich Bungert / Sea-Watch e.V.



Blocage de la rivière du Main à Francfort (Allemagne) lors d'une manifestation du mouvement *Seebrücke* en août 2019.  
Photo : Hagen Kopp



Le « Parade-Power-Bloc » de la manifestation  
We'll Come United à Dresde (Allemagne)  
en août 2019.  
Photo : Mazlum Demir



## DE LA MER À LA VILLE !

L' Alarm Phone a cinq ans

# TABLE DES MATIÈRES

12	<b>1 À NOS CINQ ANNÉES DE SOLIDARITÉ TRANSNATIONALE</b>
14	Introduction
18	« Hello my friend, I am from the Alarm Phone. »
24	Témoignages de voyageurs
28	Des femmes en mouvement
32	Chronologie des principaux événements en Méditerranée
38	<b>2 LES LUTTES DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE LA MÉDITERRANÉE</b>
40	Quelques cas particulièrement mémorables de l'Alarm Phone
49	Cinq années avec l'Alarm Phone en Méditerranée occidentale
57	L'Alarm Phone en Méditerranée centrale
65	« Personne ne peut arrêter la pluie. » – Les refoulements en mer Égée
79	<b>3 LA SOLIDARITÉ EN MOUVEMENT</b>
80	Reposez en paix !
82	Comment l'Europe externalise ses frontières : le cas du Maroc
87	Albatros
88	Interview avec S.
92	Des personnes interceptées en mer puis ramenées en Libye : les voix de la détention
97	Migration : entre droit et crime
102	La coopération UE-Égypte en matière de contrôle migratoire et d'externalisation des frontières
108	<b>4 SE RASSEMBLER AU-DELÀ DES FRONTIÈRES</b>
110	L'Alarm Phone Sahara (APS) : une réponse concrète à la politique d'externalisation du régime frontalier européen
116	« CommémorAction »
123	La traversée de la Manche vers le Royaume-Uni
128	Des deux côtés de la frontière
131	« Construisons des couloirs de solidarité ! » Transborder Summer Camp près de Nantes, France
135	Autoportrait d'un réseau
140	<b>LA LIBERTÉ DE CIRCULATION, TOUJOURS ET ENCORE</b>
149	Remerciements. Glossaire. Réseaux. Dons.
156	Mentions légales



Exposition photo à Oujda au Maroc,  
octobre 2018.  
Photo : Amélie Janda

1

À nos cinq  
années  
de solidarité  
transnationale

# Introduction

## L'Alarm Phone a cinq ans

Marion Bayer, Hagen Kopp, Kiri Santer, Maurice Stierl

Cinq années avec WatchTheMed Alarm Phone. 60 mois au cours desquels nous avons été en contact avec près de 2 800 bateaux sur les différentes routes de la Méditerranée, des bateaux que nous avons accompagnés et soutenus sur leur chemin. 1 800 jours durant lesquels nous étions joignables jour et nuit pour les personnes en situation de détresse en mer. Personne n'aurait pu anticiper cette évolution lorsque le projet a été lancé, en octobre 2014, par une cinquantaine de militant-es. Aujourd'hui, le réseau rassemble environ 200 personnes dans de nombreuses villes d'Europe et d'Afrique du Nord. Notre présence est plus importante que jamais dans les régions où se trouvent les personnes réfugiées et migrantes. L'Alarm Phone est devenu une infrastructure durable en faveur du droit à la liberté de circulation qui accompagne les mouvements migratoires dans leur lutte persévérante contre le régime frontalier de l'UE.

« *Ferries, not Frontex !* » demeure notre slogan principal pour mettre fin aux décès en mer. Mais aujourd'hui, nous sommes loin de pouvoir assurer des passages sûrs – et donc de mettre un terme à la nécessité de notre projet. En 2015, nous avons été témoins de l'extraordinaire « été de la migration », aussi bien de jour comme de nuit, et, pendant une courte période, nous avons eu l'espoir que la percée sur la route des Balkans pourrait donner naissance à une nouvelle Europe, plus ouverte. Mais le retour des contrôles et du verrouillage des frontières a débuté dès l'hiver suivant et ces dernières années jusqu'à aujourd'hui sont marquées par l'armement massif et l'avancement des frontières. La mort et la souffrance sont les conséquences voulues d'une politique européenne d'exclusion et de dissuasion, accompagnée d'une incitation à la haine et d'une criminalisation accrue de l'immigration.

14

15

Souvenons-nous qu'il y a dix ans, la situation n'était pas meilleure. En 2010, Berlusconi et Kadhafi avaient complètement fermé le passage par la route méditerranéenne centrale. Dans le même temps, des milliers de personnes qui avaient traversé la mer Égée pour se rendre en Europe du Nord et en Europe de l'Ouest avaient été repoussées dans la misère vers la Grèce par le règlement Dublin. Par la suite, le Printemps arabe et la guerre en Syrie ont déclenché de nouveaux mouvements et dynamiques migratoires qui, en 2015, ont débouché sur un soulèvement réussi contre les contrôles le long de la route des Balkans. Personne n'aurait pu imaginer ce qui a suivi : pendant plusieurs mois, le régime des frontières et le règlement Dublin se sont complètement effondrés. Compte tenu de cette histoire récente, qui pourrait prédire l'évolution des cinq prochaines années ? Les régimes racistes et autoritaires vont-ils continuer à gagner en pouvoir et en autorité, avec de plus en plus de violence ? Ou y aura-t-il de nouveaux bouleversements et de nouvelles avancées en matière de justice sociale et en faveur de la liberté de circulation ?

Aujourd'hui, presque toutes les sociétés en Europe, mais aussi en Afrique du Nord, sont profondément polarisées par ces questions. De quelle manière « notre pôle » peut-il s'affirmer davantage, voire s'étendre ? Une transformation socio-écologique vers des sociétés plus ouvertes, plus libres et plus justes est-elle envisageable ? Une transformation qui annihilerait les frontières meurtrières et permettrait de stopper l'exploitation des pays du Sud par ceux du Nord ? C'est toujours dans ce contexte que nous situons notre projet : il s'agit de construire des ponts et non murs, des « couloirs de solidarité contre la haine », des connexions et des coopérations transnationales contre toute forme de nationalisme et de racisme, et pour la justice globale.

« Malgré la poursuite de la criminalisation et de la répression, nous voulons construire et développer les infrastructures en faveur de la liberté de circulation et l'égalité des droits pour tou-te-s. » C'est dans cet esprit que plus de 500 militant-es de toute l'Europe ainsi que du Nord, de l'Ouest et du Centre de l'Afrique se sont réunies en juillet 2019 lors du Transborder Summer Camp près de Nantes. Les membres de l'Alarm Phone ont joué un rôle déterminant dans la préparation de ce rassemblement. L'échange et

l'encouragement mutuel autour des luttes quotidiennes se sont énormément développés ces dernières années le long des routes de l'exil et de la migration. Ce camp militant nous a encouragé à poursuivre notre travail quotidien aux frontières extérieures du Sud de l'Europe avec toute l'énergie dont nous disposons.

Les équipes de permanence de l'Alarm Phone travaillent simultanément sur les trois itinéraires de la Méditerranée. Ces dernières années, nous avons dû à plusieurs reprises adapter nos plans d'urgence à la réalité et à la dynamique des migrations par voie maritime. En 2014/15, la situation en Méditerranée centrale a été marquée par les sauvetages de l'Opération Mare Nostrum, puis en 2016/17 par les initiatives civiles de sauvetage et, depuis 2018, par la fermeture des ports et la criminalisation des opérations de sauvetage en mer. Concernant la mer Égée : en 2014, nous n'avons pas directement été témoins des cas de refoulements (« *push-back* ») dans la mesure où notre projet en était encore à sa phase de démarrage. Un an plus tard, en revanche, nous avons assisté à la percée de milliers de bateaux – avec des semaines durant lesquelles nous étions parfois en contact avec plus de 100 bateaux ! Cette période a été suivie par l'accord UE-Turquie qui a initié une nouvelle stratégie d'enfermement. Pourtant, malgré le système désastreux des *hotspots*, les bateaux continuent à débarquer le long des côtes grecques. Enfin, concernant la route du Maroc à l'Espagne : le nombre d'arrivées est longtemps resté relativement faible mais, en 2018, la Méditerranée occidentale est pour la première fois devenue la route la plus fréquentée. En 2019, le gouvernement marocain – financé et mis sous pression par l'UE – a réagi par des campagnes de répression violente contre les personnes en transit.

Les trois routes maritimes restent jusqu'à aujourd'hui des espaces contestés. C'est pourquoi nous continuons à nous battre pour que chaque bateau puisse arriver dans un port sûr en Europe. Nous combinons nos interventions en temps réel avec une documentation critique et un travail de sensibilisation du public. Nous nous engageons dans des collaborations avec des initiatives locales et des organisations de migrant-es des deux côtés de la Méditerranée. Nous considérons l'Alarm Phone comme un moyen concret d'être solidaire avec les personnes en transit, de la même

16

17

manière que le « chemin de fer clandestin » (« *Underground Railroad* ») qui désignait les routes clandestines empruntées par les personnes en fuite. Nous sommes un point nodal transnational et multilingue, possédant de multiples connexions avec des réseaux qui luttent pour la liberté de mouvement.

Cette brochure donne un aperçu de ce qui s'est passé au cours des cinq dernières années et de ce que nous avons construit ensemble pendant cette période. « J'ai réalisé que les frontières n'ont pas de sens. Tout le monde naît libre », raconte un jeune Harraga tunisien qui, après avoir traversé la Méditerranée, a été arrêté en Italie, puis emprisonné et expulsé. À travers cette lutte – et au contact de l'Alarm Phone – il a découvert son droit à la mobilité. Une expérience parmi d'autres. Beaucoup de *bozas*, mais également beaucoup trop de tragédies qui mériteraient qu'on leur rende justice.

Nous dédions le travail réalisé ces cinq dernières années à tous ceux qui ont perdu la vie en mer ou qui y ont disparu. Dans notre travail quotidien, nous essayons de nous souvenir d'eux – avec leurs amis, leurs parents, leurs sœurs et leurs frères – et de lutter contre les décès en mer. Ces personnes continueront à vivre tant que nous ne renoncerons pas à vaincre le régime frontalier qui les a tuées.

**WATCHTHEMED ALARM PHONE,  
OCTOBRE 2019**

# « Hello, my friend, I am from the Alarm Phone. »

## Comment nous utilisons nos voix pour montrer notre solidarité et encourager les personnes sur les bateaux.

**Marion Bayer**

Lorsque nous parlons avec des personnes qui sont sur un bateau en détresse, nous n'avons que notre voix et souvent très peu de temps pour communiquer. Depuis 2014, nous avons eu plus de 2 500 conversations ou discussions via WhatsApp avec des bateaux se trouvant dans les trois régions de la Méditerranée. Certaines de ces conversations ont été documentées de manière détaillée car nous avons besoin d'écrire chaque élément afin d'éviter d'être submergés. D'autres sont restées enregistrées dans un chat de WhatsApp jusqu'à ce que les téléphones soient hors d'usage. Parfois, il ne reste trace de ces conversations que dans la mémoire de deux personnes. Dans cet article, j'aimerais partager quelques expériences personnelles sur la manière dont nous utilisons nos voix pour faire preuve de solidarité, pour établir des relations à court terme et pour soutenir les gens dans des moments de détresse.

En cinq ans, nous avons appris que de petites choses peuvent être décisives pour se comprendre. Commencer une conversation par « *Hello my friend* » et dire qui nous sommes est une évidence. C'est une façon de souhaiter la bienvenue à un moment où tout semble bloqué. Cela peut indiquer clairement que nous ne sommes ni la police ni les garde-côtes. C'est toi et moi qui allons communiquer. Nous allons prendre le temps de

définir ce qui est le plus important.

Parfois, nous avons des difficultés à nous comprendre – pas seulement à cause des barrières linguistiques. Le sentiment de détresse, la peur de la mort peuvent rendre certaines voix stridentes et incompréhensibles. La panique peut aussi rendre les mots dénués de sens. L'une des tâches les plus importantes est de commencer par sortir de cette spirale de la peur pour qu'il soit possible de se parler et de se comprendre. Nous avons appris au fil du temps à quel point le fait de se répéter peut aider une personne en état de panique.

Malgré tous ces obstacles, nous sommes étonnamment souvent en mesure d'entamer une conversation. Même si nous devons en priorité recueillir des informations, il nous arrive de pouvoir transmettre un sentiment de solidarité à travers le son de notre voix, un son qui résonnera encore lorsque la communication sera terminée.

Parfois, il y a des conversations très brèves, qui durent trois minutes ou moins – comme lorsqu'une femme crie au téléphone : « Alléluia, ils sont arrivés ! Nous sommes en sécurité ! » Ou bien le cri de victoire « BOOOOZA », poussé par un groupe qui vient d'arriver en Espagne, qui est inoubliable. Parfois, un « Merci, nous sommes en sécurité » est envoyé avec un pouce levé ou un smiley sur WhatsApp.

Parfois, c'est le silence. La batterie s'est déchargée ou le téléphone a été jeté à la mer pour éviter d'être identifié par les garde-côtes. Parfois, la voix elle-même est réduite au silence par l'eau de la mer. Ce sont des moments où le silence peut vous briser le cœur.

Nous construisons des relations – la plupart d'entre elles ne dureront que jusqu'à la fin du dernier appel. Rarement, et seulement si nous avons de la chance, nous avons le temps de nous dire au revoir. Dire au revoir pour dire « Bienvenue en Europe » ou bien « La prochaine fois, tu y arriveras *Inch'Allah* ! » – donner de la force et transmettre avec notre voix autant d'énergie que possible.

Je n'oublierai jamais la nuit du 29 au 30 mai 2019. Nous avons débuté notre permanence de nuit et l'équipe précédente nous a transmis un cas de détresse en Méditerranée centrale. Un bateau de 90 à 100 personnes, dont une vingtaine de femmes et une quinzaine d'enfants, était

18

19

presque arrivé dans la zone de recherche et de sauvetage de Malte. Pendant la journée, ils avaient déjà été repérés par l'avion de l'ONG « Moonbird ». Un avion militaire faisait des cercles au-dessus du bateau et un bateau de la marine italienne (P 490) se trouvait à proximité. Néanmoins, l'Italie et Malte ne répondaient pas à nos demandes de sauvetage. Nous étions en contact avec le bateau :

23:47 (29.5.2019) Je parle aux gens du bateau. « Nous sommes épuisés. L'un des 'ballons' a explosé, l'eau entre dans le bateau, nous ne tiendrons pas longtemps. ... Si nous devons encore attendre toute la nuit, aucun d'entre nous ne survivra. »

00:13 (30.5.2019) J'ai encore parlé avec eux. « Il fait trop froid. Les enfants souffrent du froid, on a peur pour eux. Ils sont mouillés et gelés. Il y a quinze enfants, le plus jeune a 9 mois, puis 3 ans, 4 ans... Nous avons essayé de déplacer les enfants dans le coin du bateau où il y a le moins d'eau. Mais le bateau n'est pas stable, il est difficile de se déplacer. Il y a une vingtaine de femmes ici. Les femmes sont fortes, mais celle qui est enceinte est très malade. »

Nous parlons d'une manière qui nous semble familière, comme si nous nous connaissions depuis longtemps. Quelques heures plus tard, lorsque je mets le téléphone sur haut-parleur car je ne supporte plus d'écouter seule, mon collègue de permanence me fait remarquer que cette voix ressemble à celle d'un ami – un vieil ami que nous avons rencontré lors d'une lutte contre les déportations dans un groupe de réfugiés auto-organisés. La voix de l'homme au téléphone est une version plus jeune de la voix de notre ami, cela semble construire un lien d'amitié.

00:47 Contact avec le bateau. Ils sont vraiment épuisés. « Certaines personnes paniquent. Il y a des gens qui ont perdu la tête à cause de la peur. » Je décide de m'en tenir à la vérité et de lui dire que les garde-côtes ne nous disent pas à quel moment ils viendront à leur secours. Il dit : « Ce n'est pas bon pour nous, ils ne nous sauveront pas. Mauvais signe. » Il convient néanmoins qu'il est important de donner de l'espoir aux gens pour éviter encore plus de panique, ce qui serait dangereux.

01:20 Nouveau contact avec le bateau – encore une fois, nous ne pouvons pas leur dire à quel moment les garde-côtes vont intervenir. Il dit : « C'est

tellement inhumain ce qu'ils font avec nous. Nous sommes en mer depuis plus d'un jour maintenant. Ils sont venus avec des avions, des hélicoptères. Ils savent où nous sommes et attendent que les Libyens viennent repêcher nos corps demain. Ceux qui seront encore en vie se jetteront peut-être dans l'eau parce qu'ils préfèrent mourir plutôt que de retourner en Libye. Pourquoi ne peuvent-ils pas laisser un bateau de pêche nous sauver et éviter que des gens meurent. Ils peuvent nous emmener dans n'importe quelle prison pourrie. La situation est si inhumaine, vous ne pouvez pas imaginer à quel point nous souffrons. »

Nous lui disons que nous resterons avec eux jusqu'à la fin, quoi qu'il arrive. Nous promettons d'appeler les garde-côtes et d'informer l'opinion publique pour faire pression. Il nous remercie d'être là.

04:50 « Le soleil est là, mais nous sommes toujours seuls, nous ne voyons aucun bateau. »

Il a l'air extrêmement épuisé, tout est calme à l'arrière comme si les gens n'avaient plus d'énergie pour paniquer. C'est un silence mortel et nous répétons simplement que nous sommes avec eux.

07:50 Le bateau nous appelle. « Nous sommes si fatigués. » Nous leur disons que nous avons lancé une campagne pour faire pression en Italie et contacté des parlementaires, les médias, etc. Nous disons aussi qu'il y a un cargo à 1-2 heures de route et que nous faisons pression pour qu'il change de cap et vienne les sauver.

08:00 Le bateau nous appelle. « Une fillette de 5 ans est morte. » On entend les gens crier. « Un ballon perd de l'air. Nous espérons qu'un bateau pourra nous atteindre. »

Il se passe ce qui se passe toujours dans ces situations : nous voulons croire que ce n'est pas vrai. Que les gens ne transmettent cette information que pour nous aider à faire monter la pression. L'espoir qu'un enfant ne soit pas mort. Dans ce cas, nous n'avons pas su par la suite ce qui s'était passé. La mort d'une enfant de 5 ans n'a pas encore été confirmée, même si les gens ont déclaré après le débarquement que plusieurs personnes étaient mortes pendant le voyage.

08:19 Le bateau appelle encore. « Nous voyons un bateau. Il est loin, mais très grand. Venant d'où vient le soleil. » On sent que les gens deviennent

20

21

*fébriles sur le bateau.*

08:30 *Le bateau a appelé. « Il y a écrit P 490 sur le bateau. » Nous expliquons aux gens comment se préparer au sauvetage.*

09:05 *La connexion est très mauvaise mais ils nous disent qu'un sauvetage a débuté. Il dit « au revoir ».*

Les derniers mots que nous avons partagés étaient des souhaits : « J'espère que vous atteindrez l'Italie en toute sécurité. Prends soin de toi ! Au revoir et j'espère te voir dans un autre endroit à un autre moment – quelque part en Europe. »

Bienvenue mon ami et au revoir – J'espère que vous arriverez un jour dans un endroit sûr et peut-être, qui sait, que nous nous croiserons quelque part dans la rue et nous ne saurons pas que nous avons partagé cette expérience. Et peut-être qu'un jour, une autre personne qui se bat pour la liberté de mouvement nous rappellera notre lutte commune, avec une voix qui sonne comme celle d'un vieil ami.



4 juillet 2019 ; « Alex », le navire de sauvetage de Mediterranea sauve 54 personnes en détresse après que celles-ci aient contacté l'Alarm Phone.  
Photo : Mediterranea

# Témoignages de voyageurs

**« Il n'y a pas de mots assez grands pour décrire la valeur du travail que vous faites. C'est un acte profondément humain qui ne sera jamais oublié. Toute votre équipe doit savoir que nous vous souhaitons à tous, santé et longue vie et bonne chance dans toutes les couleurs du monde. »**

Ce sont des pensées que l'Alarm Phone a reçues en décembre dernier d'un homme qui se trouvait sur un bateau en Méditerranée occidentale et avec lequel les équipes de la permanence téléphonique sont restées en contact toute la nuit jusqu'à ce que le bateau soit finalement secouru vers l'Espagne. Cet homme a pu soutenir les autres voyageurs en les rassurant continuellement et calmement, évitant ainsi la panique sur le bateau.

Son message est l'un des nombreux messages que l'Alarm Phone reçoit par différents canaux. Ils arrivent sous toutes les formes, dans toutes les langues et de toutes les tailles ; des messages d'inquiétude lorsque les familles cherchent leurs proches, des messages de soulagement de personnes qui ont évité de justesse une situation extrêmement dangereuse en mer et quelques messages de joie, remerciant l'Alarm Phone pour son soutien. Ces messages, signes de gratitude, sont petits mais précieux, et nous inspirent dans la poursuite de notre travail au quotidien.

24

25

16.05.2019

Texte issu du journal de bord de l'Alarm Phone : nous avons reçu un appel d'une personne se trouvant dans un bateau au large de la Libye quelques jours plus tôt. Les voyageurs ont été interceptés par Tripoli, mais la personne nous a appelé pour remercier les équipes de l'Alarm Phone pour leur travail.

**12:50 « it is one guy in Tripoli/Libya in prison who was on the boat on the 11th of May which was in contact with us. He borrowed a phone and wanted to thank the shift team from Saturday because they saved their lives. He told me, that MSF had visited them already in the prison. »**

06.04.2019

Message d'un contact au Maroc remerciant les équipes du réseau.

**« Salut et merci pour votre impeccable service et pour tous vos temps perdus pour nous aider nous les immigrant en cas de détresse dans la Méditerranée et aussi en cas de maladie et surtout des femmes enceintes. Que la bataille continue! Nous sommes avec vous comme vous êtes avec nous. ONE LOVE / FREEDOM / LA MAIN SUR LE COER »**

18.06.2018

Message d'un membre de l'équipe de l'Alarm Phone au Maroc, s'adressant aux équipes du réseau.

**« Salut 🌍 tout le monde**

**Aujourd'hui j'ai reçu plein de messages whatsapp de félicitations et d'encouragement de la part des migrants subsahariens a Tanger et en Espagne d'avoir reconnu et apprécié le bon travail que alarm phone a fait le 15 juin. Ils disent qu'ils seront toujours reconnaissants de votre acte de bravoure d'avoir assister et leur accompagner à accomplir leur rêve de vouloir traverser la méditerranée pour l'Europe... De même que moi aussi je remercie toute l'équipe de AP de leur sympathie et de tendresse dans le travaille qui est toujours très stressant.**

**Merci beaucoup 🙏 . »**

20.03.2019

message d'une femme afghane arrivée à Samos avec ses 2 enfants.

BOAT: **Hello miss. Thank you, We are in the samos.**

**12.05.2019**

bateau en direction de Samos.

BOAT: **We are survived****01.05.2019**

3 survivants d'un naufrage sont ramenés à Rabat.

BOAT: **Dieu merci, nous 3 qui sommes rester vivant, nous sommes sauvé. Mais 9 personnes sont mortes 7 hommes et 2 femmes****18.09.2018**

boza en Espagne.

BOAT: **Oui Dieu merci beaucoup**SHIFT: **Tu as fais le BOZA? 🍷🍷🍷**BOAT: **👍👍👍👍**SHIFT: **Bonne chance pour vous !!!**BOAT: **Merci à vous aussi****18.04.2019**

message d'un bateau ramené en Turquie.

BOAT: **Thank-you, you are very good people****24.07.2018**

bateau intercepté et ramené au Maroc.

SHIFT: **Salut vous etes sauvez maintenant?**BOAT: **Oui Dieu merci par les marines marocaine**SHIFT: **Okay. J'espere a la prochaine c'est boza finalement.****Bonne chance!**BOAT: **Merci pour la prochaine fois si nous pouvons vous****consulter sur ce numéro****04.04.2019**

bateau en direction de Chios.

SHIFT: **It will take a little bit of time. Do you see a boat?****Are you getting rescued now?**BOAT: **Yeah my friend. We are recieved help. Thank you very much to for helping us**

26

27

**21.03.2019**

bateau sauvé et amené en Grèce.

BOAT: **Thank you. I am safe now****23.09.2018**

boza d'un zodiac parti de Tanger.

Merci 🍷 boza 🍷

🙏 dieu la force

**07.08.2018**

boza en Espagne.

BOAT: **Merci à toi je te souhaite tout le bonheur du monde, que dieu vs aides je suis de coeur 🍷****05.08.2018**

Un bateau avec beaucoup de femmes et d'enfants est intercepté et ramené au Maroc.

BOAT: **Ils veulent nous refouler derrière Casablanca mais avec notre état on ne pourra pas tenir longtemps nous sommes presque tous malade. J'ai donner l'information a votre collègue. Elle va essayer de faire quelque chose**SHIFT: **OK merci**BOAT: **Merci pour tou****27.07.2018**

boza en Espagne.

Merci 🍷🍷🍷🍷

**29.-30.07.2018**

Bateau endommagé ayant dû retourner au Maroc

BOAT: **on est retourné au Maroc, on est sein et sauf. Merci, a la prochaine fois**SHIFT: **Okay. A la prochaine !****09.05.2019**

11 hommes et 2 femmes sont sauvés par

Salvamento Marítimo.

BOAT: **Merci à vous, sincèrement. Nous sommes sauvés**

# Des femmes en mouvement

**Miriam Edding et Maurice Stierl**

Lorsque nos équipes permanence reçoivent un appel d'un bateau en détresse, elles doivent recueillir très vite le plus d'informations possible sur ce bateau. Car si jamais nous perdons le contact avec ce bateau, il est important de pouvoir transmettre certaines informations aux sauveteurs. En plus de la position du bateau, de son état et de celui des passagers à bord, nous devons connaître le nombre exact de personnes. Nous avons donc posé cette question des milliers de fois : combien y a-t-il d'hommes, de femmes et d'enfants à bord ? Cette question peut sembler secondaire, mais elle est fondamentale lorsqu'il s'agit d'identifier le bateau après le sauvetage et d'exclure la possibilité qu'il puisse encore se trouver quelque part en mer.

Cette question a également son importance au moment de l'opération de sauvetage. Les femmes enceintes et les enfants qui accompagnent les femmes ont souvent besoin de soins plus urgents après avoir été exposés aux conditions difficiles d'une traversée en Méditerranée. Le régime frontalier européen a également des répercussions spécifiques sur le genre. Il crée des hiérarchies concernant la mobilité, rendant beaucoup plus difficile pour les femmes le départ pour la migration. Et lorsqu'elles sont en mesure de partir, celles-ci se retrouvent exposées à des formes systématiques de violence sexiste. La militarisation croissante des frontières est un facteur décisif qui rend les déplacements de plus en plus risqués : sans l'aide de passeurs, il est devenu pratiquement impossible de franchir les frontières. Et dans la mesure où les réseaux qui organisent les traversées sont principalement tenus par des hommes, il est courant que les femmes qui sont dépendantes de ces aides soient exploitées.

Lorsque les femmes effectuent la traversée en mer, elles font

souvent des expériences différentes et plus dangereuses que les hommes en raison de toute une série de facteurs. Proportionnellement, il y a d'ailleurs plus de femmes que d'hommes qui se noient en tentant de traverser la mer. En Méditerranée centrale, elles sont souvent assises au milieu d'embarcations en caoutchouc, de manière à les maintenir le plus loin possible de l'eau et donc « en sécurité ». Mais c'est justement au milieu des bateaux que l'eau de mer et le carburant se mélangent le plus, créant un mélange toxique qui brûle la peau et causant souvent de graves blessures. C'est également l'endroit où elles courent le plus de risques d'être piétinées et étouffées lorsque la panique s'installe à bord. Dans certains gros bateaux, les femmes sont souvent dans la cale où la suffocation due à l'accumulation de fumées dangereuses se produit plus rapidement et d'où il est plus difficile de sortir si le bateau chavire. De nombreuses femmes portent des vêtements plus longs et plus lourds que les hommes et il leur est plus difficile de se maintenir hors de l'eau une fois tombées à la mer. Par ailleurs, les femmes qui partent de Libye ne savent généralement pas ou pas assez bien nager. Certaines femmes sont enceintes, ce qui augmente le risque de déshydratation, ou bien elles sont responsables de jeunes enfants qui voyagent avec elles, ce qui les rend plus vulnérables. Enfin, elles sont exposées à des formes de violence patriarcale tout au long de leur voyage, que ce soit sur les bateaux ou bien après leur débarquement en Europe.

Ce sont surtout des femmes ayant fui la Libye qui nous ont raconté les souffrances auxquelles elles ont dû faire face avant leur départ. Elles ont non seulement rapporté les violences qu'elles ont subies durant leur détention en Libye, mais également la violence et l'exploitation qu'elles ont connues tout au long de leur parcours de migration. Pour beaucoup, la souffrance continue en Europe, et elles ne pourront guérir de leurs blessures et dépasser le traumatisme que si elles sont réellement en sécurité. Les actes de violence à l'égard des femmes au cours de leur migration peuvent également être commis par les milices, les garde-frontières et les agents de sécurité, que ce soit en Europe ou à l'extérieur de l'Europe, ainsi que par leurs compagnons de route masculins.

Les femmes utilisent différentes stratégies pour maintenir leur sécurité durant leur voyage. L'une d'elles est d'avoir des relations sexuelles

28

29

avec l'un de leurs compagnons de route. Comme nous l'a raconté une femme, ces rapports sont une sorte « d'accord de protection » : ainsi, au lieu d'être forcée à avoir des rapports sexuels avec beaucoup d'hommes pendant le voyage, elle peut choisir d'avoir un seul homme – en échange de sa protection contre tous les autres. Une autre femme nous a raconté de quelle manière les femmes qui traversent le Sahara inséraient de la mousse de matelas dans leur vagin pour éviter les grossesses. Beaucoup tombent malgré tout enceintes, ce qui les rend encore plus vulnérables car elles doivent s'occuper d'un nouveau-né.

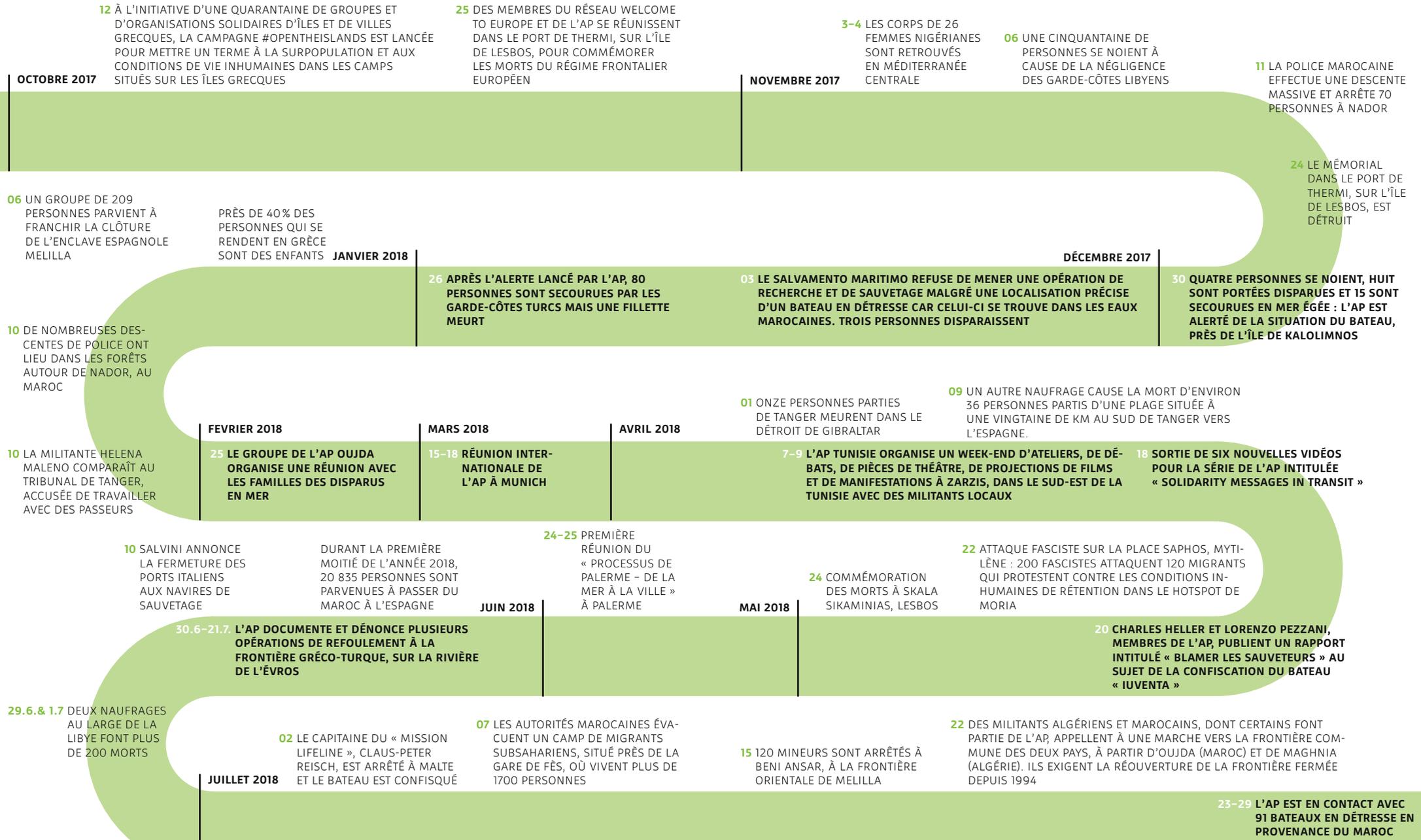
Les femmes, tout comme les hommes qui décident partir pour l'Europe, subissent souvent une grande pression de la part de leur famille qu'elles doivent aider face à la pauvreté et à l'endettement. Nombreuses sont celles qui pensent qu'elles n'ont pas d'autre choix que de risquer leur vie pour subvenir aux besoins de leur famille restée dans leur pays, et pour certaines, un échec signifierait la stigmatisation sociale. Cette nécessité de gagner de l'argent pour la famille se traduit par des pratiques et des expériences spécifiques aux femmes. « Mon corps va permettre à ma famille de sortir de l'endettement », expliquait une Thaïlandaise qui passait de l'Espagne au Danemark pour se prostituer. Sa famille était endettée mais possédait encore un petit lopin de terre. Selon elle, « il vaut mieux garder la terre que l'utiliser pour rembourser des dettes. Mon corps est comme un morceau de terre que je peux emporter avec moi, mais sa valeur ne cesse de baisser. Contrairement à la terre en Thaïlande. »<sup>1</sup> Les dettes et l'intention de subvenir aux besoins de la famille représentent une raison souvent sous-estimée qui poussent les gens à partir vers l'Europe et ce sont, en même temps, des conséquences directes de la politique néolibérale des dernières décennies.

Les personnes LGBTIQ\* sont, quant à elles, généralement confrontées à une forte répression dans leur pays d'origine, ce qui les pousse évidemment à partir. Sur leur route, elles n'ont aucun accès à des réseaux communautaires qui pourraient leur offrir une certaine protection. Souvent, elles sont forcées de rester aussi invisibles que possible, incapables de prendre en compte leurs besoins spécifiques.

Les violences dont sont victimes les femmes et les personnes

LGBTIQ\* durant leur migration peuvent ne pas surprendre. Dans ces récits qui semblent se répéter, il ne faut pourtant pas perdre de vue ce qui relève du moment de survie, de l'action politique et de la résistance et qui montre la ténacité et la manière dont les femmes et les personnes LGBTIQ\* se transforment au cours de leur voyage, transformant également les personnes et les espaces qu'elles rencontrent. Il est grand temps d'écouter leurs voix et leurs histoires qui sont souvent sous-représentées. C'est souvent la voix d'une femme qui répond à la fameuse question posée par nos équipes de permanence : « Combien y a-t-il d'hommes, de femmes et d'enfants à bord ? » Ce sont ces femmes qui calment leurs compagnons de voyage et qui œuvrent courageusement à la mise en place de l'opération de sauvetage. Nous continuerons d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux qui ne peuvent pas partir, celles et ceux qui prennent la route, et celles et ceux qui, après leur arrivée en Europe, se retrouvent confrontées à des formes extrêmes de violence.

<sup>1</sup> „My body is my piece of land“ Sine Plambech dans *OpenDemocracy*, Sept. 2017



28 888 PERSONNES PARVIENNENT À TRAVERSER LA MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE POUR SE RENDRE EN ESPAGNE

29 DÉBARQUEMENT DES PERSONNES BLOQUÉES SUR LE NAVIRE DE RAVITAILLEMENT « SAROST 5 » À ZARZIS, EN TUNISIE, PLUS DE 15 JOURS APRÈS LEUR SAUVETAGE DANS LA ZONE SAR MALTAISE

AOÛT 2018

02 LA COMMISSION EUROPÉENNE ACCORDE 3 MILLIONS D'EUROS POUR LE DÉPLOIEMENT SUPPLÉMENTAIRE DE LA GUARDIA CIVIL À LA FRONTIÈRE SUD DE L'ESPAGNE

08 DÉPORTATION MASSIVE DE NADOR VERS LA FRONTIÈRE ALGÉRO-MAROCAINE SUD

11 À LESBOS, LE MÉMORIAL DES MORTS AUX FRONTIÈRES EUROPÉENNES FAIT DE NOUVEAU L'OBJET D'UNE ATTAQUE RACISTE

20 LE « MARE LIBERUM » (ANCIENNEMENT « SEA-WATCH 1 ») NAVIGUE POUR LA PREMIÈRE FOIS VERS SKALA SIKAMINEA OÙ L'ÉQUIPAGE EST IMMÉDIATEMENT CONTRÔLÉ PAR LES GARDE-CÔTES GRECS

21 SARAH MARDINI, SEAN BINDER ET ATHANASSIOS KARAKITSOS DE L'ONG ERCI, BASÉE À LESBOS, SONT ARRÊTÉS À ATHÈNES, ACCUSÉS DE SOUTENIR LA MIGRATION ILLÉGALE À DES FINS COMMERCIALES

02 UN CONVOI DE 60 PERSONNES COULE EN MER D'ALBORAN : 34 PERSONNES SE NOIENT

OCTOBRE 2018

29 MANIFESTATION « WE'LL COME UNITED » À HAMBOURG

SEPTEMBRE 2018

26 FORTE RÉPRESSION À TANGER, AU MAROC : PLUS DE 500 MIGRANTS SONT ARRÊTÉS

26 190 PERSONNES SECOURUES PAR LE BATEAU DE SAUVETAGE ITALIEN « DICIOTTI » ARRIVENT EN SICILE

03 L'AP EST EN CONTACT AVEC UN BATEAU TRANSPORTANT 29 ADULTES ET 13 ENFANTS QUI EST REPOUSSÉ PAR LES GARDE-CÔTES TURCS VERS LA TURQUIE

27 20 CORPS SONT RETROUVÉS SUR LA PLAGE DE CHARRANA, PRÈS DE NADOR ET SEULS QUATRE SURVIVANTS SONT SECOURUS PAR DES PÊCHEURS LOCAUX. LES VOYAGEURS ÉTAIENT TOUS DE JEUNES MAROCAINS, PARTIS LA VEILLE D'UNE PLAGE PRÈS DE MELILLA

NOVEMBRE 2018

1-4 RÉUNION INTERNATIONALE DE L'AP À OUJDA, AU MAROC

07 L'AP EST EN CONTACT AVEC UN BATEAU DE 100 PERSONNES QUI SONT REPOUSSÉES EN LIBYE PAR LE NAVIRE MARCHAND « NIVIN »

DÉCEMBRE 2018

8-9 535 PERSONNES PARVIENNENT À ATTEINDRE L'ANDALOUSIE

16-17 PRÈS DE 700 MIGRANTS SONT EXPULSÉS DE NADOR VERS TIZNIT

25 UN MEMBRE DE L'AP EST EXPULSÉ DU MAROC VERS L'ALGÉRIE ET PARVIENT À DOCUMENTER SON EXPULSION DEPUIS LE POSTE DE POLICE

PLUS DE 4 600 PERSONNES SONT ARRIVÉES EN ESPAGNE, PRINCIPALEMENT PAR VOIE MARI-TIME, CE QUI SIGNIFIE QU'EN JANVIER 2019, LE NOMBRE DE PERSONNES ARRIVÉES EN ESPAGNE A DÉPASSÉ LE NOMBRE D'ARRIVÉE DE TOUTE L'ANNÉE 2014

JANVIER 2019

26 L'AP EST CONTACTÉ AU SUJET D'UN BATEAU AVEC 8 PERSONNES PARTIES DU LIBAN POUR REJOINDRE CHYPRE. UN HOMME EST SECOURU PAR UN NAVIRE PRIVÉ APRÈS UN LONG SÉJOUR EN MER ; LES 7 AUTRES PERSONNES ONT DISPARU ET SONT PRÉSUMÉES MORTES.

19-30 L'AP REÇOIT UN APPEL D'UN BATEAU PARTI DE ZUWARAH, EN LIBYE, SAUVÉ PLUS TARD PAR LE « SEA WATCH 3 ». CE DERNIER EST EMPÊCHÉ DE DÉBARQUER PENDANT PLUS DE 10 JOURS AVANT D'ENTRER DANS LE PORT DE CATANE

19 L'AP EST ALERTÉ DE LA PRÉSENCE D'UN GROUPE DE VOYAGEURS SUR FARMAKONISI ET D'UNE PERSONNE DISPARUE, RETROUVÉE MORTE PAR LA SUITE

21 DES VOYAGEURS CONTACTENT L'AP DEPUIS LE NAVIRE MARCHAND « LADY SHAM » : L'AP EST TÊMOIN DU REFOULEMENT VERS LA LIBYE EFFECTUÉ PAR CE NAVIRE COMMERCIAL

FEVRIER 2019

28.2-1.3. DEUXIÈME RÉUNION DU « PROCESSUS DE PALERME » DE LA MER À LA VILLE » À BARCELONE

MARS 2019

14 45 PERSONNES SE NOIENT EN MER D'ALBORAN ; SEULS 22 SURVIVANTS SONT SECOURUS PAR LA MARINE ROYALE MAROCAINE

18 LE BATEAU DE SAUVETAGE ITALIEN « MARE JONIO » SAUVE 49 PERSONNES QUI SONT ENSUITE DÉBARQUÉES À LAMPEDUSA

23 FRONTEx ANNONCE UN « SOUTIEN SUPPLÉMENTAIRE » À LA FLOTTE DES GARDE-CÔTES GRECS

09 DES MEMBRES DE L'AP MARCHENT AVEC 500 PERSONNES VERS TARAJAL, LA ZONE FRONTALIÈRE ENTRE CEUTA ET LE MAROC, POUR COMMÉMORER LES VICTIMES DE L'ATTAQUE MEURTRIÈRE DE LA GUARDIA CIVIL, LE 6 FÉVRIER 2014, CONTRE DES PERSONNES ESSAYANT DE TRAVERSER LA FRONTIÈRE À LA NAGE

21-24 RÉUNION INTERNATIONALE DE L'AP À TUNIS

**27-30** LE CAS « EL-HIBLU 1 » : DES MIGRANTS SECOURUS PAR LE « EL-HIBLU 1 » REFUSENT DE RETOURNER EN LIBYE ET FONT PRESSION SUR LE CAPITAINE QUI LES AMÈNE EN SUITE À MALTE. L'AP N'EST PAS DIRECTEMENT IMPLIQUÉ MAIS SUIT LA SITUATION DE PRÈS. PLUSIEURS PERSONNES SECOURUES ONT ÉTÉ ACCUSÉES DE TERRORISME À LEUR ARRIVÉE ET LEUR PROCÈS SE POURSUIT

**AVRIL 2019**

**03** 64 PERSONNES AYANT QUITTÉ ZUWARAH, EN LIBYE, SONT SAUVÉES PAR L'ONG « ALAN KURDI » APRÈS QUE L'AP AIT REÇU UN APPEL DU BATEAU EN DÉTRESSE

**11** L'AP RAPPORTE UN « PULL-BACK » (« REFOULEMENT INVERSÉ ») D'UN BATEAU DE 35 PERSONNES EFFECTUÉ PAR LES GARDE-CÔTES TURCS VERS LA TURQUIE

**29** LE « MARE LIBERUM », SOUS PAVILLON ALLEMAND, EST SUSPENDU DE SORTIE DU PORT PAR LE MINISTÈRE ALLEMAND DES TRANSPORTS

**MAI 2019**

**29** L'AP DOCUMENTE UNE OPÉRATION DE REFOULEMENT D'UN BATEAU TRANSPORTANT 51 PERSONNES EN MER ÉGÉE, PRÈS DE L'ÎLE DE SAMOS

**01** L'AP S'OCCUPE D'UN CAS DE DÉTRESSE AU LARGE DES CÔTES TURQUES : IL S'AGIT D'UN BATEAU DE 11 PASSAGERS QUI SONT FINALEMENT SECOURUS, MAIS UN HOMME EST PORTÉ DISPARU. LE CORPS EST RETROUVÉ PAR LA SUITE SUR LA PLAGE DE BODRUM

**12** PREMIÈRE TENTATIVE DE PASSAGE RÉUSSIE À LA BARRIÈRE DE MELILLA DEPUIS OCTOBRE 2018 : SUR 100 PERSONNES, 52 PARVIENNENT À PASSER LA FRONTIÈRE, L'AUTRE MOITIÉ EST REPOUSSÉE OU EMPÊCHÉE D'ENTRER AU MAROC PAR LA GUARDIA CIVIL ET LES « FORCES AUXILIAIRES » MAROCAINES

**17** L'AP DOCUMENTE L'ATTAQUE D'UN BATEAU DE 62 PASSAGERS PAR DES HOMMES MASQUÉS PARLANT GREC ET ANGLAIS. PEU APRÈS, LES PASSAGERS SONT REFOULÉS PAR LES GARDE-CÔTES TURCS VERS LA TURQUIE

**02** L'AP RECUEILLE LE TÉMOIGNAGE DE SURVIVANTS D'UNE OPÉRATION DE SAUVETAGE DES GARDE-CÔTES MAROCAINS QUI A MAL TOURNÉ : UNE FEMME ENCEINTE EST MORTE PENDANT L'OPÉRATION, HUIT AUTRES PERSONNES S'ÉTAIENT DÉJÀ NOYÉES AVANT LE DÉBUT DES OPÉRATIONS DE SAUVETAGE

**19** LE « MARE LIBERUM » QUITTE LE PORT AU SUD DE LESBOS, APRÈS AVOIR ÉTÉ ACQUITTÉ PAR LE TRIBUNAL ALLEMAND. LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS N'A AUCUNE BASE JURIDIQUE POUR EMPÊCHER LE NAVIRE D'EFFECTUER UNE SURVEILLANCE EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS. LE NAVIRE SE DIRIGE VERS CHIOS ET SAMOS POUR DOCUMENTER LES CAMPS SURPEUPLÉS QUI S'Y TROUVENT.

**17** L'AP EST CONTACTÉ AU SUJET DE DEUX BATEAUX EN DÉTRESSE. L'UN, AVEC 40 PERSONNES À BORD, EST SECOURU PAR LES GARDE-CÔTES GRECS. L'AUTRE, QUI TRANSPORTE 55 PASSAGERS, EST RAMENÉ EN TURQUIE APRÈS AVOIR ÉTÉ ATTAQUÉ PAR DES HOMMES MASQUÉS PRÈS DE SAMOS

**20** L'AP DOCUMENTE UN CAS DE « PULL-BACK » : IL S'AGIT D'UN BATEAU TRANSPORTANT 23 PERSONNES EN DÉTRESSE PRÈS DE SAMOS

**21** DEUX MEMBRES DE L'AP EN SITUATION RÉGULIÈRE SONT ARRÊTÉS DANS LES RUES DE TANGER : LES DEUX FEMMES, DONT L'UNE EST ENCEINTE DE 5 MOIS, SONT AMENÉES AU POSTE DE POLICE ET BATTUES

**31** LE BATEAU « MARIDIVE 601 » SAUVE 65 MIGRANTS. LA TUNISIE N'AUTORISE PAS LE DÉBARQUEMENT DE CES VOYAGEURS, PRINCIPALEMENT EN PROVENANCE DU BANGLADESH, QUI SONT OBLIGÉS DE RESTER SUR LE BATEAU PRÈS DE 3 SEMAINES ; ILS SONT FINALEMENT DÉBARQUÉS À ZARZIS, EN TUNISIE, LE 18 JUIN. BEAUCOUP SONT EXPULSÉS PEU DE TEMPS APRÈS

**20-21** TROISIÈME RÉUNION DU « PROCESSUS DE PALERME - DE LA MER À LA VILLE » À NAPLES

**12** LE « SEA WATCH 3 » SAUVE 53 PERSONNES DANS LES EAUX INTERNATIONALES, MAIS EST EMPÊCHÉ DE DÉBARQUER DANS LE PORT LE PLUS PROCHE. LE 29 JUIN, APRÈS 17 JOURS D'IMPASSE, LA CAPITAINE CAROLA RAKETE ACCOSTE À LAMPEDUSA ET EST ENSUITE ARRÊTÉE, PUIS LIBÉRÉE

**5-6** PLUSIEURS BATEAUX, AVEC EN TOUT 370 PERSONNES À BORD, PARVIENNENT DANS LA ZONE SAR MALTAISE ET SONT SECOURUS

**JUIN 2019**

**05** L'AP EST ALERTÉ DE LA PRÉSENCE DE DEUX BATEAUX EN DÉTRESSE EN MÉDITERRANÉE CENTRALE. LE PREMIER, QUI TRANSPORTE 75 PERSONNES, EST SECOURU PAR LES GARDE-CÔTES MALTAIS. LE SECOND EST SECOURU PAR LE CARGO « ASSO VENTICINQUE » ET LES PASSAGERS PEUVENT DÉBARQUER À POZZALLO, EN ITALIE

**08** APRÈS LES ÉLECTIONS, UN NOUVEAU GOUVERNEMENT CONSERVATEUR EST FORMÉ EN GRÈCE. LE NOUVEAU MINISTRE DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE, GIORGOS KOUMOUTSAKOS, ANNONCE « UN PROGRAMME DE REFOULEMENT IMPITOYABLE ET DÉTERMINÉ »

**9-14** LE « TRANS-BORDER SUMMER CAMP » SE DÉROULE EN FRANCE, À NANTES

**JUILLET 2019**

**04** LE VOILIER MÉDITERRANÉEN « ALEX » SAUVE 55 PERSONNES APRÈS AVOIR ÉTÉ ALERTÉ PAR L'AP

**10** L'HÔTEL CITY PLAZA À ATHÈNES FERME SES PORTES. APRÈS 39 MOIS D'OCCUPATION DANS LA SÉCURITÉ ET LA DIGNITÉ, DE LUTTE CONTRE LE RACISME, CONTRE LES FRONTIÈRES ET L'EXCLUSION SOCIALE, LES CLÉS DU CITY PLAZA SONT RENDUES AUX ANCIENS EMPLOYÉS DE L'HÔTEL. TOUS LES RÉFUGIÉS QUI VIVAIENT AU CITY PLAZA SONT RELOGÉS EN VILLE

**AOÛT 2019**

**25** AU LARGE DES CÔTES LIBYENNES, PLUS DE 150 PERSONNES SE NOIENT. L'AP REÇOIT PLUSIEURS APPELS DE DÉTRESSE DE MÉDITERRANÉE CENTRALE LE JOUR DE CETTE TRAGÉDIE

**01** LE BATEAU DE SAUVETAGE « OPEN ARMS » SAUVE 123 PERSONNES SUR DEUX BATEAUX DIFFÉRENTS APRÈS AVOIR ÉTÉ ALERTÉ PAR L'AP

**09** LE BATEAU « OCEAN VIKING » SAUVE 80 PERSONNES APRÈS AVOIR ÉTÉ ALERTÉ PAR L'AP



2

# Les luttes dans les différentes régions de la Méditerranée

# Quelques cas particulièrement mémorables de l'Alarm Phone

## Maurice Stierl et Miriam Edding

Lorsque l'on reçoit des appels de détresse tous les jours, ou au moins plusieurs fois par semaine sur une période de cinq ans, il est difficile, voire impossible, de se rappeler de ce qui s'est précisément passé dans chacun de ces cas, surtout lorsque l'on fait partie d'un réseau aussi vaste. Les milliers de cas sur lesquels nous avons travaillé n'ont pas été vécus par une seule personne, mais par des groupes de personnes lors de permanences différentes. Certaines situations de détresse ont été profondément marquantes, tandis que d'autres se sont effacées avec le temps. Nous avons reçu des messages vocaux ou des vidéos de personnes migrantes qui célébraient leur arrivée en Europe. Nous avons assisté à la panique de personnes en détresse en mer, sans qu'aucun sauvetage ne soit en vue. Et nous avons fait l'expérience de la perte soudaine de toute communication avec des bateaux dont nous avons par la suite appris que les passagers avaient perdu la vie. Nous ne pouvons pas rendre hommage à toutes ces expériences et ces souvenirs. Nous voulons toutefois raconter quelques cas récents qui ont été marquants pour beaucoup d'entre nous, dans chacune des trois régions méditerranéennes.

### En Méditerranée centrale :

« Je suis très fatigué... Nous sommes seuls sur cette mer »

Dans la soirée du 29 mai 2019, nous recevons l'appel d'un proche d'une personne se trouvant sur un bateau en Méditerranée centrale. Le bateau

transporte environ 100 personnes. Lorsque nous parlons aux passagers vers 22h00, ils nous disent qu'ils sont sur un bateau en caoutchouc et que leur moteur s'est arrêté. Ils ont quitté la Libye la veille. Ils ont peur que l'eau n'entre dans leur bateau. Lorsque nous obtenons leur position GPS, nous alertons le Centre de coordination des secours en mer (MRCC) de Rome. La description du bateau, en caoutchouc noir et blanc, correspond à celle d'un bateau que l'avion humanitaire « Moonbird » a repéré plus tôt dans la journée. Les autorités italiennes sont donc informées de ce cas de détresse depuis le début de la journée.

À 23h40, les gens sur le bateau nous rappellent en nous demandant un sauvetage rapide ; ils pensent ne pas pouvoir tenir jusqu'au lendemain matin : « L'un des 'ballons' a explosé, l'eau entre dans le bateau, nous ne tiendrons pas longtemps. ...Si nous devons encore attendre toute la nuit, aucun d'entre nous ne survivra. Nous ne savons pas combien de temps la batterie du téléphone tiendra. »

Le 30 mai à 00h11, nous informons également le MRCC Malte de la situation, et deux minutes plus tard, nous sommes de nouveau en contact avec le bateau. « Il fait trop froid. Les enfants souffrent du froid, on a peur pour eux. Ils sont mouillés et gelés. Il y a quinze enfants, le plus jeune a 9 mois, puis 3 ans, 4 ans... Nous avons essayé de déplacer les enfants dans le coin du bateau où il y a moins d'eau. (...) Il y a une vingtaine de femmes également. Les femmes sont fortes, mais celle qui est enceinte est très malade. » Nous leur expliquons que nous avons informé les autorités maltaises et qu'ils doivent rester forts. Nous leur disons que nous les rappellerons dans 30 minutes.

À 00h36, nous informons les MRCC de Rome et de Malte de ces développements. Nous lançons également une campagne médiatique pour alerter l'opinion publique sur ce cas de non-assistance. À 00h47, les passagers à bord nous disent : « Certaines personnes paniquent. Il y a des gens qui ont perdu la tête à cause de la peur. » À 00h56, nous sommes en contact avec le MRCC Malte et leur demandons quelles procédures ont été initiées depuis tout à l'heure. Le personnel n'est pas coopératif et répond simplement qu'ils n'ont aucune information à partager. À 00h59, le MRCC Rome refuse également de nous donner des informations, déclarant simplement

40

41

que le bateau n'est pas dans les eaux italiennes.

À **01h20**, nous sommes de nouveau en contact avec les gens sur le bateau – et, une fois de plus, nous ne pouvons pas leur dire quand les garde-côtes vont arriver. Notre interlocuteur dit : « C'est tellement inhumain ce qu'ils font avec nous. Nous sommes en mer depuis plus d'un jour maintenant. Ils sont venus avec des avions, des hélicoptères. Ils savent où nous sommes et attendent que les Libyens viennent repêcher nos corps demain. Ceux qui seront encore en vie se jeteront peut-être dans l'eau parce qu'ils préfèrent mourir plutôt que de retourner en Libye. Pourquoi ne peuvent-ils pas laisser un bateau de pêche nous sauver et éviter que des gens meurent ? Ils peuvent nous emmener dans n'importe quelle prison pourrie. La situation est si inhumaine, vous ne pouvez pas imaginer à quel point nous souffrons. » Nous lui disons que nous resterons avec eux jusqu'à la fin, quoi qu'il arrive. Nous promettons de rappeler les garde-côtes et d'informer le grand public pour faire pression. Il nous remercie d'être là.

À **2h02**, nous reparlons avec notre interlocuteur : « La situation est vraiment terrible. Je suis sûr que personne ne viendra avant demain matin. Nous essaierons de survivre, mais je ne sais pas si nous y arriverons. » Nous lui disons d'appeler si quelque chose change, mais que nous devrions parler moins souvent, pour économiser leur batterie. À 3h14, il dit : « Je suis très fatigué... Nous sommes seuls sur cette mer. » À 4h50, nous parlons de nouveau : « Le soleil est là, mais nous sommes toujours seuls, nous ne voyons aucun bateau. » Il a l'air extrêmement épuisé ; au fond, tout est calme, comme si plus personne n'avait d'énergie pour paniquer. À 6h04, nous recevons une nouvelle position GPS et la transmettons à Malte. Ils répondent qu'ils ne sont pas en charge de cette affaire et que les autorités libyennes en sont responsables.

### 43

À **6h37**, le bateau rappelle : « Il y a un hélicoptère au-dessus de nous, mais rien sur l'eau. Vous voyez un bateau qui vient vers nous ? » Nous disons que nous ne voyons aucun mouvement pour le moment. À 7h42, nous rechargeons leur téléphone avec du crédit. À **7h50**, notre interlocuteur dit : « Nous sommes si fatigués. » À **8h00**, il rappelle et dit : « Une fillette de 5 ans est morte. » On entend des gens pleurer en arrière-fond. « Le bateau perd de l'air. Nous espérons qu'un bateau pourra nous atteindre. »



Bateau en détresse avec 54 personnes à bord, sauvé par un navire de Sea-Eye, le « Alan Kurdi », après avoir contacté l'Alarm Phone, 3 avril 2019. Photo : Fabian Heinz / sea-eye.org

À 8h19, il rappelle : « Nous voyons un bateau. Il est loin, mais très grand. Venant d'où vient le soleil. » On sent que les gens deviennent fébriles sur le bateau. À 8h24, nous contactons le MRCC Rome – une fois de plus, ils refusent de nous dire s'ils coordonnent ou non une opération de sauvetage. À 8h30, le bateau nous rappelle : « Il y a écrit P 490 sur le bateau. » C'est un navire de la marine italienne. Nous expliquons aux gens comment se préparer au sauvetage : passer un par un, en commençant par les enfants et les femmes. À 9h05, nous sommes encore en contact avec le bateau. Et malgré une mauvaise connexion, nous comprenons que le sauvetage a été lancé. La personne au téléphone me dit « au revoir ».

À 9h40, l'agence de presse italienne ANSA a confirmé que le P 490 de la marine italienne avait effectué une mission de sauvetage. Le MRCC Rome a néanmoins refusé de nous confirmer le sauvetage, se contentant d'affirmer que les médias rendraient compte de l'affaire. Les passagers ont ensuite débarqué à Gênes, en Italie, où ils ont déclaré que certaines personnes étaient mortes au cours de leur voyage.

### En Méditerranée occidentale :

#### « Je suis l'un des trois hommes qui ont survécu au naufrage »

Le 1<sup>er</sup> mai 2019, à 5h27 du matin, nous apprenons que 12 personnes sont portées disparues après avoir quitté le Maroc plus tôt dans la nuit. Nous en informons les autorités espagnoles et marocaines qui lancent une opération de recherche et de sauvetage du bateau. Le bateau demeure cependant introuvable. Il n'est repéré que dans l'après-midi du 2 mai. Huit personnes sont déjà tombées à l'eau et se sont noyées. Au cours de l'opération de sauvetage, une femme certainement enceinte décède également. Le 2 mai, à 23h30, nous pouvons parler à l'un des trois survivants. Après avoir été amenés à l'hôpital, craignant l'arrivée de la police, ils sont repartis et se cachent désormais. Voici le témoignage de ce survivant :

*Je suis l'un des trois hommes qui ont survécu au naufrage du 1<sup>er</sup> mai. Nous étions un groupe de 12 personnes, dix hommes et deux femmes, nous sommes partis à 1h00 du matin de Tanger. Les neuf personnes mortes venaient du Sénégal. Toutes venaient du même village et étaient très proches les*

*unes des autres. Elles vivaient ensemble, partageaient leurs repas, comme des frères et sœurs.*

*Nous vous avons appelé l'Alarm Phone tôt dans la matinée du 1<sup>er</sup> mai. Lorsque j'ai essayé d'envoyer les coordonnées GPS depuis mon smartphone, une grosse vague a fait chavirer le bateau. Nous sommes tombés à l'eau et le téléphone portable a été mouillé. Je ne pouvais plus m'en servir. Nous avons réussi à retourner le bateau et à remonter. Mais on a perdu trois personnes et nos pagaies. Le bateau a encore chaviré. On a perdu deux autres personnes. On a encore réussi à retourner le bateau et à remonter à bord.*

*Nous savions que nous étions dans les eaux internationales. Nous pouvions voir la côte marocaine et nous avançons de plus en plus en haute mer. Le bateau a chaviré une troisième fois. On a perdu une autre personne. On a encore pu retourner le bateau et remonter à bord.*

*Le matin, nous avons vu de grands bateaux qui ne nous ont pas remarqués, malgré mes vêtements rouges, mes mouvements et mes cris. Une fois de plus, le bateau a chaviré. Nous n'avions plus la force de le retourner et nous nous sommes assis sur la coque. Deux autres personnes sont mortes. On se battait pour survivre.*

*Le lendemain, le 2 mai vers midi, nous avons été retrouvés par un très grand bateau blanc sur lequel étaient écrites des mots espagnols, peut-être un bateau de pêche. Nous n'étions plus que quatre personnes, trois hommes et une femme. L'équipage du grand bateau blanc nous a dit d'attendre les secours et ils ont informé la Marine marocaine. Nous étions à bout de forces.*

*La Marine marocaine est arrivée entre 13h00 et 15h00 et a commencé le sauvetage en nous lançant une corde. J'ai été le premier à être sauvé. Un deuxième homme a été sauvé. Les vagues étaient très hautes et le bateau a encore chaviré. L'homme et la femme encore sur le bateau sont tombés à l'eau. L'homme a pu saisir la corde et être sauvé. La femme a été emportée par les vagues. Un homme de l'équipage de Marine marocaine a sauté à l'eau pour l'aider, mais la femme avait disparu. Après ça, ils nous ont emmenés à l'hôpital. On ne pouvait plus bouger. On était si fatigués. Je ne savais pas dans quelle ville était cet hôpital.*

### En mer Égée :

#### « Ils ont crié : Nous allons vous sauver. Suivez-nous »

Le 11 avril 2019, nous sommes contactés par un bateau venant de Turquie et se dirigeant vers l'île d'Agathonisi ; il y a 35 personnes à bord ayant fui la Syrie, l'Irak, la Palestine et la Somalie. Le groupe comprend dix enfants, dont des nourrissons, et cinq femmes. Il y a également à bord des personnes grièvement blessées par la guerre. Le bateau est en grande détresse et se situe clairement dans les eaux grecques. Lors de cette situation d'urgence, nous avons été témoins d'un refoulement – c'est-à-dire d'une action prohibée par la Convention de Genève, visant à renvoyer les personnes migrantes vers l'État d'où elles ont fui.

Notre équipe de permanence a rapidement alerté les garde-côtes grecs de la situation. Nous sommes restés en contact avec le bateau et avons reçu plusieurs nouvelles coordonnées GPS des passagers. Bien que nous ayons transmis toutes ces coordonnées aux autorités grecques, celles-ci nous ont informés que le bateau avait été « retrouvé » dans les eaux turques et qu'il était retourné en Turquie.

Les témoignages et les coordonnées GPS transmises ont pourtant réfuté ce récit : les passagers nous ont raconté de quelle manière les garde-côtes grecs les avaient piégés pour qu'ils les suivent dans les eaux turques en leur faisant croire qu'ils allaient en Grèce. Quand les passagers se sont rendu compte de ce qui se passait, ils ont cherché à faire demi-tour et à retourner vers la Grèce. Mais ils avaient déjà atteint les eaux turques et les garde-côtes grecs les ont bloqués tout en laissant aux garde-côtes turcs le soin de mener l'opération de « sauvetage ». Dans leur témoignage, les passagers ont raconté les détails de leur refoulement :

« Nous sommes partis vers 3h30 de matin de la côte turque. Au bout de trois heures de route, d'abord en direction de Nera/Agathonisi, puis en direction de Farmakonisi, nous avons été arrêtés à 5h50 par les garde-côtes grecs. Il faisait très froid et nos enfants criaient de peur. L'eau pénétrait dans le bateau par vagues. Le bateau des garde-côtes était gris et blanc. Il y avait quatre officiers vêtus d'uniformes bleus. Ils faisaient des cercles autour de nous. Ils ont crié : « Nous allons vous sauver. Suivez-nous. ». Ils nous ont dit de continuer dans une autre direction.

*Cela nous a étonné mais nous les avons suivis. Puis nous nous sommes arrêtés. On a compris qu'on retournait sur nos pas. Ils nous ont ordonné d'éteindre notre moteur. On demandait de l'aide. Nous leur avons montré nos enfants et les avons suppliés de nous laisser rester en Grèce. Mais ils nous ont dit qu'on faisait quelque chose d'illégal. Au bout de 30 minutes, un bateau de garde-côtes turcs est arrivé et les Grecs sont partis. Nous avons été emmenés jusqu'à un poste de police turc. C'était à une heure et demie de route. Ils ont dit que si nous essayions encore de traverser illégalement vers la Grèce, ils nous expulseraient vers nos pays. »*

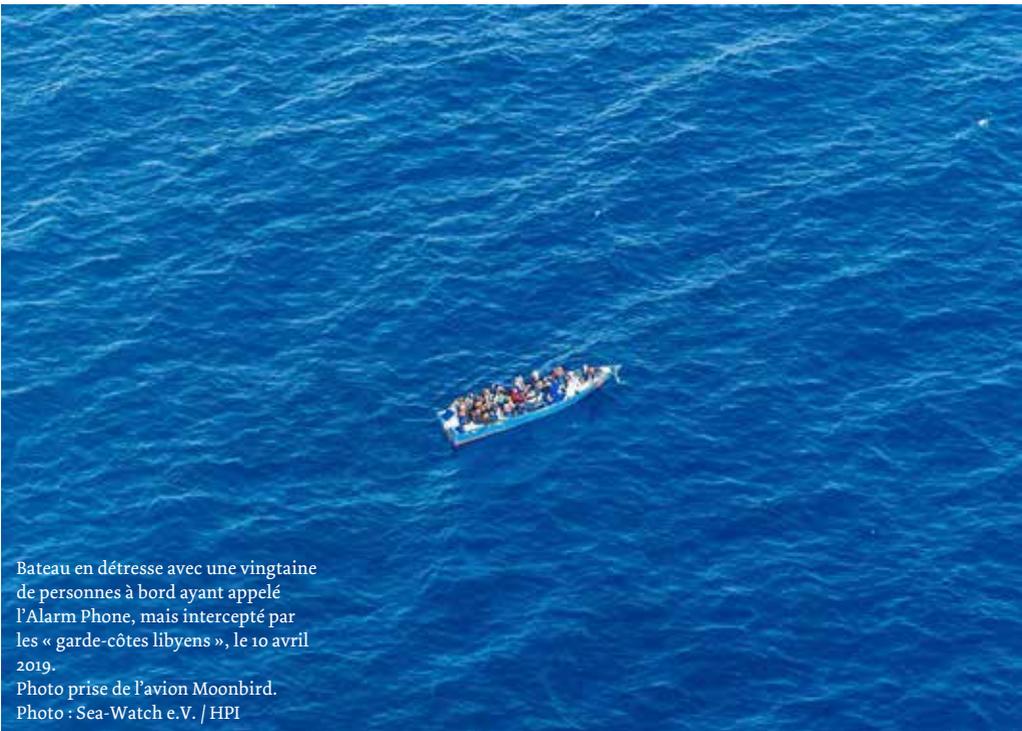
# Cinq années avec l'Alarm Phone en Méditerranée occidentale

## Nina, Lisa et Laura

Chaque appel d'urgence reçu par l'Alarm Phone apporte avec lui un ensemble d'histoires qui mériteraient toutes d'être entendues. En Méditerranée occidentale, nous avons parlé à des centaines de personnes pendant leur traversée. Les situations sont aussi variées que les conditions elles-mêmes : il y a des personnes qui rament sur de minuscules canots pneumatiques dans des conditions météorologiques catastrophiques, mais aussi des convois de 80 personnes qui traversent la mer d'Alborán sur un grand bateau à moteur. Parfois les personnes sont dans des états de panique extrême qui mettent leur vie en danger, tandis que d'autres qui se retrouvent en situation de détresse en mer ont encore la force de faire de l'humour avec les équipes de permanence de l'Alarm Phone.

49

En 2018, avec plus de 58 000 arrivées en Espagne, la traversée par la Méditerranée occidentale a été de loin la route la plus fréquentée. L'agence européenne Frontex a même signalé qu'elle serait le prochain « couloir migratoire » vers l'Europe.<sup>1</sup> De juin à fin octobre, les traversées ont atteint leur point culminant, et l'Alarm Phone a accompagné un nombre exceptionnellement élevé de bateaux dans ce périple – avec un nombre record de 91 bateaux au cours de la dernière semaine de juillet 2018. À cette augmentation a succédé une forte répression politique. Même si le nombre de traversées a diminué à partir de novembre 2018, il s'est relativement maintenu jusqu'à la fin de l'année.



Bateau en détresse avec une vingtaine de personnes à bord ayant appelé l'Alarm Phone, mais intercepté par les « garde-côtes libyens », le 10 avril 2019.

Photo prise de l'avion Moonbird.  
Photo : Sea-Watch e.V. / HPI



Homme après un sauvetage sur le « Alan Kurdi » de Sea-Eye.  
Photo : Fabian Heinz / sea-eye.org

## Le sauvetage en mer : une réalité changeante

Même si la plupart des bateaux sont interceptés par la Marine marocaine, il y a une collaboration plutôt bonne entre les équipes de l'Alarm Phone et l'organisation espagnole de sauvetage, le Salvamento Marítimo (SM). Néanmoins, dans de nombreux cas récents, même lorsque les coordonnées GPS exactes du bateau étaient disponibles, l'Alarm Phone a trouvé que les autorités espagnoles et marocaines montraient trop peu d'engagement. Certains bateaux ont dû rester plus d'une journée sur l'eau dans des conditions difficiles et revenir jusqu'au rivage marocain à la rame, car aucune aide n'était en vue. L'Alarm Phone avertit toujours les autorités des bateaux qui sont en détresse, mais celles-ci ne réagissent souvent pas de manière concrète. Parfois, cette politique de non-assistance a une issue mortelle : le 23 décembre 2018, onze personnes ont tenté la traversée en Espagne et ont contacté l'Alarm Phone. Nous avons essayé plusieurs fois de joindre les garde-côtes espagnols, mais sans succès. Quelques heures plus tard, nous avons perdu le contact avec le bateau. Même si les passagers sont officiellement considérés comme disparus, ils se sont sans doute noyés dans la Méditerranée.<sup>2</sup>

Le gouvernement socialiste espagnol s'est fixé comme objectif de réduire drastiquement le nombre d'arrivées en Espagne par voie maritime. Durant l'été 2018, au cours de réformes fondamentales concernant les opérations SAR, la Guardia Civil est devenue la principale autorité des opérations de sauvetage espagnoles. Ces réformes impliquent surtout une militarisation des services de sauvetage. Depuis lors, le SM a cessé de patrouiller activement dans la zone SAR espagnole et a souvent refusé de se rendre dans la zone SAR marocaine. De plus, le personnel et les équipements navals et aéronautiques ont été considérablement réduits, et dans de nombreux cas, le SM a bloqué des bateaux en attendant l'arrivée de la Marine marocaine qui ramène les gens au Maroc. Enfin, le SM a cessé de tweeter sur les opérations de sauvetage en cours. Les personnes qui soutiennent les passagers, comme les membres de l'Alarm Phone n'ont donc plus accès aux informations pertinentes. Ces nouvelles mesures politiques ont sans aucun doute entraîné la mort et la disparition de nombreuses personnes migrantes.

50

51

## Les refoulements et la fortification des frontières terrestres

La plupart du temps, les refoulements illégaux vers le Maroc ont lieu depuis les petites îles espagnoles, comme ce fut le cas sur l'îlot Persil (Perejil) le 17 mars 2019.<sup>3</sup> Ils sont toutefois surtout pratiqués aux frontières des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, et sont alors qualifiés de « déportations express », comme le 22 août 2019 depuis Ceuta<sup>4</sup> et le 21 octobre 2019 depuis Melilla.<sup>5</sup> La fortification des frontières terrestres au niveau des enclaves est continuellement renforcée. Récemment, une nouvelle barrière a été construite du côté marocain de la frontière avec Ceuta, tandis que les investissements en matière de technologies de sécurité ont augmenté du côté espagnol. Depuis 2015, les vagues de répression se sont multipliées dans le nord du Maroc, accompagnées de la destruction de nombreux camps de migrant-es à proximité des enclaves, ce qui a réduit le nombre d'arrivées par voie terrestre. Mais la violence n'empêche généralement pas les migrant-es de mettre en pratique leur droit de circuler. Ils s'organisent collectivement pour préparer des « attaques » au niveau des barrières, comme en juillet<sup>6</sup> et en août 2018<sup>7</sup> à Ceuta, et en octobre 2018<sup>8</sup> et mai 2019<sup>9</sup> à Melilla.

## Répression et politique de dissuasion

Comme les années précédentes, l'attitude des autorités marocaines face à l'augmentation du nombre de traversées reste la même : elles multiplient les arrestations violentes et la répression des migrant-es, suscitant le mécontentement des « partenaires » européens. En réponse à l'augmentation du nombre de traversées de la Méditerranée occidentale en juin/juillet 2018, le Royaume du Maroc a de nouveau intensifié les arrestations de personnes noires, que celles-ci aient ou non des papiers en règle au Maroc. Les vagues d'arrestations se sont d'abord concentrées sur les lieux de transit des migrant-es, tels que Tanger et Nador. Mais ensuite, les forces de l'ordre ont étendu les vagues de répression aux villes de l'intérieur du pays. Selon l'organisation antiraciste GADEM, entre juin et juillet 2018, plus de 6 500 personnes ont été arrêtées et déportées vers le sud du Maroc.<sup>10</sup> Ces arrestations violentes et arbitraires se poursuivent à une grande échelle et sont une réalité quotidienne jusqu'à aujourd'hui. De nombreux membres

et amis de l'Alarm Phone au Maroc ont été déportés à plusieurs reprises au sud vers Tiznit, Errachidia ou Agadir. Des milliers de personnes se retrouvent coincées dans ces villes et vivent dans des conditions précaires, souvent dans des camps temporaires à proximité des gares. Il faut également souligner que les expulsions vers les pays d'origine ont, elles aussi, augmenté ces dernières années.

Le témoignage de personnes détenues révèle la privation de droits fondamentaux pourtant reconnus par le droit marocain. Les gens souffrent des violences policières et du vol d'objets personnels. Les prisonniers sont détenus dans des cours ou de petites cellules dans des conditions inhumaines, contraints d'y attendre leur déportation vers une destination inconnue. Et pourtant, la plupart n'abandonnent pas, mais retournent vers le nord pour rejoindre l'Europe en escaladant les barrières ou par la mer.

### Les relations entre l'UE et le Maroc

Après l'augmentation considérable du nombre d'arrivées en Espagne au cours de l'été 2018, l'UE a réagi rapidement et renforcé sa coopération avec le Maroc dans le domaine des contrôles frontaliers. Ces initiatives de coopération existent depuis la fin de l'année 2007, à l'occasion de divers sommets UE-Afrique.<sup>11</sup> Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (EUTF) a de nouveau été utilisé en 2018 pour contrôler et limiter la mobilité. Il s'agit principalement d'étendre la frontière extérieure de l'UE en externalisant la gestion des migrations vers le sud. Il ne fait aucun doute que la brutalité des raids et des pratiques d'expulsion du Maroc est le résultat de la pression exercée par l'UE en matière de politique migratoire. En même temps, les relations entre l'Europe et le Maroc font l'objet de discussions à plusieurs niveaux : l'idée d'externaliser les responsabilités en matière d'asile en créant des « plates-formes régionales de débarquement dans les pays tiers concernés » est un exemple parmi d'autres de l'ingérence de l'UE dans la souveraineté des pays d'Afrique du Nord, projet d'ailleurs rejeté avec véhémence par le gouvernement marocain ainsi que par la Tunisie et l'Égypte. Un nouveau centre situé au Maroc et consacré au suivi des mouvements et des politiques migratoires internationales – l'Observatoire africain des migrations et du développement (OAMD) –,

52

vise à positionner le pays de manière plus autonome au sein de l'Union Africaine (UA) en matière de contrôle des migrations. Des projets tels que l'OAMD donnent une idée de la manière dont le Maroc utilise sa position à la frontière européenne pour renforcer ses propres positions politiques. En matière de politique migratoire, il ne faudrait donc pas réduire les intérêts du Royaume du Maroc aux avantages financiers que lui apporte la coopération avec l'UE. D'autres d'intérêts sont en jeu, notamment la lutte économique et politique pour le Sahara occidental ainsi que la volonté du Maroc de renforcer sa position dans le contexte politique international, au sein mais également en dehors de l'UA. Par ailleurs, les engagements du Maroc auprès de l'UE en matière de sécurité frontalière sont toujours accompagnés de négociations concernant la mobilité de la population marocaine.<sup>12</sup>

### L'Alarm Phone dans la région

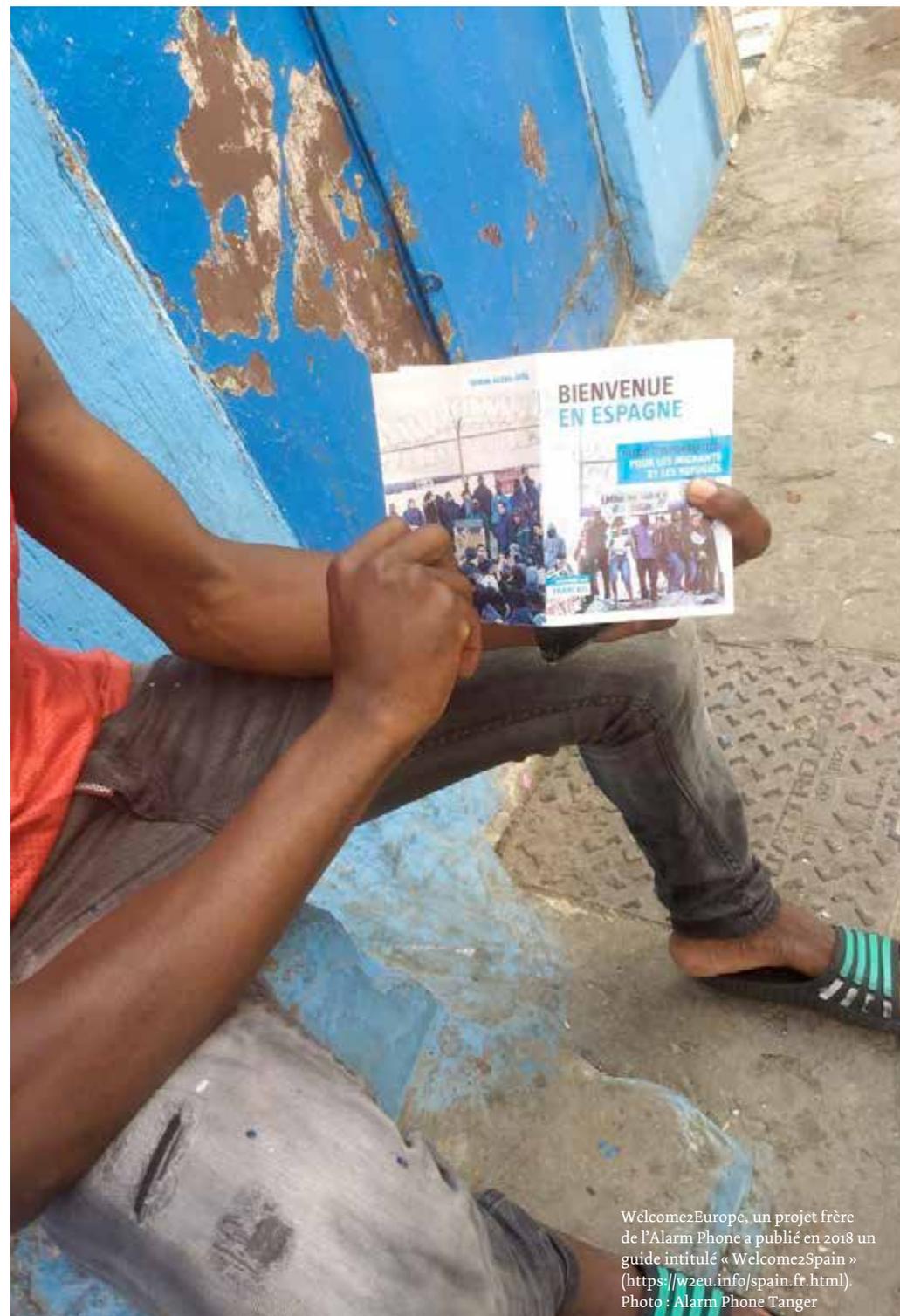
Malgré le contexte défavorable, de nombreuses personnes s'opposent constamment à la brutalité du régime frontalier, non seulement en traversant la Méditerranée, mais aussi par diverses formes de résistance au Maroc. Plusieurs associations sont, par exemple, très attachées à la liberté de circulation et au respect des droits fondamentaux. Les groupes locaux de l'Alarm Phone se développent dans tout le pays et entretiennent des liens avec les associations locales, des militant-es et surtout des communautés en transit. Au cours des deux dernières années, nous avons organisé et soutenu diverses conférences, actions et commémorations ayant trait à la politique migratoire du Maroc. Sur place, une partie importante du travail de l'Alarm Phone consiste à diffuser de l'information sur les risques et les mesures de sécurité en mer auprès des communautés. Nous restons en contact avec les communautés et les réseaux solidaires, même lorsque les traversées ont échoué, et nous documentons ce qui s'est produit dans nos rapports. Nous recherchons également les personnes disparues et nous documentons les arrestations et les agressions violentes, nous recueillons les témoignages, identifions les personnes décédées dans les morgues et transmettons nos informations aux amis et aux parents des personnes concernées. Grâce à l'Alarm Phone, les militant-es issues d'autres régions,

53

d'autres communautés ou d'autres luttes sociales du Maroc ont développé un réseau important qui leur permet de partager leurs expériences en matière de violation des lois, d'évolutions politiques, mais aussi de se soutenir mutuellement de manière solidaire.

Notre expérience du terrain nous permet de tenir l'opinion publique européenne informée et de dénoncer les réalités brutales de celles et ceux qui tentent quotidiennement de lutter contre cette situation. Dans le discours médiatique dominant, les comptes rendus concernant la route de la Méditerranée occidentale et adoptant le point de vue des personnes concernées sont encore étonnamment rares. L'Alarm Phone est une plateforme et un canal d'information important pour ces voix, ces récits et ces revendications. Dans la mesure où aucune ONG de sauvetage n'intervient en Méditerranée occidentale, l'Alarm Phone n'est pas seulement un témoin civil critique, il est également un acteur crucial lorsqu'il s'agit de sauver des personnes en mer. Sans le travail courageux des membres de l'Alarm Phone qui sont sur place et la pression de nos équipes de permanence, de nombreuses opérations de recherche ne seraient pas maintenues et certaines opérations de sauvetage ne seraient même pas lancées.

- 1 *Deutsche Welle* (2018) : <https://www.dw.com/en/eus-frontex-warns-of-new-migrant-route-to-spain/a-44563058>, IOM International (2018), *Mediterranean Update*: <https://www.iom.int/news/mediterranean-migrant-arrivals-reach-86436-2018-deaths-reach-1783> [15/07/19]
- 2 116 personnes ont été expulsées de manière illégale : <http://watchthemed.net/index.php/reports/view/1112> [15/07/19].
- 3 [https://www.eldiario.es/desalambre/Gobierno-supervivientes-naufragio-Perejil-Marruecos\\_o\\_900111052.html](https://www.eldiario.es/desalambre/Gobierno-supervivientes-naufragio-Perejil-Marruecos_o_900111052.html) [15/07/19]
- 4 55 personnes ont été expulsées de manière illégale : <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/migrants-who-stormed-morocco-spain-border-sent-back/> [15/07/19]
- 5 <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/spain-returns-migrants-to-morocco-after-storming-of-melilla-enclave/> [15/07/19]
- 6 <https://www.europapress.es/epsocial/migracion/noticia-ascienden-mas-millar-entradas-ceuta-via-terrestre-2018-salto-valla-600-migrantes-20180726161901.html> [17/07/2019]
- 7 <http://resistancepublicaine.eu/2018/08/24/lespagne-expulse-les-116-migrants-ayant-force-sa-frontiere-a-ceuta/> [17/07/2019]
- 8 <https://www.europe1.fr/international/espagne-quelque-200-migrants-entrent-dans-lenclave-de-melilla-un-mort-3783827> [17/07/2019]
- 9 <https://www.dw.com/en/migrants-force-entry-in-spains-melilla-exclave/a-48710227-0> [17/07/2019]
- 10 <https://mailchi.mp/808145bec8c4/note-expulsions-gratuites> [15/07/19]



- 11 Les investissements de la politique européenne (PEV) au Maroc pour renforcer la sécurité des frontières s'élèvent à 232 millions d'euros (2014–2019). [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-18-6705\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-6705_en.htm) [15/07/19]
- 12 Pour de plus amples informations sur les négociations du Maroc avec l'UE, notamment sur les modes de pensée postcoloniaux, voir : El Qadim, N. (2017), „EU-Morocco Negotiations on Migrations and the Decentring Agenda in EU Studies.“ In : Weier, S.; Woons, M. (dir.) : *Critical Epistemologies of Global Politics*. Bristol : E-International Relations Publishing, p. 134–152.

# L'Alarm Phone en Méditerranée centrale

**Maurice Stierl et Hagen Kopp**

La situation en Méditerranée centrale est aujourd'hui complètement différente de ce qu'elle était il y a cinq ans, lorsque le projet de l'Alarm Phone a débuté. En 2014, le nombre de personnes arrivées en Italie par voie maritime avait quadruplé par rapport à l'année précédente (près de 170 000 arrivées). Ces personnes avaient pour la plupart été sauvées par Mare Nostrum, une opération militaire et humanitaire de sauvetage en mer, menée par le gouvernement italien et qui s'est terminée en octobre 2014. C'est dans ce vide laissé en termes d'opérations de sauvetage que nous avons reçu nos premiers appels de détresse. Les institutions et les États membres de l'UE ont ensuite lancé deux nouvelles opérations : l'Opération Triton dirigée par Frontex et l'Opération militaire Eunavfor Med qui, toutes deux, visaient principalement à dissuader les migrant-es d'atteindre les côtes européennes – sans succès.

Le nombre de traversées est resté relativement élevé pendant plusieurs années (arrivées en Italie : 154 000 en 2015, 181 000 en 2016, 119 000 en 2017) – des années au cours desquelles les organisations humanitaires ont joué un rôle de plus en plus important dans cette zone frontalière qui est la plus meurtrière du monde. Les choses ont changé en 2017, lorsqu'un « protocole d'accord » (« *memorandum of understanding* ») a été conclu entre le gouvernement libyen reconnu par l'ONU et l'Italie. Les « garde-côtes libyens » – financés, formés et équipés par leurs alliés européens – ont lancé de grandes opérations d'interception en mer et ramené des milliers de personnes dans les camps de détention inhumains de la zone libyenne en guerre. Par conséquent, le nombre d'arrivées en Europe a fortement

diminué en 2018 et est tombé à environ un cinquième du chiffre de 2017 (environ 23 000 arrivées en Italie en 2018). Aujourd'hui, en 2019, cette diminution se poursuit – à la mi-août, seulement 5 300 personnes avaient pu atteindre l'Europe par la route de la Méditerranée centrale.

L'Alarm Phone a été le témoin de tous ces changements. Alors qu'en 2015, nous recevions en moyenne un appel venant de cette région tous les trois ou quatre jours, et en 2016 tous les six jours, en 2017 et 2018, nous ne recevions en moyenne plus qu'un appel toutes les deux semaines. Mais même si le nombre total d'appels a actuellement diminué, l'Alarm Phone est aujourd'hui encore contacté par un grand nombre de personnes essayant de quitter la Libye. En 2019 (jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre), nous avons été contactés par plusieurs bateaux avec au total plus de 3 500 personnes à bord, ce qui représente plus d'un quart de toutes les personnes qui ont essayé de rejoindre l'Europe depuis la Libye durant cette période.

Bien entendu, ces statistiques n'apportent qu'un aperçu et ne peuvent pas rendre compte des luttes et des drames qui se déroulent en mer dans chaque cas. Par exemple, les cas dans lesquels des personnes ont été refoulées en Libye après avoir été secourues – comme celles qui avaient été sauvées par le cargo « Lady Sham » en janvier 2019, puis qui ont été en contact avec l'Alarm Phone depuis les camps de détention libyens. Ou des cas dans lesquels nous n'avons jamais pu retrouver la trace de gens qui nous avaient appelés et dont le sort reste incertain – comme les 50 personnes qui nous avaient contacté le 1<sup>er</sup> avril et qui n'ont jamais été retrouvées. Ou encore le cas d'un bateau en détresse dont la localisation était connue, et même marquée par une fumée de détresse lancée par un avion militaire européen, mais dont les 20 passagers ont été interceptés par les soi-disant « garde-côtes libyens ».

Au cours des derniers mois, nous avons également été impliqués dans des situations où une chaîne de solidarité non gouvernementale a permis de sauver des vies en mer ou d'empêcher des retours en Libye. Par exemple, le 3 avril de cette année, lorsque 64 personnes nous ont appelé d'un canot pneumatique qui a pu être secouru peu de temps après par le navire « Alan Kurdi » de Sea-Eye. Ou encore le 4 juillet dernier, les 54 personnes qui avaient déjà passé une nuit en mer lorsqu'elles nous ont appelé

58

59

et qui ont par la suite été découvertes par le navire « Alex » de Meditteranea. Puis, entre le 1<sup>er</sup> et le 10 août, les trois bateaux sur lesquels se trouvaient au total 168 personnes qui nous ont contacté et ont ensuite été secourues par Open Arms. Et le 9 août, ces 80 personnes qui ont appelé notre numéro d'urgence et qui, après une longue recherche, ont finalement été retrouvées par « Ocean Viking », le nouveau navire de SOS Méditerranée et MSF.

La flotte humanitaire s'est considérablement réduite ces dernières années. Les tentatives constantes des institutions de l'UE et de ses États membres pour entraver, voire criminaliser, le sauvetage en mer n'ont pas été sans conséquences. Au cours des derniers mois, la quasi-totalité des opérations de sauvetage menées par les ONG ont conduit à des situations d'impasse : plus précisément à des phases d'attente devant les ports européens et à des enquêtes pénales après le débarquement. Il s'agit d'une stratégie délibérée qui, d'une part, vise à empêcher les navires des ONG de retourner rapidement en Méditerranée centrale et, d'autre part, témoigne de la manière dont l'Europe a transformé cet espace en zone mortelle. Même s'il faut se battre pour chaque sauvetage, et que chaque équipage risque de nouvelles poursuites pénales, la flotte civile ne se laisse pas décourager et continue obstinément à sauver des vies. De nouveaux bateaux de sauvetage ont d'ailleurs été mis en service, tels que le « Mare Jonio » et l'« Alex » de Meditteranea en 2018 ainsi que l'« Ocean Viking » de SOS Méditerranée et MSF en 2019, tandis que les avions civils de reconnaissance Moonbird et Colibri poursuivent leur mission de contre-surveillance en mer.

N'oublions jamais que les principaux protagonistes des traversées sont les migrants eux-mêmes. Malgré les nombreuses manières dont l'Europe sécurise ses frontières, ces personnes continuent de lutter pour circuler, et certaines parviennent à atteindre l'Europe en bateau. Elles cherchent de nouvelles voies et déploient une grande variété de tactiques pour contourner les stratégies de dissuasion européennes. Bien évidemment, les passeurs s'adaptent eux aussi à l'évolution de la situation en Méditerranée. Au cours des derniers mois, nous avons constaté que plus de bateaux qu'auparavant pouvaient atteindre seuls les zones SAR européennes, voire même les côtes de l'Italie ou de Malte. Ces cas ne sont

généralement pas rapportés par les médias internationaux.

En particulier depuis la fin du mois de mai 2019, le nombre de bateaux de personnes réfugiées arrivant dans la zone SAR maltaise a considérablement augmenté. Cela montre que les passagers sont conscients qu'ils doivent voyager beaucoup plus longtemps – et parcourir plus de 100 milles ! – sans être détectés afin de ne pas être interceptés et refoulés en Libye. Le 24 mai, les garde-côtes maltais (AFM) ont secouru 216 personnes réparties dans deux canots pneumatiques qui étaient entrées dans la zone SAR maltaise. Dix jours plus tard, d'autres bateaux ont atteint cette zone – et 370 personnes ont été secourues à Malte les 5 et 6 juin. En mai et en juin, le nombre d'arrivées de bateaux de personnes réfugiées en Italie et à Malte a également augmenté. Selon diverses estimations, 115 personnes ont ainsi pu atteindre par elles-mêmes les côtes européennes en mars, 142 en avril, 295 en mai et 596 en juin, ce qui fait un total de 1 148 personnes arrivées en Europe par bateau au cours de ces quatre mois sans avoir été sauvées en mer.

Le 3 avril 2019, le bateau « Alan Kurdi » appartenant à l'organisation Sea Eye a sauvé 64 personnes en détresse en mer, après un appel d'urgence reçu par l'Alarm Phone.  
Photo : Fabian Heinz / sea-eye.org



60

61

### Le processus de plateforme de la Charte de Palerme

« Nous appelons la société civile à se joindre à ce processus : créer des couloirs, des espaces et des projets de solidarité qui traversent et sapent toutes les frontières intérieures et extérieures de l'Europe. »<sup>1</sup>

Ces phrases ont été formulées lors d'une rencontre importante à Palerme en mai 2018, à un moment où il était déjà prévisible que Salvini reprendrait le Ministère de l'Intérieur en Italie et favoriserait la criminalisation de la migration et du sauvetage en mer. L'invitation et l'inspiration de cette rencontre, préparée en grande partie par les militant-es de l'Alarm Phone, venait de Leoluca Orlando, le maire de Palerme. Il nous a invité dans l'impressionnante salle de lecture de la Biblioteca Comunale qui date de 1760. L'un des points de référence de cette rencontre était la Charte de Palerme, publiée par Orlando en 2015, qui souligne le droit à la mobilité.

Le nom de cette nouvelle coopération transnationale peut sembler long et compliqué, mais il a du sens : la Charte est une boussole pour nos échanges stratégiques, elle représente un « processus de plate-forme » informel et ouvert : « Nous sommes actifs dans des municipalités, des groupes religieux, nous appartenons à des communautés de migrants, à des ONG et à des initiatives de défense des droits humains. Nous sommes avocats, chercheurs et militants, nous sommes sympathisants et volontaires au sein d'organisations autogérées. Nous construisons et développons de nouvelles structures de désobéissance et de solidarité. »

Au cours des derniers mois, ce « processus de plate-forme » a également eu un effet de mise en réseau et de renforcement de l'une de nos revendications : l'ouverture de ports sûrs pour débarquer les personnes migrantes. En février 2019, une deuxième réunion s'est déroulée à Barcelone et, en juin 2019, une troisième à Naples. « De la mer vers les villes » est notre slogan commun, et des groupes de travail transnationaux se sont constitués : d'une part, pour rendre notre coopération en mer plus efficace d'un point de vue opérationnel et, d'autre part, pour créer de meilleurs liens entre les villes solidaires en Europe.

<sup>1</sup> <https://alarmphone.org/en/2018/06/17/toward-a-coalition-of-solidarity-for-the-right-to-mobility-and-equal-rights-for-all/>

## Forensic Oceanography

Forensic Oceanography est un projet qui explore de manière critique le régime militarisé des frontières en Méditerranée et analyse les conditions spatiales et esthétiques qui ont causé des dizaines de milliers de morts aux frontières maritimes de l'Europe depuis vingt ans. En collaboration avec un vaste réseau d'ONG, de scientifiques, de journalistes et de groupes militants, Forensic Oceanography produit depuis 2011 des cartes, des animations vidéo, des visuels, des comptes rendus sur les droits humains ainsi que des outils en ligne qui permettent de documenter la violence perpétrée à l'égard des migrant-es en mer et de se réappropriier la visibilité imposée par les techniques de surveillance dans l'espace méditerranéen.

En associant des témoignages de violations des droits humains avec des technologies numériques telles que l'imagerie satellitaire, les données de suivi des navires, la cartographie géospatiale et la modélisation de bateaux à la dérive, Forensic Oceanography a développé une nouvelle méthode d'observation et de surveillance critique qui poursuit un

double objectif. D'une part, il s'agit d'utiliser les moyens de surveillance « à contre-courant », notamment de produire des analyses pouvant être exploitées en faveur des migrant-es et de leurs familles lors de procédures judiciaires, d'audiences parlementaires, de violations des droits humains et de recherches journalistiques. D'autre part, à travers une série d'installations et d'articles, Forensic Oceanography a cherché à lancer un débat sur la production d'images à l'ère de la surveillance et la signification des images, des vidéos et des sons devenant des preuves et documentant les violations de droits humains.

Par exemple, dans notre rapport intitulé « Death by Rescue », nous avons analysé l'évolution de la situation en Méditerranée centrale après la fin de l'Opération Mare Nostrum. Nous avons pu montrer de quelle façon l'UE et ses États membres ont essayé maintenir leurs opérations de sauvetage le plus loin possible des migrant-es en détresse pour les dissuader de prendre la mer. Cela n'a toutefois pas conduit à une diminution des traversées, mais à une augmentation rapide du nombre de décès de migrant-es en mer, notamment lors du double naufrage d'avril 2015 qui a coûté la vie à plus de 1 200 personnes en une semaine.

Dans nos rapports, nous cherchons à rendre compte des raisons structurelles qui conduisent à la mort de migrant-es en mer. Nous poursuivons ce travail en collaboration avec l'Alarm Phone qui, avec la criminalisation croissante des ONG, est devenu un acteur de plus en plus important en Méditerranée. S'il y a bien une chose que nous retenons de ces huit dernières années, c'est que seule une transformation radicale de la politique migratoire européenne, articulée à d'autres pratiques et d'autres revendications (dont l'initiative « De la mer vers les villes » est un bon exemple), pourrait mettre un terme aux décès en mer. En ce sens, la migration par voie maritime reste un enjeu crucial pour relier les luttes et penser un changement social radical.

63



première rencontre du processus de  
plateforme de la Charte de  
Palèrme, mai 2018.  
Photo : Hagen Kopp

## « Personne ne peut arrêter la pluie. » – Les refoulements en mer Égée

**Sous la surveillance de Frontex et de l'OTAN, les autorités grecques et turques utilisent les refoulements pour empêcher les personnes qui ont besoin de protection de passer en Europe, mettant celles-ci encore plus en danger.**

**Salinia Stroux**

La route migratoire du sud-est de la mer Égée vers l'Europe, par la frontière turco-grecque, est aujourd'hui encore une route très fréquentée par les migrantes. La plupart d'entre eux traversent la mer en bateau vers les îles grecques qui se trouvent souvent à quelques kilomètres seulement de la côte turque. D'autres traversent la frontière terrestre, marquée par le long fleuve Évros (Maritsa).

L'Alarm Phone a été lancé en 2014 en raison de l'urgence qu'il y avait à intervenir politiquement pour mettre fin aux décès en mer, mais également pour documenter les violations des droits humains aux frontières. Des personnes réfugiées en Turquie et en Grèce avaient également souligné à plusieurs reprises la nécessité de disposer d'un numéro d'urgence disponible à tout moment. Par rapport aux deux autres routes principales, c'est en provenance de la mer Égée que l'Alarm Phone a reçu le plus d'appels d'urgence, notamment entre 2014 et 2016. Après une nette

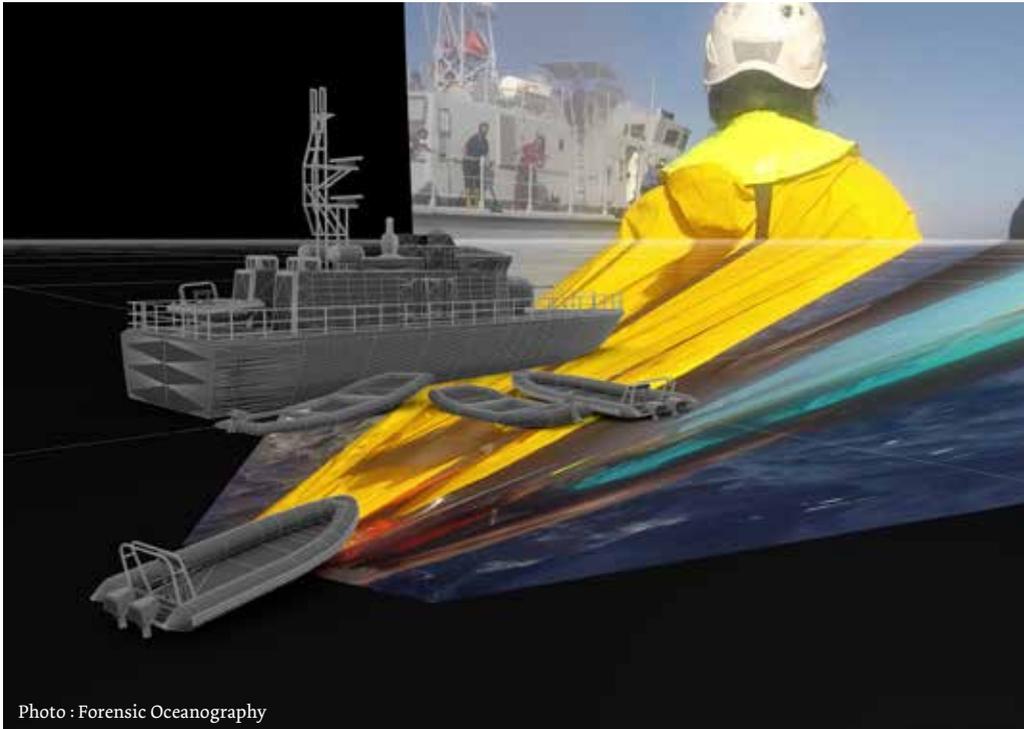


Photo : Forensic Oceanography

diminution des appels de cette région, nous avons à nouveau reçu plus d'appels en 2019.

Lorsque nous avons lancé notre projet en octobre 2014, nous ne savions pas comment intervenir lors des cas de refoulement (« push-back »). Mais nous savions qu'il nous fallait trouver un moyen d'intervenir. La période antérieure à 2015 a été caractérisée par des refoulements massifs, systématiques et violents en mer Égée, qui étaient réalisés par des « hommes masqués » et/ou des garde-côtes grecs.

En 2015, lorsque le nouveau gouvernement de Syriza est arrivé au pouvoir en Grèce, il n'a pas complètement mis un terme aux refoulements en mer Égée, mais a assuré une diminution significative de ces cas. Cette diminution s'inscrivait également dans ce qui a été le « long été de la migration » durant lequel des milliers de personnes ont traversé chaque jour la mer Égée. L'Alarm Phone recevait alors de très nombreux appels, avec un pic à la fin du mois d'octobre 2015 où 99 bateaux en détresse ont contacté l'Alarm Phone en une semaine.

Cette période marque également le début d'une nouvelle utilisation des moyens de communication par les personnes réfugiées. Avec leurs smartphones, elles ont commencé à documenter les coordonnées GPS de leurs trajets et, lorsque cela était possible, les violations des droits humains. Dans la mesure où la couverture mobile est presque complète dans cette région, elles pouvaient également utiliser WhatsApp durant leur voyage. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce changement dans la communication : il correspond à une forme d'autodéfense pour les personnes migrantes, mais également à un intérêt public croissant pour les violations des droits humains en mer qui n'existait pas avant la tragédie de Lampedusa en octobre 2013.

Les refoulements et les attaques contre les bateaux de réfugiés n'ont cependant pas cessé au cours des années suivantes, ainsi que nous l'avons documenté à plusieurs reprises. Le survivant d'une opération de refoulement à Chios nous a ainsi raconté le 11 juin 2016 :

« Sur notre bateau, il y avait des réfugiés de Syrie, d'Érythrée, d'Irak et quelques personnes d'autres pays. Les garde-côtes turcs nous ont repérés et nous ont suivis jusque dans les eaux grecques. Puis ils se sont arrêtés.

*Nous avons ensuite navigué encore dix minutes jusqu'à ce qu'un bateau grec nous arrête. Il y avait cinq officiers sur ce bateau grec, et il y avait deux autres bateaux : un venant du Portugal et un autre gros bateau dont on ne savait pas d'où il venait. Le bateau grec nous a embarqués. Ils nous ont dit : 'Vous êtes en sécurité à présent. Vous êtes arrivés en Europe.' Nous avons demandé protection en Grèce. Nous avons dit que nous voulions demander l'asile. Mais ils ne voulaient pas qu'on parle, qu'on leur dise que nous étions également en danger en Turquie. Nous avons attendu. Les autres bateaux se tenaient à distance et regardaient de loin. Au bout de 25 minutes, un bateau des garde-côtes turcs est arrivé. Les Grecs pointaient leurs armes sur nous et nous menaçaient de tirer si nous n'allions pas sur le bateau turc. Le 'chef' de la garde-côtière grecque a parlé en anglais, et cela devait être traduit pour tout le monde : 'Dis-leur que je vous tuerai si vous revenez ici.' Les garde-côtes turcs nous ont emmenés et nous ont ramenés en Turquie. »*

À partir de début 2016, une pratique étatique illégale en a remplacé une autre, avec la coopération renforcée entre la Turquie et la Grèce/l'UE, dans le cadre de « l'accord UE-Turquie ». Nous avons alors assisté à une diminution des refoulements mais, en revanche, à une augmentation des « refoulements inversés » réalisés par des garde-côtes turcs et qui, selon les réfugiés, étaient parfois tout aussi violents que les refoulements de leurs homologues grecs. Au cours des trois années qui ont suivi, la pratique des

66

67



La photo a été prise à bord du bateau des garde-côtes grecs. À l'arrière-plan, on peut voir un navire roumain qui faisait partie de la mission Frontex. Les passagers ont vu un autre navire portugais qui n'est pas visible sur la photo. Photo : anonyme

refoulements s'est raréfiée, mais n'a pas disparu, comme nous avons pu le documenter le 21 juillet 2017, avec un groupe de 26 personnes :

« Ils nous ont dit que les garde-côtes avaient été très menaçants. Ils avaient provoqué de grosses vagues, faisant remuer violemment leur bateau. Sur le navire de la garde-côtière, les hommes portaient des vêtements noirs et étaient armés. L'eau a commencé à entrer dans le bateau et les passagers ont paniqué. Ils ont eu beau demander de l'aide et expliquer qu'ils avaient à bord un enfant malade qui avait besoin de soins médicaux, les garde-côtes grecs ont refusé de les sauver et ont insisté pour les renvoyer en Turquie. Craignant pour leur vie et celle des enfants qu'ils avaient à bord, notamment un enfant paralysé et un bébé de huit mois, ils sont repartis vers les eaux turques, où les garde-côtes turcs sont venus les récupérer. Outre le bateau des garde-côtes grecs, les passagers nous ont informés de la présence d'un autre bateau sur lequel étaient représentés les drapeaux grec, français, croate et allemand mais qui, lui, n'est pas intervenu. Après leur refoulement, les passagers ont été arrêtés par la police turque. »

Depuis le début de l'année 2019, les attaques contre les bateaux et les refoulements des eaux territoriales grecques se sont apparemment multipliés.<sup>1</sup>

Le survivant d'un refoulement ayant eu lieu le 29 avril 2019 près de Samos nous raconte ainsi :

« Nous avons été arrêtés vers trois heures du matin par un petit bateau venant de Grèce. Samos n'était qu'à 15 minutes de notre position. Le bateau qui s'est approché de nous ressemblait à un canot pneumatique noir. Je n'ai pas vu de drapeau. Il faisait sombre et nous avions peur. Le bateau avait d'abord allumé ses lumières, mais en s'approchant, il les a éteintes. Il y avait deux hommes masqués à bord. Je crois qu'ils portaient des vêtements noirs. Ils nous ont crié de stopper le bateau. Ma femme était enceinte de huit mois. Elle a pleuré. Il y avait une autre femme sur le bateau qui était enceinte de neuf mois. Les hommes masqués avaient un long bâton avec un couteau au bout. Ils l'ont utilisé pour détruire notre réservoir d'essence et le moteur. Notre bateau ne pouvait plus bouger. Les vagues nous ont ramenés en Turquie. Au bout de peut-être 30 minutes, les garde-côtes turcs sont venus nous arrêter. Je crois

68

69

que les deux hommes masqués les avaient appelés. On nous a emmenés dans un poste de police où nous sommes restés deux jours. »

Cette augmentation des refoulements doit être replacée dans le contexte du gouvernement de droite nouvellement élu, Nea Dimokratia, en Grèce, dont le ministre de la politique migratoire, Giorgos Koumoutsakos, a annoncé « un programme de refoulement impitoyable et déterminé ». De violentes répressions contre personnes sans papiers ont déjà été organisées à Athènes et à Thessalonique ; la politique migratoire de ce nouveau gouvernement est axée sur « la sécurité » plus que sur « la protection », sur « la déportation » plus que sur « l'asile ».<sup>2</sup> Début août, Michalis Chrysochoidis, le Ministre de la protection des citoyens, s'est ainsi rendu à la frontière de l'Évros en soulignant que la sécurité du pays était « non négociable ».

Les refoulements entre la Turquie et la Grèce n'ont jamais réellement cessé ces dernières années. Malgré une documentation de plus en plus étoffée sur les violations des droits humains, les autorités grecques n'enquêtent que sur très peu d'allégations, et aucune des rares enquêtes ouvertes n'a abouti à la condamnation d'un officier. Au lieu de cela, des défenseurs des droits humains, notamment des avocat·es de la région ont fait l'objet d'enquêtes pour implication présumée dans des réseaux de contrebande – sans que cela n'aboutisse non plus à une condamnation. Par ailleurs, en 2018, l'Alarm Phone a surtout été contacté pour des cas de refoulement à la frontière terrestre – année où les traversées sur cette route ont justement considérablement augmenté (2018 : 18 014 ; 2017 : 6 592 ; 2016 : 3 784).<sup>3</sup>

Le survivant de trois refoulements à la frontière de l'Évros (le 30 juillet 2017, en mars 2018 et le 8 avril 2018) nous a ainsi raconté :

« J'ai une protection subsidiaire en Allemagne. Pour aider ma mère malade à fuir la Syrie vers la Turquie, je suis retourné en Turquie en passant par la Grèce en 2017. Malheureusement, je n'ai pas pu l'aider. Et je n'ai pas pu revenir de manière légale non plus, il y avait trop d'obstacles à l'Ambassade d'Allemagne. Désespéré, j'ai décidé d'entrer clandestinement en Grèce et ensuite de rentrer chez moi. J'ai trouvé un passeur et je l'ai payé pour m'aider à entrer en Grèce. Une fois sur le territoire grec,

*l'armée grecque m'a arrêté lors d'un contrôle. Ils m'ont demandé qui j'étais et d'où je venais. Ils ont pris mon passeport et mon portable. On m'a emmené dans une voiture. J'ai dû attendre jusqu'au lendemain matin. Au petit matin, ils m'ont emmené au bord du fleuve et m'ont forcé à monter à bord d'un canot pneumatique. J'ai été ramené en Turquie. J'ai demandé mes papiers. Ils m'ont frappé, je suis tombé et j'ai été blessé aux jambes et au dos. Je me suis retrouvé en Turquie sans aucun document. [...] J'ai encore essayé quatre fois avant de réussir, et j'ai été ramené deux fois par des Grecs en Turquie. »*

Ou encore ce père de famille, dont la famille a été victime d'un refoulement pour la deuxième fois dans la région de l'Évros (22 mai 2018) :

*« Lorsque nous avons traversé la frontière grecque, nous étions avec la famille de ma sœur. À un moment donné, notre groupe s'est séparé et nous nous sommes perdus. Ma fille était avec la famille de ma sœur. Ma femme était enceinte et elle avait besoin de se reposer pendant que les autres continuaient. Lorsque nous sommes arrivés à Athènes au bout de plusieurs jours, nous ne savions pas si les autres membres de notre famille étaient encore en vie ou non. Nous avons finalement été informés qu'ils avaient été arrêtés et refoulés par la police grecque. Ils nous ont appelés d'Istanbul. C'était la deuxième fois qu'on les refoulait. Nous souffrons de nous sentir si impuissants, incapables d'aider notre enfant ! Ils étaient déjà loin de la frontière grecque, mais la police les a quand même renvoyés. »*

La région frontalière entre la Turquie et la Grèce a longtemps été une région très conflictuelle d'un point de vue politique. En mer, des frontières différentes coexistent jusqu'à aujourd'hui, ce qui rend plus difficile la détermination de « l'appartenance territoriale » exacte. Dans un passé encore récent, le franchissement illégal des frontières par des gardes ou des soldats, des navires ou des avions de l'armée a donné lieu à des conflits diplomatiques et soulevé la question de l'emplacement exact de la frontière. Un conflit qui avait éclaté entre les deux pays en mars 2018, à propos du passage non officiel de deux soldats grecs vers la Turquie, a entraîné une augmentation soudaine des arrivées en provenance de Turquie. S'agissait-il là d'une simple coïncidence ?

70



Carte d'identité d'une jeune femme afghane sur une plage de Lesbos.  
Photo : Marily Stroux

Ce sont souvent des conflits politiques concernant les frontières qui sous-tendent la mise en œuvre des politiques migratoires nationales ou européennes.<sup>4</sup> Compte tenu des intérêts politiques plus larges de chaque pays, la « gestion des frontières » est devenue un aspect important des négociations politiques avec l'UE, en lien notamment avec la « crise de la dette » en Grèce ou la politique des visas pour les citoyens turcs. Qu'il s'agisse d'appliquer ou de rejeter les exigences de l'Europe en matière de contrôle des frontières du sud-est – avec des hotspots sur les îles grecques, l'augmentation des réadmissions en Turquie ou la mise en place de refoulements (« *push- and pull-backs* ») –, la « gestion » des migrations passe dans la région par des « jeux de pouvoirs » dont les résultats ne sont pas clairement identifiables.

Depuis moins d'une décennie, des acteurs européens et supranationaux sont présents dans la région. En 2010, l'agence de l'UE Frontex qui considère désormais la frontière entre la Grèce et la Turquie comme le « centre de gravité de ses opérations », a ouvert son premier bureau régional au Pirée.<sup>5</sup> Depuis le 2 novembre 2010, avec l'appui de la première équipe d'intervention rapide de Frontex (RABIT)<sup>6</sup>, l'agence a déployé un total de 175 officiers provenant de 24 États membres de l'UE et de pays associés à Schengen. En 2011, Frontex a lancé une opération maritime et terrestre appelée « Poséidon ».

Plus tard, en février 2016, des navires de guerre de l'OTAN ont été envoyés pour apporter un soutien supplémentaire à la région. Frontex, tout comme l'OTAN, joue un rôle important dans ce que l'on appelle la détection des tentatives de franchissement des frontières. En étroite coopération avec les garde-côtes des deux côtés de la frontière, les autorités nationales sont invitées à empêcher les bateaux de réfugié-es d'atteindre le territoire grec ou de les renvoyer en Turquie dès qu'ils sont détectés. Par ailleurs, l'UE a investi des sommes considérables dans l'assistance technique offerte aux garde-côtes grecs et turcs, elle a partagé des fonds et un savoir-faire avec les patrouilles frontalières et a également participé à l'identification/l'enregistrement des personnes migrantes ainsi qu'à leur réadmission/expulsion.

À première vue, les efforts de Frontex et de l'OTAN pour ne pas

se salir les mains en matière de violations des droits humains semblent fonctionner. Les missions sont axées sur la « collecte d'informations critiques », « le suivi de la lutte contre la traite des êtres humains » que ce soit lors des patrouilles en mer ou dans les situations d'urgence et de sauvetage. Il est pourtant indéniable qu'elles endossent toutes deux la responsabilité des violations des droits humains à l'encontre des réfugié-es. En août 2019, le centre de recherche journalistique CORRECTIV a publié un rapport sur les violations des droits humains qui a permis de mieux faire connaître les violations commises par Frontex.<sup>7</sup>

La frontière terrestre a toujours été une « zone grise » en termes de violations des droits humains, avec des refoulements illégaux massifs au cours des dernières années.<sup>8</sup> La prévention du franchissement des frontières maritimes a, durant un certain temps, été laissée aux Grecs, puis davantage aux Turcs. Pour les migrant-es, le résultat est le même : qu'ils soient refoulés des eaux grecques, récupérés par les garde-côtes turcs (dans les eaux grecques) ou arrêtés avant même de traverser, ils se voient refuser leur droit d'accès à la protection et sont exposés à des situations mettant leur vie en danger. Du point de vue des garde-côtes de part et d'autre de la frontière, de Frontex ou de l'OTAN, toutes ces activités ont le même objectif : il s'agit de mettre fin à ce qui est considéré comme une migration « illégale ». Il est évident que le régime frontalier en vigueur dans la mer Égée est fondé sur la violation des droits des personnes en quête de protection, mettant leur vie en danger et, dans le pire des cas, pouvant aboutir à la mort.<sup>9</sup>

Le cas de Farmakonisi, qui a fait onze morts le 20 janvier 2014 à la suite d'une tentative de refoulement effectuée par les garde-côtes grecs, est probablement l'une des tragédies les plus connues de la mer Égée. Malgré tous les efforts pour obtenir une justice légale, ainsi qu'une documentation complète de l'affaire réalisée par les avocats qui représentaient les survivant-es et les familles des victimes, les tribunaux grecs et internationaux ont rejeté l'enquête.<sup>10</sup> Le 19 mars 2016, deux autres personnes sont décédées – apparemment à la suite d'une opération de sauvetage refusée.<sup>11</sup> Une autre tragédie majeure s'est produite le 16 mars 2018 près d'Agathonisi où 16 personnes sont mortes et au moins trois ont disparu. Selon les

survivant-es et leurs proches, les personnes à bord avaient lancé un appel de détresse, mais n'ont été secourues qu'un jour plus tard – trop tard, pour la plupart d'entre elles.<sup>12</sup>

Si le renforcement des contrôles aux frontières n'a pas permis d'éviter la mort de réfugié-es – contrairement à ce que Frontex a cyniquement proclamé à plusieurs reprises – nous assistons en mer Égée à des tentatives de dissuasion systématiques à l'encontre de celles et ceux qui cherchent une protection en Europe. Nous insistons sur le fait que la société civile doit agir tant que se durera cette « guerre contre les réfugié-es » : en matière de sauvetage en mer, de numéros d'urgence, de surveillance, de documentation et en scandalisant les violations des droits humains aux frontières.

#### LA MIGRATION A TOUJOURS EXISTÉ :

**PERSONNE NE PEUT ARRÊTER LA PLUIE.**

**POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES ET SANS PASSEPORTS !**

**POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET LA LIBERTÉ DE SÉJOUR !**

**PERSONNE N'EST ILLÉGAL ! METTONS FIN AUX DÉCÈS**

**AUX FRONTIÈRES !**

- 1 Voir le rapport de l'Alarm Phone sur la région en juin 2019 : <https://alarmphone.org/en/2019/06/28/alarm-phone-aegean-report/>
- 2 Pour plus d'informations sur les changements actuels de la politique migratoire grecque : <https://rsaegean.org/en/human-rights-sacrificed-in-the-name-of-democratic-rigor/>
- 3 Voir : <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean/location/5179>
- 4 Voir : <https://www.aljazeera.com/news/2019/02/greek-turkish-turbulent-ties-worsen-190206060438274.html>
- 5 Les communiqués de l'Alarm Phone concernant la responsabilité de Frontex peuvent être consultés ici : [https://alarmphone.org/en/2015/02/15/push-back-frontex/?post\\_type\\_release\\_type=post](https://alarmphone.org/en/2015/02/15/push-back-frontex/?post_type_release_type=post)  
[https://alarmphone.org/en/2015/10/25/frontexslowsdown/?post\\_type\\_release\\_type=post](https://alarmphone.org/en/2015/10/25/frontexslowsdown/?post_type_release_type=post)
- 6 RABIT : l'équipe d'intervention rapide aux frontières de Frontex a été créée en 2007, mais son déploiement en Grèce a été sa première action. Voir : [http://www.frontex.europa.eu/rabit\\_2010/background\\_information/](http://www.frontex.europa.eu/rabit_2010/background_information/)
- 7 Voir : <https://correctiv.org/top-stories/2019/08/04/frontex-transparentz/>
- 8 Voir le communiqué de l'Alarm Phone au sujet de quatre refoulements documentés à la frontière en 2018 : [https://alarmphone.org/en/2018/07/06/four-push-back-operations-at-the-greek-turkish-land-border-witnessed-by-the-alarm-phone/?post\\_type\\_release\\_type=post](https://alarmphone.org/en/2018/07/06/four-push-back-operations-at-the-greek-turkish-land-border-witnessed-by-the-alarm-phone/?post_type_release_type=post)
- 9 Au sujet des décès pendant les permanences de l'Alarm Phone, voir : [https://alarmphone.org/de/2016/01/31/weekly-reports-january-2016-one-of-the-deadliest-months-ever-in-the-aegean-sea-5/?post\\_type\\_release\\_type=post](https://alarmphone.org/de/2016/01/31/weekly-reports-january-2016-one-of-the-deadliest-months-ever-in-the-aegean-sea-5/?post_type_release_type=post) and [https://alarmphone.org/en/2017/12/04/we-could-not-ignore-this-any-longer-interview-with-izmir-migrants-rights-activist/?post\\_type\\_release\\_type=post](https://alarmphone.org/en/2017/12/04/we-could-not-ignore-this-any-longer-interview-with-izmir-migrants-rights-activist/?post_type_release_type=post)
- 10 Voir : <https://rsaegean.org/en/syrian-acquitted-for-deaths-of-refugees-in-farmakonisi-case/>  
<https://www.gcr.gr/index.php/el/news/press-releases-announcements/item/347>
- 11 Voir : [https://alarmphone.org/en/2016/06/20/support-for-a-co-ordinated-humanitarian-search-and-rescue-operation-is-denied-does-the-turkish-coast-guard-hold-responsibility-for-the-deaths-of-two-persons-at-sea/?post\\_type\\_release\\_type=post](https://alarmphone.org/en/2016/06/20/support-for-a-co-ordinated-humanitarian-search-and-rescue-operation-is-denied-does-the-turkish-coast-guard-hold-responsibility-for-the-deaths-of-two-persons-at-sea/?post_type_release_type=post)
- 12 Voir : <https://rsaegean.org/en/agathonisipressrelease/>  
<https://rsaegean.org/en/agathonisishipwreck-the-case-file/>

### 10 ans après le camp noborder Lesbos 09 : les 10 ans du réseau Welcome to Europe

À la fin de l'été 2009, près de 400 militant-es noborder de différents pays se sont retrouvés à Lesbos pour rencontrer des centaines de migrant-es qui venaient d'arriver sur les côtes de l'île grecque, dans de petits bateaux en provenance de Turquie. Quelques semaines auparavant, de violentes manifestations avaient débuté dans le camp de détention « Pagani », près de la ville de Mytilène. Des soulèvements et des manifestations, à l'intérieur comme à l'extérieur du camp, ont finalement conduit à la fermeture de cet « enfer dantesque » – un succès important contre la politique de dissuasion de l'UE. Durant le camp noborder, un point d'information a été mis en place dans le port de Mytilène et celui-ci est devenu un point de rencontre important dans notre lutte commune pour la liberté de circulation.

Au milieu de ces luttes est née l'idée du réseau Welcome to Europe (w2eu) : construire des structures stables et fournir des informations multilingues utiles pour aider les réfugié-es et les migrant-es en transit à atteindre leur destination. Nous avons essayé d'établir des connexions dans les différents pays d'arrivée, et au fil du temps, le réseau s'est développé grâce à nos ami-es qui partageaient leurs expériences.

Cela faisait dix ans en septembre 2019. Dix années durant lesquelles une histoire commune s'est construite, à partir de rencontres collectives, de projets, de protestations, de commémorations, surtout d'amitiés à travers l'Europe avec w2eu. En octobre 2019, l'Alarm Phone fêtait ses cinq ans – un autre réseau actif sur cette route vers l'Europe et, d'une certaine manière, une petite sœur de Welcome to Europe qui souhaite la « bienvenue » aux gens lors de leur traversée en mer.

Dans le contexte du retour en arrière du régime frontalier de l'UE, les 10 ans du réseau Welcome to Europe sont également une promesse renouvelée pour l'avenir : nous nous battons contre ces frontières et poursuivons nos luttes jusqu'à ce que la liberté de circulation et l'égalité des droits pour tou-te-s deviennent une réalité.

76

77

Voici le lien vers la brochure illustrée des dix ans d'histoire de noborder :

<http://infomobile.w2eu.net/files/2019/07/w2eu-10years-booklet-EN-201906-screen.pdf>



# La solidarité en mouvement

Le « Parade-Power-Block »  
de *We'll Come United* à Dresde  
(Allemagne) lors de la manifestation  
unteilbar, août 2019.  
Photo : Mazlum Demir

## Reposez en paix !

ALPHA CAMARA

Sur une mer déchainée, les hommes,  
Les femmes et les enfants maudissent le temps.  
Leur boussole a perdu ses repères,  
Le glas de la perte retentit  
Comme la sirène du corbillard.  
Le temps n'est pas d'humeur,  
Les vagues se rebellent et brisent l'espoir  
En des gouttes de larmes.

Sous un ciel glacial, les cris retentissent  
Dans la profondeur de la nuit. Que faire ?  
Ils chantent leur désarroi en chœur.  
Ils appellent aux secours,  
Mais personne n'entend leurs cris de détresse.  
Ce monde est sourd !  
Et les vaisseaux sombrent dans le ventre  
De l'océan !  
Aux dieux des mers,  
La chair humaine est donnée en pâture.

À la lueur du jour, comme des épaves flottantes,  
Des corps sans vie se baignent dans les eaux  
Aversées de la Méditerranée.  
Des corps qui ruissellent de rêves avortés.  
Des corps qui laissent derrière eux  
Les larmes inconsolables des familles  
Et des communautés.  
Ce jour est sombre comme le ciel d'une fin d'orage,  
C'est un jour de deuil,

80

81

La pêche aux négrillons inonde les écrans  
Du monde entier.  
Le constat est triste !  
Mon Afrique est amputée de ses bras valides.

Je pleure !  
Je pleure !

La flamme de mon Afrique s'éteint  
Dans les eaux tumultueuses de la Méditerranée.  
C'est ma jeunesse qui sombre dans la boulimie  
De ses rêves d'Occident.  
Les lumières en guirlandes tracent  
Des sillons d'espoir dans ses yeux innocents,  
Et elle suit la voie de tous les dangers.

Je suis malade de ces pouvoirs africains  
Qui étouffent leurs peuples !  
Je suis malade de ce monde de barbelés  
Et de murs sans cœur !  
Ma jeunesse déchantée à l'intérieur  
Des quatre murs de la souffrance,  
Le monde est indifférent de son sort.  
Elle tente alors de s'affranchir du goulot  
De l'enfermement en creusant sa tombe  
Dans la profondeur des mers

# Comment l'Europe externalise ses frontières : le cas du Maroc

**Sarah Slan & Osama Abdullah**

En 2018, la route de la Méditerranée occidentale est devenue la principale porte d'entrée en Europe des personnes arrivant du Maroc<sup>1</sup> – cette nouvelle situation a placé le Maroc au centre de la politique migratoire de l'UE en matière d'externalisation des frontières. Au vu de cette évolution, nous examinerons ici la collaboration entre l'UE et le Royaume du Maroc, notamment à partir de leur déclaration conjointe de juin 2019 et de ses implications.

Le Royaume du Maroc est depuis un certain temps un partenaire clé de l'UE dans les efforts de celle-ci pour mettre un terme à la migration : au cours des dix dernières années, ce pays a déjà reçu plus de 100 millions d'euros de l'UE. En 2018, la Commission européenne se montrait pourtant prête à donner davantage.<sup>2</sup> En juillet de la même année, l'exécutif de l'UE avait déjà affecté 55 millions d'euros au renforcement du plan d'externalisation des frontières au Maroc et en Tunisie (la moitié de ces fonds étaient destinés au Maroc, l'autre moitié à la Tunisie).<sup>3</sup> L'UE a, par ailleurs, approuvé le versement de 140 millions d'euros au Maroc à la fin de l'année 2018 pour renforcer la sécurité aux frontières et freiner la migration vers l'Europe.<sup>4</sup> Et depuis mai 2019, les responsables politiques espagnols demandent à Bruxelles un fonds pluriannuel pour le Maroc d'environ 50 millions d'euros par an.<sup>5</sup>

Les relations entre l'UE et le Maroc ne sont toutefois pas aussi simples que les flux monétaires peuvent le faire supposer. Des tensions

diplomatiques existent depuis plusieurs années, notamment à propos des accords commerciaux dans les domaines de l'agriculture et de la pêche et des arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) qui excluent les territoires du Sahara occidental occupés par le Maroc. Depuis le début de l'année 2019, l'UE a provisoirement résolu ce problème en étendant ces accords au territoire contesté du Sahara Occidental, créant ainsi un nouvel espace de négociations avec le Maroc pour les années à venir.<sup>6</sup> Après quatre années tendues, les représentant·es de l'UE et du Maroc se sont donc réuni·es lors du Conseil d'Association le 27 juin 2019 afin de « redynamiser » leurs relations.<sup>7</sup>

La déclaration conjointe adoptée lors de cette réunion comprend l'extension des relations commerciales bilatérales entre l'UE et le Maroc, le développement de l'intégration économique et de la coopération en matière de sécurité intérieure et extérieure. Outre le changement climatique, « la mobilité et la migration » représentent des « domaines primordiaux » pour lesquels des « mesures opérationnelles spécifiques seront mises en œuvre ». <sup>8</sup> La souveraineté du Maroc y est également soulignée : la coopération concernant la mobilité et la migration seront menées « dans le respect des compétences nationales, et de la pleine réalisation de la stratégie marocaine sur la migration et l'asile. » Les principaux objectifs sont : « la prévention et la lutte contre la migration irrégulière, contre la traite des êtres humains et le trafic des migrants (...), le renforcement de la gestion des frontières maritimes et terrestres, la mobilité, et notamment l'amélioration de la mobilité des professionnels, la migrations régulière, le retour, la réadmission et la réintégration, la facilitation des visas, ainsi que le développement d'échanges humains mutuellement bénéfiques, en particulier pour les étudiants, les jeunes actifs et les jeunes volontaires (...). » <sup>9</sup>

Cette déclaration commune n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la manière dont la politique de l'UE met l'accent sur la prévention des migrations par le renforcement des contrôles aux frontières, ainsi que sur le retour des migrant·es dans leur pays d'origine par des expulsions.<sup>10</sup> Par ailleurs, le caractère discriminatoire de la politique migratoire de l'UE est soulignée par des formulations telles que « l'amélioration de la mobilité des professionnels » qui excluent la plupart des

82

83

personnes migrantes considérées comme « indésirables ». Même s'il est affirmé que la démocratie, la justice et les droits humains seront les principes directeurs, on trouve dans cette déclaration un langage militariste qui se concentre clairement sur la lutte contre la migration « irrégulière » et la traite des êtres humains. Cette pratique profite surtout à l'industrie de l'armement et de la sécurité.<sup>11</sup> Un autre aspect préoccupant de cet accord concerne l'affirmation selon laquelle la « stabilité politique » et les « nombreuses réformes » du Maroc feraient de lui un partenaire important de l'UE. La détérioration de la situation dans le pays, les nombreuses violations des droits humains et les atteintes aux libertés fondamentales n'y sont pas signalées.<sup>12</sup> Le Royaume du Maroc n'est pas non plus tenu de prendre des mesures pour mettre fin aux violations des droits humains et au non-respect flagrant de l'État de droit par les autorités marocaines. La référence répétée à la démocratie et aux droits humains dans l'accord n'est que symbolique ou bien relève de la stratégie politique. L'UE est non seulement prête à fermer les yeux sur la brutalité de la police et des forces de sécurité marocaines, mais elle prend part à ces activités illégales.<sup>13</sup> En d'autres termes, en approfondissant cette « relation stratégique, multidimensionnelle et privilégiée » avec le Maroc, l'UE est devenue complice des atrocités et des cruautés vécues par les migrant-es, mais aussi par de nombreux-euses Marocain-es au quotidien.

Selon le gouvernement marocain, 30 000 tentatives de traversées ont été empêchées de janvier à mai 2019. La diminution actuelle du nombre d'arrivées en Espagne par rapport à l'année dernière<sup>14</sup> semble également prouver que les efforts conjoints du Maroc et de l'UE sont efficaces. Ces données peuvent toutefois nous induire en erreur. Les mesures adoptées par l'UE n'ont pas arrêté et n'arrêteront pas ce que l'UE et le Maroc appellent l'immigration « illégale ». Lorsque les responsables politiques de l'UE se félicitent de ces chiffres, c'est en oubliant que cette diminution du nombre d'arrivées s'accompagne d'une augmentation du taux de mortalité<sup>15</sup>, ainsi que d'une augmentation frappante des violations des droits humains. L'absence de solutions adéquates allant au-delà de l'État-nation, la diabolisation de la migration – au lieu de souligner sa valeur ajoutée – et le blocage de passages sûrs pour les personnes en quête de sécurité, ont

un coût humain élevé. L'externalisation des frontières de l'UE engendre une augmentation des frontières militarisées et des zones de répression et de confinement. Elle exacerbe la criminalisation de la migration, tout en créant des espaces de non-droit dans lesquels les autorités non seulement ne sont plus rendues responsables de leurs actes illégaux, mais où elles sont même récompensées pour ceux-ci.<sup>16</sup>

84

85

- 1 <https://carnegiendowment.org/sada/79514> ; Voir également l'article « Cinq années avec l'Alarm Phone en Méditerranée occidentale » dans cette brochure.
- 2 <https://euobserver.com/migration/142511>
- 3 <https://www.apnews.com/ecb9078cf280471b9e06f19babf3225d>
- 4 [https://elpais.com/politica/2018/10/21/actualidad/1540145118\\_055655.html](https://elpais.com/politica/2018/10/21/actualidad/1540145118_055655.html); <https://carnegiendowment.org/sada/79514>
- 5 [https://elpais.com/politica/2019/05/24/actualidad/1558721313\\_924409.html](https://elpais.com/politica/2019/05/24/actualidad/1558721313_924409.html)
- 6 <https://carnegiendowment.org/sada/79514>; <https://mipa.institute/6866>
- 7 <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/international-ministerial-meetings/2019/06/27/morocco/>
- 8 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2019/06/27/joint-declaration-by-the-european-union-and-the-kingdom-of-morocco-for-the-fourteenth-meeting-of-the-association-council/>
- 9 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2019/06/27/joint-declaration-by-the-european-union-and-the-kingdom-of-morocco-for-the-fourteenth-meeting-of-the-association-council/>
- 10 [https://www.tni.org/files/publication-downloads/expanding\\_the\\_fortress\\_-\\_1.6\\_may\\_11.pdf](https://www.tni.org/files/publication-downloads/expanding_the_fortress_-_1.6_may_11.pdf)
- 11 <https://www.zeit.de/wirtschaft/2015-10/fluechtlinge-zaun-europaeische-union-stacheldraht-ungarn>; <http://www.themigrantsfiles.com/>
- 12 <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/morocco/western-sahara>
- 13 Voir à ce sujet l'article « Cinq années avec l'Alarm Phone en Méditerranée occidentale » dans cette brochure ; <https://mipa.institute/6866>
- 14 <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>
- 15 [https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean?migrant\\_route%5B%5D=1378](https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean?migrant_route%5B%5D=1378); <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>
- 16 [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/spip\\_1.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/spip_1.pdf)



Soldat marocain contrôlant la côte  
autour de Tanger, novembre 2018.  
Photo : Maurice Stierl

86

87

## Albatros

MOHAMED IBRAHIM TOURÉ

Oui, j'ai été déboussolé par une aventure de migration qui a fait  
basculer mon cœur puis mon âme.  
Mais j'ai toujours été sensible donc j'oublie mes peines personnelles  
au profit des autres si vulnérables.  
Mon défi et mon engagement sont devenus des armes pour aider.

Oui, je suis l'Alarm Phone, la voix des sans-droits.  
Je me bats pour la Liberté.  
Ah oui, la Liberté de circulation.

Je suis fier d'appartenir du bon côté.  
Je suis l'albatros, oui, vaste oiseau de mer.  
Je suis l'Alarm Phone, je m'alarme de savoir que les droits des  
personnes soient bafoués,  
que des peuples soient privés de leur Liberté de circulation.

Mon symbole, on le sait bien.  
Mon premier est la Liberté.  
Mon deuxième est la Circulation.  
Mon tout est la Liberté de Circulation.

Je suis l'Alarm Phone !  
Vive mes idéaux !

# Interview avec S.

**S. est né au Sénégal, il a tenté plusieurs fois de traverser la Méditerranée depuis le Maroc où il est devenu un militant actif de l'Alarm Phone à Tanger. Depuis mars dernier, il est retourné au Sénégal.**

Constance D-K.

**CDK Tu fais un travail particulier au sein de l'Alarm Phone, peux-tu nous raconter comment tu en es arrivé là ?**

**S** Dans la maison où j'ai grandi, il y avait un grand poster de Yasser Arafat au mur, on n'était pas une famille de suiveurs. La liberté, ça s'arrache et c'est là où se trouve une personne qu'elle doit se battre. Au Sénégal, tu dois être révolutionnaire, y'a pas le choix. J'étais dans le mouvement « *Y en a marre* ». J'ai subi la répression, la violence de la police à cette époque. Ça m'a forgé. J'étais préparé pour lutter au sein de l'Alarm Phone.

À un moment donné, je me suis senti en insécurité. Donc je suis venu au Maroc. Pas pour rester, juste pour traverser. À l'époque, il n'y avait pas le contrôle et la répression d'aujourd'hui. Tu pouvais tenter la traversée tous les jours. Je suis parti au programme<sup>1</sup> quatorze fois, j'ai touché l'eau onze, douze fois, mais la Marine Royale nous a interceptés à chaque fois. Je suis resté à Tanger. J'avais une famille à nourrir et ce n'était pas si facile d'être là à gaspiller mon argent dans la mer. Je connaissais quelqu'un dans le business des programmes. Je lui donnais des coups de main. À un moment donné, j'ai bien maîtrisé comment les choses se passaient.

En 2015, un ami m'a invité à un meeting de l'Alarm Phone. J'ai pensé que je pouvais apporter quelque chose. J'ai récupéré du matériel, et j'ai commencé à faire la distribution du numéro, à sensibiliser les gens. C'est

88

89

comme ça que j'ai commencé à les briefer avant le départ, à leur remettre des informations. Comme je ne travaillais pas, je m'y dédiais totalement. Ça ne me dérangeait pas de passer des nuits, éveillé, à faire ça. Il faut gérer les situations telles qu'elles viennent. C'est un combat et on va continuer.

**CDK Est-ce que tu peux nous dire quel est ton rôle dans l'Alarm Phone aujourd'hui ?**

**S** Je fais l'intermédiaire entre les gens qui partent et la permanence. Il est plus facile que ce soit moi qui communique avec eux pour éviter des malentendus. Je comprends mieux ce qu'ils veulent expliquer qu'un Européen.

Et quand les gens sont en mer, je reste l'intermédiaire. S'il y a des décisions à prendre, parfois je les prends. Parce que je suis déjà parti sur la mer, je connais les conditions difficiles des traversées.

Par exemple, parfois, je sais d'après les conditions que le convoi ne va pas réussir. Et il faut prendre la décision de contacter les garde-côtes, même si les gens ne le demandent pas explicitement. Parce que les secours ne sortent pas tout de suite, et si les gens sont trop épuisés ou s'engagent dans l'océan Atlantique, avec des conditions qui vont se gêner, il faut prendre des décisions. Ce sont des décisions difficiles, mais au moins les gens restent en vie. Tant que tu as la vie, tu peux repartir.

Mon travail, c'est aussi la documentation des gens qui meurent en mer. C'est important, c'est la suite. Les familles ont besoin de savoir, de rapatrier les corps, d'enterrer leurs proches. Pour ça, il faut identifier les morts. Mais à Tanger, la gendarmerie t'attend à la morgue avec une multitude de questions, et tu peux être suivi après, si tu es un simple migrant. Alors, petit à petit, je suis devenu le représentant des Subsahariens à la morgue. Quand j'arrive à avoir l'autorisation, je prends des photos, j'appelle les proches pour faire l'identification.

**CDK Est-ce que tu peux nous raconter un peu comment était ta vie au Maroc en tant que Subsaharien sans papiers ?**

**S** Au début, quand j'étais au Sénégal et que j'entendais quelqu'un qui voulait partir au Maroc, je lui déconseillais. Moi, quand j'y suis allé, c'était

juste pour passer. Je pensais que j'allais payer le passage, toucher l'eau la première fois et faire *boza*<sup>2</sup>. Le passeur me l'avait promis. Mais je ne suis même pas parti cette fois-là. Et j'ai perdu mon billet de retour. C'est comme ça que je suis resté, contraint.

La vie est très dure au Maroc pour les Subsahariens. Avant les départs, les gens vivent dans les forêts où les conditions sont difficiles, il faut marcher des kilomètres pour trouver nourriture et eau. Régulièrement, les tentes sont détruites par la police avec des bulldozers.

Et puis, quand les gens se regroupent, il y a des conflits. Petit à petit, ça s'est organisé en communautés : les Camerounais, les Ivoiriens, les Sénégalais, etc. Alors on a créé « ECOWAS », une sorte de brigade qui gère les problèmes pour lesquels il est impensable d'appeler la police. Elle est chargée de trouver un terrain d'entente. Ça a créé une force.

L'année dernière, il y a eu des ratissages, il ne fallait plus qu'il y ait un seul Noir à Tanger ou aux alentours. On était traqués, déportés au sud du Maroc. J'ai été déporté quatre fois en une année. La police te frappe en permanence, ils rentrent chez toi, te volent, t'humilient, t'enferment dans des conditions insupportables.

Depuis le Maroc, je ne disais pas la vérité à ma famille. Que je vivais dans des bunkers, que je ne pouvais pas travailler, que la police me harcelait. Parce qu'ils en seraient morts. Mais quand je suis rentré, j'ai raconté. Moi j'aurais aimé qu'on me prévienne. Si j'avais su comment ça se passait, je n'aurais pas fait le voyage. Au Maroc, en tant que Noir, chaque jour tu peux mourir. Il faut le dire.

Les derniers temps, je ne pouvais même plus aller dans les communautés, parce que je ne pouvais juste plus sortir de chez moi sans me faire arrêter. Ça m'a fatigué, c'est là que j'ai décidé de rentrer.

### **CDK Et donc tu as abandonné l'idée de l'Europe ?**

**S** Au bout d'un moment, au Maroc, j'aurais pu prendre la mer et faire *boza*. J'avais toutes les infos, je savais exactement comment faire. Mais c'est une expérience au Maroc qui m'a retenue : j'avais postulé pour du travail. J'étais parfait pour le poste, mais je n'ai pas été pris parce que je n'avais pas de papiers. Et j'ai compris que la situation en Europe serait la

même. Ça ne valait pas le coup.

J'ai un frère, il vit en Europe depuis des années, on est très proches. Un jour, j'ai été blessé par la police, je lui ai demandé de m'envoyer de l'argent. Tu sais combien il m'a envoyé ? 20 € ! Je le connais, s'il m'envoie 20 €, c'est qu'il n'a que ça. Ce n'est pas un nonchalant ! Des années en Europe ! 20 € ! Non merci.

Venir voir des gens, quelque temps, oui, mais pour moi, l'Europe, c'est pas indispensable. Ce n'est plus un rêve.

<sup>1</sup> « Programme » est le terme utilisé par les personnes concernées par l'organisation d'un départ en bateau vers l'Espagne.

<sup>2</sup> « Boza » est le cri des migrants ouest-africains lorsqu'ils ou elles atteignent l'Europe.

# Des personnes interceptées en mer puis ramenées en Libye : les voix de la détention

## Conni

Le 20 janvier 2019, l'Alarm Phone recevait un appel provenant d'un bateau avec une centaine de personnes à bord. Elles avaient quitté la Libye la veille et atteint les eaux internationales avant d'être ramenées en Libye par un cargo – un refoulement ordonné par les autorités italiennes, par le Premier ministre italien Conte lui-même – et effectué par leurs alliés libyens avec un navire marchand privé. Le lendemain, le 21 janvier, nous recevions l'appel d'un deuxième bateau : les passagers venaient d'être secourus par le navire marchand « Lady Sham » et nous ont ensuite appelés à plusieurs reprises, nous avons alors été témoins d'une opération de refoulement en temps réel.

L'équipage du « Lady Sham » a trompé les passagers en leur disant qu'ils seraient amenés en Europe. Ces derniers ont ensuite été séparés en groupes d'hommes et de femmes, puis emprisonnés. Ils ont été battus lorsqu'ils refusaient quitter le navire, évacués de force du navire par petits groupes et emmenés au port de Misrata, puis dans un camp de prisonniers. Certaines femmes nous ont envoyé des photos des conditions insalubres du camp, des cellules surpeuplées et des corps marqués par la torture. Le seul impact positif de ce cas a été sa résonance médiatique grâce à notre travail de communication – une maigre consolation dans la mesure où ces personnes sont toujours détenues dans des centres inhumains en

Libye ou ont été déportées dans leur pays d'origine. Comme nous l'a dit l'une des personnes détenues : « Nous n'avons pas besoin d'être présents dans les médias, nous avons besoin être secourus. »

### Appels reçus par l'Alarm Phone provenant du « Lady Sham »

21.1.2019

15:01 Appel d'un navire marchand, probablement près de la côte libyenne. Un homme nous demande où est Misrata. Lorsque nous lui répondons que c'est une ville en Libye, il se met à crier et les gens autour de lui aussi. Il nous demande de l'aide ! Nous leur expliquons que nos possibilités pour les aider sont limitées, mais que nous ferons ce que nous pouvons et que nous devons rester en contact.

15:30 Un autre homme nous dit qu'ils se suicideront tous s'ils sont ramenés en Libye. Il a passé quatre ans en Libye et sait de quoi il parle. Nous essayons de le calmer. Il semblerait qu'on leur ait dit qu'on les emmenait en Italie. Il peut voir la côte et un port.

15:59 L'homme qui avait d'abord appelé nous rappelle et dit que les gens refuseront de quitter le navire. Ils disent qu'ils ont besoin d'un docteur : « Nous sommes tous malades ! »

17:07 Le deuxième numéro appelle à nouveau et nous dit que leur navire est le « Lady Sham ».

18:10 L'homme nous dit qu'il y a 150 personnes migrantes à bord et que beaucoup sont malades.

20:12 L'homme pleure et semble désespéré. Il nous raconte qu'ils étaient 160 quand ils ont quitté la Libye, mais que certains sont morts en chemin, ils ne savent pas exactement combien. Sur le navire où ils sont désormais, les femmes sont séparées des hommes, même les maris ne peuvent pas aller voir leur femme. Il n'y a ni toilettes ni nourriture.

21:18 Le même homme nous dit que les femmes sont enfermées dans une autre partie du bateau où les hommes ne peuvent pas les voir, mais peuvent les entendre crier. L'homme pense que l'armée est présente sur le navire. Il nous raconte son histoire : il n'a pas reçu de salaire pour son travail en Libye. Son patron lui a tiré dessus et a menacé de le tuer s'il revenait. L'homme recommence à crier qu'il ne retournera jamais en Libye. Nous essayons de le calmer et de lui dire que nous donnerons toutes ces informations aux médias et aux médecins présents à leur arrivée au port.

21:40 Les gens sont toujours à bord du navire car il y a des

**problèmes entre l'équipage et l'autorité du port, le bateau n'accoste pas dans le port.**  
22:40/23 Les trois numéros ne sont plus disponibles pour le moment.

**Appels et photos provenant des femmes dans le camp de détention de Misrata Karareem**

Quelques jours plus tard, nous essayons d'appeler les numéros récoltés sur le « Lady Sham » et nous parvenons à joindre plusieurs femmes se trouvant désormais dans le camp de détention de Misrata. Nous communiquons d'abord par téléphone, puis sur WhatsApp, et elles nous envoient des photos. Elles nous racontent que les hommes ont essayé de s'évader du centre de détention, mais que les militaires sont venus, les ont battus et les ont forcés à y retourner. Certaines des femmes qui avaient caché leur téléphone sont restées en contact avec nous pendant plusieurs jours, malgré les menaces des gardiens de prison. Nous publions ici une partie de nos échanges sur WhatsApp.

**25.1.2019**  
13:28 **A. : Ils battent impitoyablement une femme, c'est une des femmes qui a fait une fausse couche.**

15:54 C. : L'Alarm Phone a publié certaines photos et vous enverra les articles concernant cette femme et le camp de détention !

23:47 **A. : Merci beaucoup.**

**26.1.2019**  
11:55 **A. : Pouvez-vous nous dire si vous pouvez faire quelque chose pour nous, si vous pouvez nous aider ? Parce que nous voulons tous aller en Europe, certains d'entre nous veulent essayer de s'échapper à nouveau.**



11:57 C. : Ce n'est pas facile, mais nous essayons de faire pression sur les gouvernements européens et les groupes locaux sont actifs.

15:26 **A. : Il y a une dame qui vient de partir. Elle a dit qu'elle travaillait pour l'ONU et nous a laissé une adresse Facebook et un numéro de téléphone, mais nous voulons être sûrs que ce n'est pas une imposture. Elle n'a parlé à aucun d'entre nous.**

17:30 C. : Nous avons reçu ce message de MSF, peut-être que tu le sais déjà : un bébé en bonne

94

95

santé vient de naître. Ce matin, la maman a été transportée du camp de Karareem à l'hôpital par Médecins sans frontières. Nous essayons de trouver pour eux une alternative à la détention.

17:33 **A. : Elle a été emmenée ce matin. C'est elle dont nous vous avons parlé, qui avait été emmenée à notre arrivée puis ramenée hier, mais ce matin, elle a eu des contractions et a été emmenée à l'hôpital.**

**28.1.2019**

17:38 **A. : Nous souffrons beaucoup ici, les choses empirent de jour en jour. Nous devons être déplacés pour pouvoir payer une caution et sortir, mais ils disent qu'ils vont tous nous expulser.**

19:12 C. : Qui a dit que vous seriez déportés, et de quelle manière ?

**A. : Quelqu'un est venu payer la caution pour me libérer mais, même s'ils ne nous le disent pas, ils veulent nous envoyer au camp de déportation de Tripoli pour que nous puissions être déportés.**

**30.1.2019**

09:49 C. : As-tu appelé cette dame de l'ONU ?

11:30 **A. : Non, je ne l'ai pas appelée. J'ai déjà appelé trop de gens, personne ne peut vraiment nous aider, ils ne peuvent que publier nos histoires.**

**31.1.2019**  
20:03 C. : J'espère que ça va ?  
21:35 **A. : Nous ne sommes pas bien. Nous n'avons pas mangé depuis hier, nous demandons un transfert, mais ils s'en fichent.**



**1.2.2019**

**L'une d'entre nous s'est évanouie hier soir et a été emmenée à l'hôpital par les gardiens.**

12:28 C. : Qu'est-ce qu'elle avait ?

12:28 **Nous ne savons pas. Tout le monde est malade ici.**

12:30 C. : MSF en est informé mais très occupé.

**3.2.2019**

12:02 C. : Bonjour, comment vas-tu ? Es-tu toujours en Libye ?

**Pas de réponse – nous ne savons pas si ces femmes courageuses ont été déportées, si elles sont toujours en détention ou si elles ont pris un autre bateau...**

PS : Message WhatsApp du 3.7.2019  
d'une des femmes : elle a été  
déportée au Nigéria avec une  
soixantaine d'autres passagers  
qui se trouvaient à bord du  
« Lady Sham ».

# Migration : entre droit et crime

**Par Hichem A. Avec contributions de Giulia Bonacina et Hela Kanakane. Traduit de l'arabe par Jihed Birmi**

Avant de connaître l'Alarm Phone, je pensais que l'immigration clandestine était un crime et que personne n'avait le droit de traverser la frontière sans visa... Après avoir été déporté d'Italie et avoir rencontré le réseau Alarm Phone dans la ville de Redeyef, j'ai découvert certains de mes droits en matière de mobilité. J'ai pris conscience que les frontières n'avaient aucun sens : l'être humain naît libre et ne choisit pas le lieu de sa naissance. Après avoir pris conscience des conséquences que les décisions prises à sa place ont dans sa vie, il peut souhaiter partir, surtout s'il est né au pays de la misère, éloigné du bonheur. Donc, après cette prise de conscience, on peut décider d'affronter les risques, d'ignorer tous les dangers et de partir en mer. Si ces rêves sont réprimés par la police des frontières, on est obligé de continuer sa vie quotidienne misérable.

Ma première rencontre avec l'Alarm Phone ainsi que l'atelier que nous avons fait ensemble dans la ville de Zarzis m'ont fait renaître et ont accentué ma conscience d'un droit de circulation sans restriction. Tous les êtres humains sont égaux, indépendamment de leur lieu de naissance. Il y a une question à laquelle je ne trouve pas de réponse : « Pourquoi d'autres nationalités peuvent parcourir le monde alors que je ne peux même pas faire quelques kilomètres en mer sans être interpellé ? ». Aujourd'hui, après différentes réunions avec le groupe Alarm Phone, je suis toujours en quête de réponses à cette question, mais je sais que personne n'en a.

Aujourd'hui, je cherche des réponses à travers toutes les sources disponibles : articles, livres et autres. Je partage mes réflexions sur l'immigration avec de nombreux amis qui n'ont pas encore eu la possibilité de connaître leur droit naturel de circuler. J'ai également participé au

film *Deportato*<sup>1</sup> dans lequel j'ai parlé à des gens de différentes régions du pays et nous avons partagé nos expériences. Aujourd'hui, je sais comment revendiquer mes droits. Et je suis déterminé à revendiquer ma liberté de choix en matière de résidence individuelle et de mobilité sans aucune restriction. J'espère que toutes les personnes qui subissent cette violence vont se mobiliser et revendiquer leurs droits naturels et légitimes de circuler librement.

J'ai écrit ce texte en prenant un verre dans un bar à Tozeur. Je n'aurais jamais pensé qu'un jour, je serais actif dans la société civile ou que je m'attaquerais à des problèmes que je considérais auparavant comme



insignifiants – telles que les préoccupations environnementales dans le bassin minier – ou que j'aurais un carnet de contacts dans le monde entier. Dans ma situation actuelle en Tunisie, je sais que tous mes droits sont anéantis, même les droits les plus primaires tels que l'oxygène ou l'accès à l'eau.

Comment puis-je vivre dans un pays qui ne m'a pas donné le droit d'accès aux choses les plus simples, un pays dans lequel tu sens que tu dépends de la société, mais où tu ne peux compter que sur toi-même ? Imagine une vie où tu dois faire le choix entre aller aux toilettes ou prendre une douche ! Comment peut-on vivre dans de telles conditions inhumaines ? Il est choquant que l'État nous empêche d'atteindre la rive du



Nord et de fuir la misère. Le destin des jeunes est de vivre dans le malheur et la pauvreté mais la situation ne s'arrête pas là. Le gouvernement de la misère reçoit des paiements pour le retour de ces jeunes sous prétexte de les intégrer dans des projets de développement. Personnellement, je vois cela comme un travail de chien de garde aux frontières. Il y a un matraquage médiatique et des pressions de toutes parts qui appellent à rester en Tunisie par patriotisme. Pour moi, ce sont des mots vides. Le vrai patriotisme, selon moi, c'est le soutien à cette patrie misérable par la contribution économique avec des devises étrangères

98

99

*Ce texte, traduit de l'arabe, a été écrit par Hichem un jeune tunisien parti de Redeyef en Tunisie à Lampedusa en 2017. Redeyef est une ville minière au sud-est de la Tunisie qui souffre d'un taux de chômage élevé et d'effets néfastes liés à l'extraction du phosphate tels que le manque d'accès à l'eau et de nombreux cas de cancer.*

*En Italie, Hichem a été enfermé dans un hotspot à Lampedusa, puis un centre de détention en Sicile, puis renvoyé en Tunisie. Lors de sa détention, il n'a été accompagné ni d'un traducteur ni d'un avocat et il a été expulsé sans aucune considération. Sa détention dans le hotspot de Lampedusa était illégale car aucune loi italienne ne justifiait la privation de liberté dans ce genre de structure et parce qu'elle n'a pas été validée par un juge. Son cas ressemble aux cas de beaucoup d'autres*

Tunisiens. Du centre d'expulsion, les Tunisiens sont transférés à l'aéroport de Palerme puis expulsés en Tunisie, sans être informés de leurs droits ni du fait qu'ils seront ramenés au pays.

Les réadmissions sont facilitées par des accords directs entre l'Italie et la Tunisie (1998, 2009, 2011). L'accord de 2011 prévoit un vol par semaine dédié aux expulsions pour 40 personnes vers l'aéroport d'Enfidha, près de Sousse. En 2017, ce quota a été doublé. D'autres expulsions sont effectuées par des vols de ligne à partir des différents aéroports italiens et quelques témoins parlent également d'expulsions effectuées par ferry.

1 *Deportato* (2018) est un documentaire du réalisateur Hammad Lessoued



pages 98/99/100:  
 Protestation des équipes de l'Alarm  
 Phone de Marseille et de Tunis avec  
 une association locale de pêcheurs  
 contre le régime mortel des frontières  
 à Zarzis (Tunisie), avril 2018.  
 Photo : JBO / Alarm Phone

# La coopération UE-Égypte en matière de contrôle migratoire et d'externalisation des frontières\*

Kashef



Bateaux de pêcheurs et deux enfants à Baltim (Égypte).  
Photo : Shak

102

103

Comme d'autres pays d'Afrique du Nord, l'Égypte s'est transformée en un garde-frontière européen externalisé, censé dissuader les migrants de traverser la Méditerranée. En novembre 2016, les autorités égyptiennes ont adopté une « loi contre les passeurs ». Puis, en octobre 2017, au moment où beaucoup se concentraient sur les développements de l'accord UE-Turquie de mars 2016, l'UE a fièrement annoncé qu'elle était parvenue à un accord avec l'Égypte, notamment avec un programme intitulé « Répondre aux défis migratoires en Égypte » grâce au Fonds fiduciaire de l'EU pour l'Afrique (EUTF). Cette annonce a dévoilé l'intense coopération entre l'UE et l'Égypte sur les questions de migration, dont beaucoup ignoraient jusque-là l'existence. Si la coopération avec l'Égypte était déjà établie dans le cadre du « Plan d'action conjoint pour la migration et la mobilité 2014-2017 », convenu entre l'UE et l'Union africaine, ainsi que du processus de Khartoum en 2015, l'ampleur de cette nouvelle coopération avec Le Caire devenait sans précédent.

Si cette coopération entre l'UE et l'Égypte peut sembler équivalente à l'accord UE-Turquie de 2016, un examen plus approfondi révèle des dynamiques divergentes, principalement pour deux raisons :

- 1) Même si Le Caire utilise la gestion des migrations comme la pierre angulaire de sa coopération avec ses partenaires européens, en mettant par exemple en garde contre le risque d'une migration incontrôlée vers les côtes de l'UE, l'Égypte n'en est pas pour autant un grand pays d'immigration.
- 2) Le Caire n'avait jamais manifesté d'empressement particulier auprès de ses partenaires européens en matière de gestion des frontières et de migration irrégulière jusqu'à il y a environ cinq ans.

Pourquoi la question de la migration, et en particulier la lutte contre la migration irrégulière, a-t-elle gagné en si peu de temps une telle importance au sein de la coopération entre l'UE et l'Égypte ? Il est clair que les relations entre l'UE et l'Égypte se sont considérablement développées depuis fin 2016 avec la signature d'un accord d'une valeur de 60 millions d'euros portant sur la coopération en matière de lutte contre la migration dite « irrégulière ». L'Égypte utilise le problème de la migration à ses propres fins politiques, même si les progrès allant dans ce sens sont lents – il n'existe

pas de système d'asile en Égypte et il existe à peine un dispositif pour faciliter la mobilité des Égyptiens vers l'UE.

Le gouvernement égyptien tente d'utiliser sa coopération avec l'UE pour renforcer ses propres capacités institutionnelles, financer ses mesures antiterroristes et favoriser sa reconnaissance et sa légitimité internationales en tant que régime de plus en plus autoritaire. L'intensification de la coopération avec certains États membres de l'UE peut également être considérée comme une manière de compenser les accords permettant aux Égyptiens d'être expulsés vers l'Égypte – Frontex a mis en place des expulsions par avion depuis Allemagne pour la première fois en 2017, peu après l'entrée en vigueur de l'accord de coopération en matière de sécurité entre l'Égypte et l'Allemagne.

La coopération entre l'UE et l'Égypte porte atteinte aux droits humains des personnes égyptiennes et non égyptiennes, notamment en raison de l'augmentation des expulsions au cours des deux dernières années. Cette mesure contre la migration va à l'encontre du droit inaliénable et universel de l'être humain de quitter tout pays, y compris le sien (article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques). Le soutien de l'UE se poursuit malgré la transformation de l'Égypte en un régime autoritaire et les violations flagrantes des droits humains qu'elle commet – des crimes qui ont été documentés et dénoncés par diverses instances internationales. En formant les forces de sécurité égyptiennes à la gestion des frontières et à la collecte d'informations, ainsi qu'en finançant le Ministère de l'intérieur et ses responsables régionaux par l'intermédiaire du Comité national de lutte et de prévention contre l'immigration clandestine et la traite des personnes, l'UE renforce donc directement ce régime répressif et autoritaire, légitimant ainsi de massives violations des droits humains.

104

105

\* Certaines parties de cet article sont tirées du rapport *Euromed sur les droits humains que j'ai co-écrit* : <https://euromedrights.org/publication/eu-egypt-migration-cooperation-where-are-human-rights/>

## La saga continue

KASHEF

Ils disent que je suis :

Arabe. Musulman. Africain. De couleur.

et que je connais les problèmes des pays développés...

ils insistent là-dessus :

Ce n'est pas ma place... Ce n'est pas mon espace,

Oui, je viens d'un tiers monde, d'une ancienne civilisation !

Dis-moi, combien de personnes sont déçues en vieillissant ?

Existe-t-il une personne figée à un seul endroit ? La vie n'est-elle pas trop courte pour de telles conneries ?

Le monde est troublant. Tous les êtres humains changent.

« Suis-je dirigé ou bien ai-je une propre volonté ? »

Les conditions sont oppressantes mais je fais mine de ne pas en être affecté

et je donne un sens positif à tout ce qui se passe dans ma vie.

Je représente ici une minorité, ma mère et ma maison me manquent, ma famille et mes amis aussi. Tous ces endroits que je ne reverrai plus

et ces journées qui ne reviendront plus !

106

107

Je me retrouve entouré de nouvelles, de papiers, de documentations, de notifications et de cas de détresse... Le monologue intérieur d'un survivant.

Dans mon miroir, je suis un migrant, un réfugié, un voyageur, un résistant,  
luttant pour ne pas oublier qui je suis.  
Expert ou expat', je voudrais porter un autre chapeau !

Je ne suis qu'un révélateur, un détecteur de secrets  
quand je vois des frontières s'élever de tous les côtés.

Ils érigent des tombes et des murs dans la mer pour chaque personne qui passe.

Tous les matins, je me dis de rester patient jusqu'au jour de la victoire,  
celui d'un monde sans frontières et sans murs.



Photo : Elsaghir

# 4

Se rassembler  
au-delà  
des frontières

# L'Alarm Phone Sahara (APS) : une réponse concrète à la politique d'externalisation du régime frontalier européen

Hans-Georg Eberl

La situation des migrant-es qui traversent le désert est devenue de plus en plus connue ces dernières années avec des rapports faisant état de nombreux décès. Pour répondre à cette situation, l'Alarm Phone Sahara (APS) a été fondé en 2017 par des militant-es du Maroc, du Niger, du Mali, du Togo, du Burkina Faso et d'Europe. Ce projet a pour objectif de documenter les incidents sur les trajets de migration, de fournir aux migrant-es des informations fiables, de soutenir les personnes expulsées dans le désert, d'alerter les autorités locales en cas d'urgence et de mener des opérations de sauvetage dans le désert.

Le Niger étant devenu un point central du régime frontalier européen depuis 2015, l'APS se concentre particulièrement sur la région d'Agadez, qui englobe la zone désertique du nord du Niger. En raison de la criminalisation de la migration en vertu de la loi 036-2015, élaborée conformément aux accords de contrôle des migrations conclus avec les pays de l'UE, le nombre de personnes traversant le Niger a diminué. Divers investissements ont été réalisés dans les forces de sécurité nigériennes, financés par l'Allemagne, d'autres pays de l'UE et le Japon. En

même temps, les risques pour les voyageurs ont augmenté. Pour éviter les contrôles, les conducteurs utilisent des routes désertiques éloignées, ce qui rend le passage plus dangereux. Pour la région d'Agadez, cela a eu des conséquences désastreuses, car l'ensemble de l'économie de la région s'était fortement concentrée sur les services aux migrant-es. En même temps, depuis le début de 2018, de plus en plus de personnes, principalement originaires de pays subsahariens, ont été amenées d'Algérie à la frontière algéro-nigérienne lors de déportations massives. Les expulsées sont ensuite emmenées à Arlit, Agadez ou Niamey par l'OIM dans le but déclaré de les convaincre d'effectuer un retour dit « volontaire » dans leur pays d'origine.

En outre, de plus en plus de personnes du Soudan, d'Éthiopie, d'Érythrée et de Somalie se trouvent au Niger, étant évacuées de Libye par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Celles-ci sont considérées comme des personnes réfugiées – et non « migrantes » – sont logées dans des camps et logement gérés par le UNHCR. Aujourd'hui, de plus en plus de ces personnes demandent l'asile au Niger par l'intermédiaire du UNHCR, même si le système d'asile au Niger en est encore à ses balbutiements. Les camps du UNHCR et les établissements de l'OIM destinés au « migrant-es » font partie de la stratégie des pays de l'UE qui vise à faire du Niger un « pays modèle » concernant la « gestion des migrations » et l'externalisation du système d'asile. Le fait de bloquer les personnes dans des camps au Niger et de faire durer les procédures d'asile a provoqué un mécontentement et une frustration croissante parmi les réfugiées, ce qui a conduit à plusieurs manifestations publiques :

Le 5 mars 2019, des réfugiées sont descendu-es dans les rues de Niamey mais ont été dispersées par la police avec des gaz lacrymogènes. Le 12 mars, des réfugiées soudanais-es ont protesté dans un camp du UNHCR à l'extérieur de la ville d'Agadez. Le 20 juin, les célébrations officielles de la Journée Mondiale des Réfugiés organisées par le UNHCR au camp de Hamdallaye près de Niamey ont été marquées par les protestations de réfugiées. Le 18 juillet, des personnes réfugiées encore mineures originaires du Soudan ont quitté le camp du UNHCR près d'Agadez, ont marché dans le désert et ont annoncé qu'elles iraient jusqu'en Libye si aucune solution

110

111

n'était trouvée à leurs demandes d'asile en instance. Elles sont finalement revenues, et les autorités du UNHCR ont promis de commencer les procédures d'interview.

### Soutien et intervention pratique

Outre son siège à Agadez, l'APS dispose d'un réseau régional de contacts dans les municipalités de Bilma, Arlit, Assamakka, Aderbissinat et In-gall, qui sont situées sur les routes migratoires vers la Libye et l'Algérie.

À Assamakka, à la frontière algéro-nigérienne, la personne de contact de l'APS a signalé l'arrivée d'à peu près 2 000 personnes expulsées d'Algérie depuis mars 2019. Après des jours de voyage à travers le désert en bus ou en camion, ces dernières souffrent souvent de blessures et de graves problèmes de santé ou psychologiques. D'habitude, les expulsés sont déposés à 15 km du poste de frontière du Niger dans le désert et sont ensuite contraints de partir sans repères réels. L'APS a apporté un soutien à petite échelle en distribuant de l'eau et de petites quantités de nourriture, en accompagnant des personnes en situation difficile jusqu'à un centre de santé et parfois en aidant à retrouver des personnes qui s'étaient perdues dans le désert. Dans certains cas, l'OIM vient chercher ces personnes au « point zéro », c'est-à-dire là où elles ont été abandonnées, mais cela n'est pas une constante. Le 18 juin, des membres actifs de l'Alarm Phone Sahara ont accompagné la recherche de quatre personnes décédées inconnues à environ 50 km d'Assamakka.

Deux opérations de sauvetage de l'APS ont eu lieu dans le désert de Ténéré, sur la route du Niger vers la Libye : le 14 mars 2019, la personne de contact de Bilma et son équipe ont participé au sauvetage d'un groupe de 25 personnes nigériennes qui étaient en route pour la Libye pour une migration saisonnière et s'étaient retrouvées bloquées à cause d'une panne. L'équipe de Bilma a également aidé un deuxième groupe en panne au retour de la Libye.

Le 3 mai 2019, un membre de l'équipe de l'APS de Latai, dans la vallée du Kaouar, a aidé à secourir 28 personnes migrantes nigériennes, bloquées sur la route pour la Libye à la suite d'une panne. Dans les deux cas, le conducteur a continué le voyage avec les passagers après la réparation



du véhicule.

Une activité majeure de l'Alarm Phone Sahara dans plusieurs pays africains est la distribution d'un dépliant illustré avec des conseils et adresses utiles pour les personnes traversant le désert. À Bamako, au Mali, il est prévu de louer un petit kiosque à la gare routière internationale de Sogoniko, qui deviendra un lieu d'échange pour les migrant-es et candidat-es à la migration. À Sokodé, au Togo, l'Association Togolaise des Expulsés (ATE) met en place un centre d'activités avec les (futurs) personnes migrantes et les personnes expulsées ou revenues d'Algérie et de Libye.

112

113

**NUMÉRO DE TÉLÉPHONE EN CAS DE DÉTRESSE  
DANS LE DÉSERT :**

**+227 80 29 68 26 OU +227 85 75 26 76**

**[WWW.ALARMEPHONESAHARA.INFO](http://WWW.ALARMEPHONESAHARA.INFO)**

**[WWW.FACEBOOK.COM/ALARMEPHONESAHARA](https://WWW.FACEBOOK.COM/ALARMEPHONESAHARA)**



# « CommémorAction »

**Marion Bayer et Maurice Stierl**

Beaucoup d'entre nous sont confronté·es à la mort aux frontières extérieures de l'Europe ainsi qu'à d'autres endroits. Nous ne pouvons pas oublier celles et ceux qui ont été tué·es ou qui ont disparu de manière violente. Mettre un terme à ces décès continus est également l'une des principales motivations de l'Alarm Phone. Cette année, lors du Transborder Summer Camp<sup>1</sup> de Nantes, des personnes et des groupes d'horizons différents se sont réunis pour transformer la douleur en action collective. Dans cet article, nous voulons rendre compte de quelques-unes des contributions apportées lors de l'atelier. Parmi les participant·es, il y avait des proches de disparu·es de Tunisie, des personnes actives dans différentes zones frontalières marocaines qui tentent d'identifier les défunt·es, des militant·es qui s'occupent du site « Missing at Borders »<sup>2</sup>, ainsi que d'autres personnes qui tentent de commémorer les victimes de la frontière européenne en mer Méditerranée, dans la région de l'Évros, à Calais ou ailleurs. La commémoration des morts fait partie de nos luttes quotidiennes.

## Les procédures d'identification au Maroc

**S. :** À Tanger, beaucoup de migrant·es et de gens perdent leur vie en mer. Nous qui sommes sur place, nous n'avons pas le choix – nous devons accompagner ces gens. Lorsqu'ils meurent le long de la côte marocaine, ils sont amenés à Tanger. Nous pouvons désormais aller à la morgue, et je peux donc aider à l'identification des gens. La procédure est particulièrement cynique – on pourrait dire que nous réussissons à faire sortir des corps qui font de la place à de nouveaux corps. Nous prenons des photos pour que quelqu'un d'autre puisse éventuellement les identifier. Je retourne voir les communautés de migrant·es et je leur demande : quels vêtements portaient les personnes quand elles sont parties ? Ont-elles des signes distinctifs comme des tatouages, ont-elles les cheveux longs ou des rastas ? Si quelqu'un pense qu'il peut les connaître, je lui demande s'il veut

116

117

voir les photos. C'est difficile. Quand les gens restent longtemps en mer, ils sont déformés, ils ont des marques, des blessures. Il est donc parfois très difficile de savoir s'il s'agissait de nos ami·es. Parler aux proches, c'est le plus dur. Parfois, lorsque nous appelons les parents d'une victime et que nous leur parlons, ils raccrochent et ne veulent pas nous parler. C'est difficile pour eux d'accepter. Quand il y a un silence au bout du fil, il suffit d'attendre et peut-être de les rappeler plus tard. Ils ont besoin de temps. Se pose alors la question de ce qu'il faut faire du corps. Si les parents n'ont pas d'argent, nous pouvons demander à l'ambassade ou à d'autres ami·es – il faut compter 3000 à 3500 euros pour faire transporter le corps, cela représente beaucoup d'argent. Parfois, on les enterre au Maroc avec la communauté, lorsque les membres de la famille sont d'accord, parfois certain·es se joignent à nous. Parfois, les proches qui ne peuvent pas venir nous demandent s'ils peuvent recevoir quelque chose de la personne, une dent ou des vêtements, afin de pouvoir enterrer quelque chose qui lui appartenait à la maison.

## Les familles de disparu·es

**S. :** Je suis venu ici de Tunisie pour représenter plus de 500 mères d'enfants disparus. Depuis avril 2011, nous ne savons pas ce qui est arrivé à nos enfants. Nous avons demandé aux autorités tunisiennes, mais chaque fois que nous faisons des manifestations, la police réagit avec brutalité. Ils nous disent qu'une enquête est en cours, mais il n'y a pas d'enquête. Ils nous ont dit que nos enfants sont morts, mais ils ne le sont pas, ils ont disparu. S'ils sont morts, on veut une preuve et quelque chose à enterrer. Ils disent qu'ils vont nous donner un certificat de décès, mais nous avons besoin d'une preuve qu'ils sont morts. Les autorités européennes ont le pouvoir de faire taire le gouvernement tunisien et c'est pourquoi il ne réagit pas. Si une telle chose arrivait à un enfant européen, le monde entier soutiendrait les parents. Mais ce n'est pas le cas des parents africains. C'est du racisme. Je demande à tous les gens ici présents de nous soutenir pour découvrir la vérité et retrouver nos enfants. Pourquoi les Européen·es peuvent-ils voyager avec juste une carte d'identité, tandis que les Africain·es avec tous leurs documents ne peuvent pas voyager ?

### Les disparu-es aux frontières/Milan sans frontières

**E.** : À Milan, tous les premiers jeudis du mois, nous organisons des manifestations, comme les mères des disparu-es en Argentine. L'État fait disparaître des gens de force. Les gens sont forcés d'aller dans des camps de détention où ils ne peuvent pas parler à leur famille ni à leurs amis. Les « Français-es » ont inventé la disparition en mer lorsqu'ils ont tué des Algérien-nes, il y a là aussi une dimension coloniale.

Au Chili et en Argentine, les mères ont un slogan : « Nos enfants étaient vivants » – ils étaient vivants lorsqu'ils sont partis et nous voulons qu'ils reviennent vivants. C'est un message politique. Les familles ont récemment rencontré des militant-es d'Amérique du Sud et d'Afrique à Mexico et cela les a politisés. Il est important que les familles des disparu-es aient la possibilité de faire connaissance. Il est également important que les familles puissent voir qu'il y a des gens qui s'occupent de leurs enfants et qui essayent de faire en sorte qu'ils ne soient pas oubliés. Lorsque qu'on évoque une personne disparue, il y a également d'autres victimes derrière : les familles et les ami-es. La plateforme « Missing at the border » publie des vidéos avec les témoignages des familles. Nous voulons aussi faire un monument où ces familles pourront se rendre, pour avoir un endroit à visiter. D'autres familles musulmanes ont une tombe sur laquelle elles peuvent se rendre chaque année, mais ces familles n'ont rien.

## 119

### La commémoration des morts du 6 février 2014 à Ceuta

**H.** : Le 6 février 2016, nous avons tenu une commémoration à Rabat, devant l'ambassade d'Espagne. Nous étions plus de 600 personnes. En 2018, nous avons également réalisé une petite action au Niger, liée au lancement de l'Alarm Phone Sahara. Nous sommes entrées en relation avec des groupes en Espagne et à Ceuta et avons essayé de travailler ensemble : avec les associations marocaines de défense des droits humains, avec le Conseil des migrant-es, avec d'autres voix de migrant-es qui sont « sur la route » et des syndicats. Nous avons choisi la date du 6 février 2020 pour réaliser une action commune de commémoration. Il y aura également une commémoration au Cameroun d'où venaient beaucoup de victimes. Ainsi qu'un événement à Ceuta et un autre à Rabat.



Cimetière de personnes inconnues,  
Zarzis (Tunisie).  
Photo : JBO / Alarm Phone

### Les monuments commémoratifs de Welcome to Europe en Grèce

**M.** : En 2010, nous sommes parti-es d'Allemagne pour faire un grand tour dans la région de l'Évros, au nord de la Grèce, où beaucoup de personnes tentent de traverser la fleuve. Une femme afghane nous avait dit qu'elle avait vu son mari pour la dernière fois dans le fleuve et nous avait demandé de le chercher. Nous avons pris une photo de lui et nous sommes allé-es dans toutes les petites prisons, mais malheureusement nous ne l'avons pas retrouvé. Le jour où il a disparu, 14 personnes ont perdu la vie dans cette région. Nous nous sommes donc rendus dans le plus grand hôpital de la région et nous avons parlé au médecin légiste qui recueille l'ADN et les vêtements et s'occupe des archives. Nous avons ensuite été envoyé-es dans des postes de police où nous avons finalement trouvé la bague que l'Afghan portait le jour de sa disparition. On nous a dit qu'il y avait un cimetière qui suivait les traditions musulmanes dans la région et que les 14 personnes y avaient été enterrées. Mais ce que nous avons trouvé n'était pas un cimetière : c'était une fosse commune dans laquelle des réfugié-es étaient jeté-es depuis 10 ans. L'année suivante, nous sommes retourné-es dans la région, avec d'autres familles à la recherche de leurs proches car il était très important pour ces gens de voir l'endroit où leurs proches avaient disparu. Nous avons tenu une petite cérémonie et nous y avons construit un petit mémorial : une fontaine avec les noms des personnes disparues. Les années suivantes, nous avons commencé à construire ce type de monuments commémoratifs sur l'île de Lesbos. Nous travaillons toujours avec les proches des disparu-es. Il y en a un au nord de Lesbos et un autre près de Mytilène. L'année dernière, des fascistes ont détruit l'un des monuments et l'ont jeté à la mer, mais cette année encore, nous ferons une cérémonie.

### Les décès à Calais

Dans la zone frontalière autour de Calais, on entend parfois parler de décès par des proches, des ami-es ou dans les médias. Nous essayons de faire en sorte que les corps soient restitués. Il y a aussi des associations qui essaient de rendre visible la mort à la frontière : le lendemain d'un décès, un groupe s'est par exemple rassemblé dans le centre de Calais. Certain-es

de ces militant-es ont été arrêté-es et il y a toujours une forte présence policière lorsque nous nous réunissons. Nous avons un groupe de travail pour coordonner les procédures légales et administratives, ainsi que les besoins psychologiques. Nous luttons contre le fait que la mort des migrant-es soit invisibilisée – 226 personnes sont mortes en essayant de passer de la France au Royaume-Uni. Aujourd'hui, la frontière est étendue à la Belgique et elle est de plus en plus militarisée. C'est pour cette raison que les gens prennent des routes de plus en plus risquées et de plus en plus longues. Ils montent, par exemple, dans des camions dès Bruxelles ou même ailleurs.

120

121



Cimetière à Lampedusa.  
Photo : Maurice Stierl



CommemorAction à Oujda (Maroc),  
octobre 2018.  
Photo : Amélie Janda

### Les décès en mer :

L. : Au cours des dernières années, avec Sea-Watch, nous avons été confrontés au fait qu'il y avait de moins en moins de navires de sauvetage. Parfois, les corps restent dans la mer pendant des jours ou des semaines. Auparavant, nous pouvions les remettre à des bateaux plus gros, comme MSF, qui transportait les corps en Europe pour qu'ils puissent être identifiés. Aujourd'hui, ces gros bateaux ont disparu et les autorités européennes ne veulent plus transporter les corps. Nous devons donc les enterrer en mer – nous ne pouvons pas les garder sur notre bateau, compte tenu des longues périodes d'attente en mer où on ne nous autorise pas à débarquer. Nous observons les corps et essayons de trouver des signes distinctifs, comme des tatouages, nous prenons des photos pour que d'autres puissent les identifier par la suite. Et nous essayons de trouver un moyen d'organiser une cérémonie sur le bateau.

### « CommémorAction »

Lors de notre atelier près de Nantes, nous avons réfléchi à des formes de commémoration plus collectives et liées à des pratiques contestataires. Nous avons créé le terme « CommémorAction » car il contient une promesse : nous n'oublierons pas celles et ceux qui ont perdu la vie et nous lutterons contre les frontières qui les ont tuées. Nous construirons quelque chose ensemble à partir de notre deuil. Nous ne resterons pas seules et nous n'abandonnerons pas. Nous continuerons à lutter pour la liberté de circulation de tou-te-s au quotidien.

*Une brochure sur les lieux de commémoration de Welcome to Europe en Grèce est disponible sur ce blog : <http://lesvos.wzeu.net/>*

<sup>1</sup> Voir l'article consacré au Transborder Summer Camp, une rencontre antiraciste transnationale qui s'est déroulée en juillet 2019 près de Nantes.

<sup>2</sup> <https://missingattheborders.org/en/>

122

123

# La traversée de la Manche vers le Royaume-Uni

**Andy Smith**

Au cours des cinq dernières années, la Manche est devenue une sorte de Méditerranée miniature à une frontière intérieure de l'Europe. La migration par la traversée de la Manche, depuis les frontières méridionales et orientales de l'Europe, se fait à une échelle bien plus réduite qu'en Méditerranée.

Le Royaume-Uni et l'Irlande abritent relativement peu de personnes déplacées : celles-ci représentent seulement 0,26 % de la population britannique, ce qui est beaucoup moins que dans les pays proches de zones de conflit ou d'autres États européens. Près de 1 800 personnes ont traversé la Manche en 2017–2018, ce qui représente une toute petite partie du nombre de personnes qui ont traversé la Méditerranée, et les personnes entrées de manière clandestine ne représentent qu'une minorité des « sans-papiers » vivant au Royaume-Uni.

Pourtant, les politiciens et les médias britanniques laissent croire que l'île serait envahie par ce petit groupe de personnes. Beaucoup de personnes veulent aller au Royaume-Uni pour rejoindre leur famille ou bien parce qu'elles parlent anglais, souvent en raison de l'impérialisme britannique. Les voies d'entrée légales sont cependant bloquées et la frontière est fortement surveillée.

L'espace le plus étroit de la Manche, le détroit de Douvres, qui est d'une largeur de 33 km, est traversé chaque année par des millions de personnes munies de papiers, à bord de ferries et de trains passant par le tunnel sous la Manche. Du côté français, à Calais, les personnes privées de ce droit se rassemblent dans l'espoir de faire un jour la traversée. Au fil des

ans, les conditions de vie et les méthodes de traversée ont suivi l'évolution des moyens de répression.

La destruction des espaces de vie qui existaient à Calais a créé une situation désastreuse. Les installations destinées aux réfugié-es ont été fermées, les squats ont été criminalisés, et les camps autogérés de la « jungle » qui abritaient des milliers de personnes ont été évacués en 2015–2016. Pendant près de deux ans, près d'un millier de migrant-es, dont 150 mineurs non accompagnés, ont vécu à Calais ou à Dunkerque dans des conditions encore pires qu'auparavant. Plus de 90 % des personnes déclarent avoir été victimes de violences policières, ce qui ne fait qu'augmenter leur désespoir et les pousse à risquer leur vie pour traverser la Manche.

De la même manière qu'au sud de la Méditerranée, cette répression est en partie provoquée et financée par le voisin du nord. Le Royaume-Uni, la France et la Belgique avaient déjà travaillé ensemble à la gestion des frontières bien avant l'ouverture du tunnel sous la Manche. Le protocole de Sangatte et l'accord du Touquet réglementent les contrôles frontaliers : le contrôle des frontières britanniques a déjà lieu en France et en Belgique, et des fonctionnaires français en poste en Angleterre surveillent l'entrée dans l'espace Schengen. Le Royaume-Uni a investi des fonds importants dans la coopération policière et la surveillance : plus de 160 millions d'euros depuis 2016, dont 3,6 millions d'euros récemment annoncés en janvier 2019 pour stopper les traversées en bateau.

## 125

Les petites embarcations sont rares pour traverser la Manche ; les camions sont beaucoup plus utilisés. Depuis 2014, quelques bateaux de migrant-es ont toutefois traversé la Manche, et leur nombre a augmenté après le démantèlement de la « jungle ». Depuis l'automne 2018, le nombre de traversées en bateau a même augmenté de manière soutenue, même si le nombre de personnes signalées est encore très faible par rapport aux moyennes méditerranéennes : il s'agit seulement d'une centaine de personnes par mois. Ces derniers temps, les traversées ont souvent été organisées par des passeurs professionnels, avec des coûts pouvant monter jusqu'à 5000 € par personne. On estime qu'un quart des traversées demeurent toutefois des initiatives auto-organisées.

Ces traversées sont très dangereuses. Les courants très forts, les



Barrière sur une route menant au port de Calais, construite en 2015 et financée par le gouvernement britannique pour externaliser les frontières du Royaume-Uni.  
Photo : UK Home Office (CC BY 2.0)  
Source : <https://www.flickr.com/photos/ukhomeoffice/20374830655/>

marées, l'eau froide et le trafic dense rendent la traversée à bord d'une petite embarcation très risquée. Ameena, une adolescente qui a traversé la mer Égée puis la Manche les a comparés dans une interview pour *The Observer* : « De Turquie, la police nous escortait, pour rendre la traversée aussi sécurisée que possible. Vers le Royaume-Uni en revanche, c'était très, très dangereux. Il faisait sombre et froid et nous étions seuls, j'avais peur. »

La « sécurité » et le « crime organisé » sont cités par les deux gouvernements pour justifier une répression sévère contre les traversées en bateau, ainsi que des années de blocage des routes qui traversent la Manche, obligeant les gens à choisir des alternatives toujours plus risquées. La Border Force du Royaume-Uni a transféré deux navires Frontex de la Méditerranée vers la Manche, ainsi que des navires militaires britanniques et français. Les interceptions sont fréquentes, souvent peu de temps après le départ des bateaux ; jusqu'à présent, le record d'interception date du 1<sup>er</sup> juin 2019 où huit bateaux transportant au total 74 personnes ont été interceptés dans les eaux britanniques.

La Manche a souvent été une frontière mortelle. Lors de l'accident le plus terrible en l'an 2000, 58 personnes avaient suffoqué dans un camion, sur un ferry en provenance de Zeebrugge. L'initiative « Calais Migrant Solidarity » a documenté 84 décès depuis 2014, mais il y a très certainement d'autres morts. Des gens sont morts en essayant d'effectuer la traversée à la nage ; aucune noyade de personnes se trouvant sur un bateau n'a jusqu'à présent été signalée, mais on ne peut exclure cette éventualité. Notamment parce que la surveillance policière du détroit de Douvres pousse les gens à emprunter des routes de plus en plus longues et sans couverture téléphonique mobile, ce qui augmente les prises de risques. Jusqu'à présent, les garde-côtes ont réagi rapidement pour venir en aide aux bateaux en détresse, et les bateaux interceptés ou secourus dans les eaux britanniques ont été amenés au Royaume-Uni. Mais les politiciens ont désormais annoncé vouloir refouler toutes les traversées en bateau et la situation pourrait s'aggraver, en particulier sur les routes plus longues, situées dans les eaux internationales.

L'Alarm Phone s'est préparé à d'éventuels appels en provenance de la Manche, et des brochures d'informations sur la sécurité en mer, ainsi

que sur les opérations de recherche et de sauvetage ont été distribuées par des militant·es et des ONG à Calais. Si les traversées en bateau se poursuivent, il deviendra de plus en plus nécessaire de se préparer aux appels d'urgence et de surveiller les autorités britanniques et françaises.

Même lorsqu'ils ont atteint la sécurité apparente de l'Europe, les gens sont encore forcés par le régime frontalier mis en place au niveau de la Manche comme à travers tout le continent à entreprendre des traversées mortelles. L'intensification des mesures de contrôle aux frontières ne stoppera pourtant pas les déplacements, elle ne fera que mettre davantage les personnes en danger.

126

127



Des migrants bloquent une rue de Coquelles menant à l'Eurotunnel pour manifester contre les contrôles frontaliers et les répressions, août 2015.  
Photo : Calais Migrant Solidarity  
Source : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_NCoESrMkHY](https://www.youtube.com/watch?v=_NCoESrMkHY)



Une partie de la « jungle de Calais » en janvier 2016, avant que le camp ne soit démantelé la même année. Près de 8 000 personnes y vivaient. Photo : malachybrowne (CC BY 2.0)  
Quelle : <https://www.flickr.com/photos/67570481@No4/24369972720/>

# Des deux côtés de la frontière

**Jacob Berkson**

L'an dernier, j'ai fait la connaissance du réseau Alarm Phone. Nous avons traversé toute la péninsule ibérique en camionnette pour voir de nos propres yeux ce qui se passait à la frontière du sud-ouest de l'Europe et, si possible, rencontrer les personnes qui la traversaient. Je connaissais un peu les positions de l'Alarm Phone à travers les comptes rendus que j'avais lus sur une mailing-list d'activistes. J'avais été impressionné par leur sérieux et l'engagement de ces personnes. Mais je ne savais pas qui elles étaient et ce qu'elles voulaient faire. À mes yeux, c'était une ONG importante et louable de plus, promouvant le soutien aux « migrants désespérés », mais ne remettant pas fondamentalement en cause le régime européen des frontières. Ceci, bien sûr, avait bien plus à voir avec mon arrogance et mon ignorance qu'avec un quelconque fonctionnement de l'Alarm Phone.

Cette ignorance s'est dissipée après avoir fait la rencontre de membres actifs de l'Alarm Phone à Tanger et Algéciras. Il est devenu évident dès les premiers instants que c'était un réseau de personnes s'opposant au système des frontières. Il y avait un réel engagement en faveur des personnes, non seulement des migrants, qui veulent exercer leur droit à déterminer leur propre futur. J'ai aussi compris que l'« Alarm Phone » est un réseau qui fait partie d'un plus large écosystème d'activistes des deux côtés de la frontière européenne et qui promeut différents types de politiques migratoires, devenant ainsi une forme d'action directe contre le racisme de la « forteresse Europe ». J'avais envie d'y prendre part.

Ces premières impressions schématiques se sont affinées tout au long de l'année passée. Je dirais maintenant que l'organisation de l'Alarm Phone est du même type que toutes celles qui luttent contre l'injustice des

frontières. De la même façon que la lutte contre l'incarcération massive d'Afro-Américains est animée par l'idée « d'amener ce qui est à l'intérieur à l'extérieur et de montrer ce qui est à l'extérieur à l'intérieur ». C'est un slogan et une tactique qui ont été choisis par les activistes dans la lutte contre la détention administrative des personnes qui ont franchi les barrières de l'Europe sans autorisation officielle. L'Alarm Phone agit de la même manière pour les mêmes raisons.

Un des effets des murs de prison est d'isoler, et ainsi de cacher, celles et ceux d'entre nous qui sont d'un côté du mur de celles et ceux qui sont de l'autre côté. Pour les personnes non-incarcérées, celles qui sont emprisonnées sont invisibles. Mais, ainsi que le prouve la frontière européenne, cette invisibilité n'a pas seulement un effet de ciment. C'est un échec plus profond. La personne qui est du « mauvais » côté d'un quelconque mur a été coupée de la communauté. Elle n'est, littéralement, presque plus des nôtres.

« Nous », bien sûr, s'entend de plusieurs manières, mais cela renforce l'emploi du « nous » dans un sens de totale appartenance, de celles et ceux qui comptent vraiment. Le mur de prison cache la personne emprisonnée de notre vue, non par manque de fenêtre, mais parce que l'acte de retrait la fait passer de quelqu'un que je vois à quelque chose qui n'a pas besoin d'être regardée. La frontière européenne crée le même effet. Elle ne bloque pas la lumière. Elle fonctionne en isolant. La personne qui est maintenue à l'extérieur n'est plus des nôtres. Aux privilégiés de l'intérieur, même s'il n'y a aucun empêchement physique à la visibilité, les damnés restent invisibles.

Cette invisibilité a une fonction de retrait de la communauté et constitue en même temps un mécanisme qui renforce ce retrait – ce que l'œil ne voit pas, le cœur ne peut le pleurer. En tant qu'Européen, je peux vivre dans un monde à part où je ne vois qu'un cinquième de la population mondiale. Ce sont les « Européens », les Blancs. Les autres 4/5e de l'humanité n'appartiennent pas à ce monde. Ils ne font pas partie des nôtres. Et lorsqu'on n'est pas inclus dans le « nous », nos croyances, nos souhaits, nos besoins, nos désirs et nos espoirs ne comptent pas. Ils ne comptent pas parce que ça n'importe pas. En fait, il est impensable que tu puisses

128

129

même réfléchir. Raisonner est une affaire publique. Raisonner, c'est s'exprimer clairement. Tu as besoin d'être vu et entendu pour être touché par la grâce de la raison. La frontière européenne ne te rend pas seulement invisible, elle t'exclut du pouvoir, elle t'exclut de ton humanité.

Le rejet du racisme de la frontière européenne est inhérent à l'Alarm Phone. En tant qu'Européen dans ce groupe de travail, ma première tâche est de regarder et de voir celles et ceux avec qui je partage le monde. Rendre compte d'une injustice n'est pas seulement, comme je le pensais, un exercice important pour que personne ne puisse dire, une fois le mur tombé : « On ne savait pas ». C'est cela, mais bien plus encore, c'est un « état des lieux » de ce à quoi ressemble le monde, lorsque l'on regarde la population mondiale comme faisant partie de notre communauté. C'est ce qui nous arrive lorsque l'on se rend compte de ce qui nous est fait.

Dès que je t'aurai vu, je te verrai comme une personne agissante. Je reconnaitrai que toi aussi, bien avant moi, tu as rejeté le racisme présent au cœur des politiques européennes. Tu as déjà démantelé tous les signes des frontières européennes, banni celles qui sont physiques et tu es même prêt à les défier au risque de ta vie pour venir en Europe. À ce stade, je ne peux qu'apprendre de toi et te soutenir. Quand je réponds au téléphone, je n'essaie pas seulement de t'aider à rester en vie, je prends modèle sur toi, j'espère, et je suis à tes côtés dans ta lutte au nom de notre humanité partagée.

130

131

## « Construisons des couloirs de solidarité ! »

### Échanges fructueux et atmosphère encourageante lors du Transborder Summer Camp près de Nantes

Hagen Kopp

Plus de 500 militant·es venant de toute l'Europe, d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest étaient réunies en juillet 2019 lors du camp d'été transfrontalier près de Nantes. Le réseau Welcome to Europe avait initié ces cinq journées de réunion et invité différents groupes de travail et projets actifs le long des différentes routes de la migration. L'Alarm Phone y était représenté par des groupes issus d'une vingtaine de villes.

Le camp a débuté par une sorte de « foire Noborder », au cours de laquelle les groupes et réseaux présents ont pu se rencontrer et discuter lors de tables d'information : des militant·es présent·es sur la route des Balkans ont rencontré des membres du réseau Afrique Europe Interact, les ami·es de Top Manta à Barcelone ont partagé leurs expériences avec des militant·es venant d'Izmir ou Helsinki, des personnes ayant traversé la frontière dans le sud de la France ont partagé leurs expériences avec le réseau *We'll Come United*. Dès le premier jour, une atmosphère d'encouragement mutuel s'est développée, qui a également façonné l'esprit des jours suivants au cours des ateliers, des réunions et des soirées, à travers la musique, le théâtre et la danse.

De nombreuses discussions ont porté sur des expériences d'ordre

pratique et des questions concernant la mise en place et le développement d'infrastructures favorisant la liberté de circulation et l'égalité des droits pour tou-te-s. L'idée de « couloirs de solidarité » figurait logiquement à l'ordre du jour. L'atelier, qui a attiré un grand nombre de participant-es, a été divisé en trois sous-groupes : l'un concernait la production de documents d'information multilingues, ainsi que de guides imprimés et en ligne dans les pays de transit et de destination ; un autre concernait les refuges et les lieux de soutien comme les relais, les centres sociaux (squattés) ou les cafés proposant des conseils ; un troisième concernait différentes hotlines et projets reliés à l'Alarm Phone sur les routes de la migration.

Ce qui suit est un bref résumé de ce dernier atelier, auquel ont participé quatre autres projets de numéros d'urgence, en plus de l'Alarm Phone : l'Alarm Phone Sahara, qui est actuellement en construction, une hotline concernant spécifiquement les refoulements en Slovénie, un projet de numéro d'urgence situé à la frontière alpine entre l'Italie et la France, ainsi qu'un numéro d'appel d'urgence contre les déportations à Francfort. Bien que les conditions et les difficultés rencontrées soient très différentes pour les cinq projets, des similitudes intéressantes sont apparues au fil des discussions qui présentaient les problèmes rencontrés par les uns et les autres.

De quelle manière les situations évoluent-elles et comment pouvons-nous rester flexibles face à celles-ci ? Avec qui, au niveau des pouvoirs publics ou des institutions, pouvons-nous ou devons-nous coopérer ? Comment distribuer notre numéro d'urgence ? Comment organiser nos permanences ? Comment surmonter les barrières linguistiques et les problèmes liés à la traduction ? Et surtout : que faire contre la criminalisation croissante ?

Nous savons tou-te-s que la répression étatique correspond à des conjonctures politiques et médiatiques et qu'elle peut produire des infractions dites criminelles qui sont totalement arbitraires. En théorie, tout projet d'aide aux réfugié-es ou aux migrant-es en transit peut être accusé d'aide à l'entrée ou au séjour irréguliers. Nous sommes donc potentiellement tou-te-s des « criminel-le-s solidaires ». Par conséquent, la question se pose de savoir de quelle manière nous pouvons présenter nos réseaux de

manière publique et offensive, ainsi que les éléments qui doivent plutôt rester invisibles pour ne pas nuire aux personnes concernées.

Au cours de cet échange, l'Alarm Phone est apparu comme le projet ayant connu l'histoire la plus continue et étant actif avec le plus grand nombre de groupes et d'équipes dans différentes villes. Sa structure transnationale et délibérément décentralisée ne permet pas aux autorités chargées des poursuites de pouvoir paralyser du jour au lendemain un tel projet. L'Alarm Phone a choisi le modèle de « l'hydre » comme stratégie préventive contre la criminalisation : si une tête est coupée, deux autres peuvent repousser. En tout cas, des efforts sont faits pour créer une structure en réseau dans laquelle les groupes peuvent se remplacer dans leurs fonctions.

Au milieu de la séance de clôture, dans la grande tente du Transborder Summer Camp, une taupe intrépide a creusé un monticule de terre juste à côté de la modératrice. Certaines personnes amusées ont associé l'animal à une éventuelle surveillance de notre rencontre par des agents secrets. Après toutes les discussions fructueuses des jours précédents, une autre alternative se présentait : la taupe pourrait être le symbole et l'invitation à continuer à travailler quotidiennement à la construction et à l'extension d'un « chemin de fer clandestin »\* pour soutenir les mouvements d'asile et de migration. La rencontre transnationale de Nantes a enthousiasmé de nombreuses personnes parce qu'elle était particulièrement inspirante sur le plan pratique et qu'elle nous a redonné du courage. Elle marquera l'histoire des camps Noborder qui existent désormais depuis plus de 20 ans.

132

133

\* Le « chemin de fer clandestin » (ou « Underground Railroad ») était un réseau informel composé d'opposants à l'esclavage – comprenant également des personnes blanches – qui apportaient leur soutien aux esclaves fuyant les États du Sud des États-Unis vers le Nord, notamment vers le Canada. Entre 1810 et 1850, grâce à des routes secrètes, des abris, des passeurs et des communications dissimulées, près de 100 000 esclaves furent libérés.

# Autoportrait d'un réseau

**Roulements de tambour : du Maroc à l'Allemagne, de l'Angleterre à la Tunisie, du Niger à la France, 7/7, 24h/24h depuis 5 ans, des dizaines de doigts, peaux, yeux, têtes, langues, corps... de gens... fabriquent l'Alarm Phone.**

**Texte collectif**

Celle qui rentre tôt chez elle parce qu'elle est de shift le lendemain et ceux qui sautent dans la Baltique à 5 heures du mat' en plein février pour se préparer à prendre du service,  
celleux qui regardent la météo avec angoisse espérant qu'il n'y ait pas de vent, ou pas d'appels si le temps est mauvais,  
celle qui oublie de manger devant leurs ordis ou qui fument une cigarette à la place  
celleux qui remplissent le ventre de ceux qui sont de shift pendant que d'autres grignotent anxieusement tout du long,  
celle qui font des gâteaux au chocolat  
celleux qui parlent au téléphone pour apaiser  
celleux qui parlent au téléphone pour s'apaiser  
celleux qui rappellent toutes les 30min pour mettre la pression,  
celleux qui se sentent étranges en voyant l'agacement dans les yeux de leurs potes quand ils ne savent pas s'arrêter de parler de la situation en Méditerranée,

135

ceux qui se sentent mal à l'aise quand des ami-es les regardent  
comme des héros bizarres...

Celle qui vient de comprendre que parler anglais aux garde-côtes marocains la panique tout autant qu'eux,  
celui qui découvre que facebook est un biais de communication et de plaidoyer, pas juste une drôle de sphère d'amitiés virtuelles,  
ceux qui ont finalement adopté un smartphone, juste pour l'AP,  
et celle qui a mal au dos, après, devant son ordinateur.

Ceux qui se sentent démuni-es de ne pas parler la langue, et ceux sur qui l'on peut compter pour traduire  
ceux qui demandent de l'aide quand iels ne savent pas quoi faire  
qui s'engagent à la dernière minute pour couvrir un shift,  
qui se refilent les téléphones de shift au-dessus de barricades en feu, slalomant dans une ville en plein mouvement social,  
ceux qui ont du mal à dormir après un shift difficile et sont heureux-euses d'apprendre que les gens ont été secourus au petit matin.  
celle qui n'arrive pas à dormir les veilles de shifts et celle qui, quand elle s'endort enfin, rêve d'un téléphone cassé...  
celui qui ne supporte plus une certaine sonnerie,  
celui qui répond aux messages même la nuit,  
ceux qui se rappellent l'injustice, la souffrance et la mort lorsqu'un téléphone sonne,  
ceux qui retiennent leur souffle pendant 8 heures, sinon iels crieraient,

ceux qui ont voulu rejoindre l'AP mais ont abandonné parce qu'iels ne pouvaient pas supporter le stress, et ont bien fait.

Celui qui est toujours sur le qui-vive et ceux qui ont besoin d'un break.

Celle qui ne connaît pas les noms de tou-te-s les mort-es du naufrage du xx/xx/xxxx et qui s'en veut.

136

137

Celui qui ne veut pas quitter sa ville uniquement parce qu'il devrait quitter l'équipe de l'AP et ceux qui le comprennent parfaitement,  
ceux qui demandent des nouvelles et ceux qui n'en demandent pas mais qui expriment leur attention autrement,  
ceux qui se sentent schizophrènes parce que, où qu'ils soient, d'un œil, iels observent la mer Méditerranée  
ceux qui n'oublieront jamais ce qu'iels ont vécu avec des ami-es au-delà des frontières

ceux qui sont heureux-euses de se rencontrer en personne après avoir bossé ensemble quelques fois  
qui partagent un truc si fort et inconditionnel sans jamais s'être vus.  
sur qui, un jour, on finit par mettre un visage et un sourire sur une voix et un nom  
qui disent « nous » même s'iels n'ont jamais eu l'occasion de se rencontrer en vrai...

...la bande à smileys et les autres...

ceux qui ont apporté leur propre expérience d'avoir pris un bateau pour l'Europe et l'ont transformée en savoir collectif,  
qui n'ont pas peur de la prison parce que personne n'est libre tant que nous ne sommes pas tou-te-s libres,  
qui, travaillant pour le réseau, sont exposé-es à une dure répression,

ceux qui ont peur de mal faire mais font de leur mieux,  
ceux qui forment les nouveaux arrivants avec tant de passion et de patience,  
ceux qui reçoivent des nouvelles dures et les tissent en histoires pour qu'elles ne tombent pas dans l'oubli,  
qui gardent contact, avec les voyageurs-euses permettant qu'au moins l'injustice de tous les refoulements et débarquements en Libye soit connue et que les personnes concernées ne soient pas traitées aussi

injustement de manière invisible,  
 qui essayent de donner de l'espoir dans des situations désespérées et  
 n'ont pas de solution, mais tentent de faire preuve de solidarité,  
 qui assurent leur shift et pleurent après...

ceux qui entrelacent leurs mains humides, pendant...

ceux qui voudraient rester éveillés et les autres qui voudraient  
 s'endormir,

celle qui sent la peur la nuit et reconnaît la mer de jour,  
 ceux qui se sentent mal de prendre un jour de congé pendant que  
 d'autres bossent sur des cas difficiles,

celle qui essaie de gérer un shift de nuit, entre son corps dans cette  
 pièce confortable et la tête dans l'angoisse de la mer,

ceux qui se sentent hypocrites lorsqu'ils passent une frontière  
 parce qu'ils ont le bon passeport,

qui prennent l'avion pour passer cinq jours de l'autre côté de cette  
 mer-frontière quand ils ne le feraient certainement pas pour une autre  
 raison que de rencontrer des membres d'AP,  
 qui nagent parfois en Méditerranée, font des apéritifs sur ses plages, ont  
 laissé des souvenirs d'enfance dans ses vagues, et qui la regardent et la  
 trouvent belle aussi.

et  
 ceux qui font d'un désert une mer...

ceux qui sont en colère contre ces politiciens qui parlent de droits hu-  
 mains et de démocratie tout en laissant des gens mourir ou en soutenant  
 les déportations et les pushbacks,  
 qui demandent dans quel monde nous voulons vivre,  
 qui voudraient juste exister dans un monde où chacun-e croirait profon-  
 dément en des valeurs aussi simples que le droit de vivre et de danser.

Tou-te-s ceux qui sont convaincu-es que chaque être devrait être  
 libre de se déplacer à sa guise et de choisir où iel veut vivre,  
 qui écrivent des poèmes qui donnent la chair de poule  
 et trouvent la force de faire briller la lutte dans un contexte  
 aussi décourageant,  
 qui dansent, chantent, boivent, rient...

ceux qui, shift après shift, retirent une brique d'un mur et l'ajoutent à  
 un pont.

138

139

# La liberté de circulation, toujours et encore

Protestation des équipes de l'Alarm Phone de Marseille et de Tunis avec une association locale de pêcheurs contre le régime mortel des frontières à Zarzis (Tunisie), avril 2018.  
Photo : JBO / Alarm Phone



« Build Bridges Not Walls », action  
de Seebrücke à Lesbos, septembre 2018.  
Photo : Maria Klenker



From the Sea to the Cities...  
towards Corridors of Solidarity

Barcelona, March 2019 



SOLIDARITY

WILL WIN

« La solidarité vainera ! » : manifestation  
We'll come United à Hambourg,  
septembre 2018.  
Photo : Alarm Phone

# REMERCIEMENTS

## L'ALARM PHONE VOUDRAIT REMERCIER...

### ... LES MILLIERS DE RÉFUGIÉES ET DE MIGRANT·ES

qui nous ont appelés lorsqu'ils-elles ont dû faire face à des situations de détresse : votre confiance et votre courage sont pour nous une immense faveur. C'est grâce à votre détermination que nous continuons de lutter pour une autre Europe, plus ouverte.

### ... TOUTES LES PERSONNES ACTIVES DANS LES RÉSEAUX ET LES ASSOCIA- TIONS AU SEIN DES COMMUNAUTÉS

qui ont diffusé le numéro de l'Alarm Phone et qui nous ont transmis des cas de détresse. Ces personnes nous ont inspiré par leurs connaissances et leur engagement malgré toutes les difficultés liées à la criminalisation.

### ... LES MÈRES, PÈRES, FRÈRES, SŒURS ET LES AMI·ES

de celles et ceux qui ont disparu en mer, à côté desquel·les nous étions lors des commémorations et qui ont soutenu notre travail en recherchant la vérité sur leurs proches disparus.

### ... LA FLOTTE HUMANITAIRE PRÉSENTE EN MER MÉDITERRANÉE CENTRALE

aujourd'hui encore active : les équipages des navires « Mare Jonio », « Sea-Watch 3 », « Alan Kurdi », « Open Arms » et « Ocean Viking » ainsi que les deux

avions civils Moonbird et Colibri, avec lesquels nous avons coopéré lors de nombreux cas de détresse et dont l'engagement tenace, malgré la criminalisation, a empêché la mort en mer de milliers d'autres personnes.

... **TOUS LES PÊCHEURS COURAGEUX** qui ont secouru des centaines de personnes en détresse dans les différentes zones de la Méditerranée et de l'océan Atlantique.

### ... TOUS CEUX ET CELLES QUI SOUTIENNENT LES COULOIRS DE SOLIDARITÉ,

en tant que groupe ou en tant que maire, au sein de groupes religieux, de communautés de migrant·es, de réseaux d'activistes tels que *Seebrücke* ou d'autres initiatives en faveur des droits humains. Ils-elles construisent et développent de nouvelles structures de désobéissance civile et de solidarité.

### ... TOUS LES ÉQUIPAGES

des navires cargo qui n'ont pas participé au refoulement vers la Libye de personnes réfugiées et qui ont offert leur aide lors d'opérations de sauvetage pour transporter ces personnes en Europe.

### ... TOUS LES MEMBRES DE LA GARDE CÔTIÈRE QUI DÉSŒBÉISSENT

celles et ceux qui travaillent dans les centres d'opérations de sauvetage, ou qui sont parties en mer et qui ont fait de



# GLOSSAIRE

leur mieux pour secourir des migrant-es en détresse et qui, contrairement à certain-es de leurs collègues, n'ont pas été impliqué-es dans des pratiques violentes et inhumaines, comme l'absence de sauvetage, les refoulements, les attaques et les interceptions et qui n'appliquent pas les décisions racistes de leurs dirigeants.

## ... TOUS NOS AMI·ES

qui ont partagé avec nous leurs propres expériences de la traversée de la Méditerranée en bateau : parler avec eux nous a permis de mieux comprendre la situation. Leurs expériences souvent douloureuses ont été le point de départ de notre travail en commun.

## ... NOS NOMBREUX AMI·ES

qui nous racontent les luttent en cours – ainsi que tous ceux et celles qui écoutent nos équipes de permanence lorsque celles-ci ont besoin de parler à quelqu'un.

## ... TOUS CEUX ET CELLES QUI LUTTENT

chaque jour pour la liberté de circulation et l'égalité des droits pour tou·tes. Vous qui construisez quotidiennement des infrastructures de soutien et de résistance, de la mer jusqu'aux villes et qui œuvrez à un autre avenir qui n'est pas encore écrit.

150

151

**ACCORD UE-TURQUIE** Cet accord est entré en vigueur le 20 mars 2016. Il stipule que toutes les « migrant-es en situation irrégulière » arrivées en Grèce à partir de cette date doivent être renvoyées en Turquie. Cela n'a pas été le cas, mais les refoulements vers la Turquie sont encore réguliers et les manœuvres d'interception ont également augmenté.

**AIS** L'*Automatic Identification System* ou Système d'identification automatique (SIA) est un système d'échanges automatisés permettant de surveiller le trafic maritime. Les navires sont localisés par satellite ou à terre.

**BOZA** « Victoire » en langue bambara. C'est le cri des migrant-es ouest-africain-es lorsqu'ils-elles atteignent l'Europe.

**DECRETO SICUREZZA I & BIS** Décrets lancés et approuvés par le gouvernement italien au début de l'automne 2018 et à l'été 2019. Le premier décret réduit les structures humanitaires et de soutien aux demandeur·euses d'asile ainsi qu'aux migrant-es. Le deuxième décret vise à criminaliser plus particulièrement les ONG impliquées dans les → opérations SAR.

**DIRECTIVE EUROPÉENNE 2001/51/CE** Directive de l'UE datant de juin 2001 qui oblige les compagnies d'aviation à payer le voyage de retour d'une demandeur·euse d'asile qui se voit refuser l'asile. Par conséquent, les entreprises de transport n'acceptent généralement pas les migrant-es sans papiers valides.

**EUNAVFOR MED** Opération Sophia. Marine de l'Union européenne en Méditerranée. L'Opération militaire de l'UE a été lancée en juin 2015 pour lutter contre le « trafic de migrant-es » en Méditerranée. En mars 2019, celle-ci a été prolongée jusqu'à septembre 2019. Sa mission est toutefois limitée à la surveillance aérienne, principalement pour fournir aux milices libyennes les positions des bateaux afin qu'elles puissent les intercepter.

**ESPACE SCHENGEN** Zone des pays européens ayant une politique commune en matière de visas et n'effectuant pas de contrôles généraux à leurs frontières communes. Des contrôles ponctuels sont néanmoins effectués et, plus récemment, les contrôles aux frontières ont été réintroduits.

**FRONTEX** Agence de gestion des frontières extérieures de l'UE, fondée en 2004 et basée à Varsovie. Ses tâches principales sont la coordination des politiques frontalières nationales et la « protection » des frontières de l'UE contre l'immigration irrégulière. Symbole et bras armé de l'Europe forteresse.

« **GARDE-CÔTIÈRE LIBYENNE** » Cette expression décrit le soutien qu'offre l'UE aux soi-disant garde-côtes libyens. Des milices libyennes effectuent régulièrement des refoulements inversés vers la Libye. Elles ont été accusées d'avoir à plusieurs reprises violé le droit maritime et le droit international.

**HARRAGA** « Ceux-Celles qui brûlent [les frontières] » en langue arabe. C'est ainsi que se désignent les migrant-es nord-africain-es qui traversent la Méditerranée par bateau et sans visa.

**HOTSPOT** Centres d'enregistrements des migrant-es, déployés par des équipes mobiles Frontex sur certains sites aux frontières de l'UE, afin de faciliter les contrôles d'identification et d'accélérer les déportations. Le premier hotspot a été ouvert le 17 septembre 2015 sur l'île de Lampedusa, un autre en octobre 2015 à Moria, sur l'île de Lesbos.

**INTERCEPTION** Arrêt des migrant-es en mer au sein du territoire d'un État qu'ils-elles ont quitté et où ils-elles sont contraint-es de retourner par la police des frontières concernée. À ne pas confondre avec un sauvetage ou une → opération SAR.

**NUMÉRO IMO** Numéro de l'Organisation maritime internationale. Nombre de sept chiffres permettant d'identifier le nom du navire et de la compagnie maritime.

**MARE NOSTRUM** Opération aérienne et navale de la marine italienne visant à mener des → opérations SAR à grande échelle en Méditerranée centrale et qui fut en mesure, durant l'année 2013/14, de secourir près de 150 000 migrant-es.

**MOONBIRD** et **COLIBRI** Missions aériennes civiles en Méditerranée centrale, initiées par Sea-Watch et l'Humanitarian Pilots Initiative, afin de repérer les bateaux dans une zone plus vaste.

**MRCC** (parfois **RCC** ou **JTCC**) Centre de coordination des secours en mer. Organisation principale de recherche et de sauvetage, responsable de la coordination et du contrôle des → opérations SAR.

152

153

**OIM** Organisation internationale pour les migrations, fondée en 1951. Cette organisation intergouvernementale pour la gestion des migrations coopère étroitement avec les gouvernements (principalement occidentaux), notamment en matière de « retour volontaire » des personnes migrantes vers leur pays d'origine.

**OPÉRATION SAR** (« Search And Rescue ») Opération de recherche et de sauvetage. La Méditerranée est divisée en zones SAR nationales. Si un bateau se trouve en détresse, le → MRCC concerné est obligé de lancer une opération SAR afin de sauver ce bateau.

**PULL-BACK** Refoulement illégal de migrant-es en mer vers le pays de départ ; à la différence du → push-back, le pull-back ou « refoulement inversé » est effectué par les autorités du pays de départ – généralement avec le consentement des autorités du pays de destination.

**PUSH-BACK** Refoulement illégal de migrant-es en mer vers les eaux internationales ou vers le pays de départ, effectué par les autorités du pays de destination. Les migrant-es sont dans ce cas privés du droit de demander l'asile. Voir également → pull-back.

**THEMIS** Action de renforcement des frontières réalisée conjointement par Frontex et le Ministère italien de l'Intérieur. Lancée depuis février 2018, elle succède à l'Opération Triton. Sa tâche principale est le contrôle aux frontières, le sauvetage reste secondaire.

**THURAYA** Fournisseur de téléphone satellite des Émirats Arabes Unis, ce mot désigne également le téléphone satellite lui-même. Sa couverture s'étend sur l'ensemble de la mer Méditerranée.

**WATCHTHEMED** Plate-forme de documentation et de cartographie en ligne visant à surveiller les décès et les violations des droits des migrant-es aux frontières maritimes de l'UE, lancée le 5 décembre 2013 dans le cadre de la campagne Boats-4people : <http://watchthemed.net>

**ZODIAC** Terme couramment employé pour désigner un bateau pneumatique à moteur. L'entreprise française Zodiac est le principal producteur de ce type de bateau, souvent utilisé pour traverser la Méditerranée.

# RÉSEAUX

## AFRIQUE EUROPE INTERACT

Afrique-Europe-Interact est un petit réseau transnational, fondé au début de l'année 2010.

<http://afrique-europe-interact.net>

## BOATS 4 PEOPLE

Boats 4 People est un regroupement de 14 organisations situées dans 7 pays, créé pour défendre les droits des migrant-es en mer.

[www.facebook.com/boats4people](http://www.facebook.com/boats4people)

## BORDERLINE EUROPE

borderline-europe est une association indépendante à but non lucratif.

[www.borderline-europe.de](http://www.borderline-europe.de)

## FORSCHUNGSGESELLSCHAFT FLUCHT UND MIGRATION

La FFM est, depuis 1994, une association indépendante favorisant la recherche et la documentation en matière de migration.

<http://ffm-online.org>

## VOIX DES MIGRANTS

Voix des Migrants est une initiative créée par et pour les migrant-es, dont l'objectif est la sensibilisation à la situation des migrant-es et des réfugié-es, ainsi que la mobilisation en matière de défense de leurs droits.

[www.voixdesmigrants.org](http://www.voixdesmigrants.org)

## WATCHTHEMED

WatchTheMed est une plate-forme de cartographie en ligne visant à surveiller les décès et les violations des droits des migrant-es aux frontières maritimes de l'UE ; elle a été lancée le 5 décembre 2013 dans le cadre de la campagne Boats-4people.

[www.watchthemed.net](http://www.watchthemed.net)

## WELCOME 2 EUROPE

Welcome 2 Europe diffuse des informations pouvant être utiles aux réfugié-es et aux migrant-es durant leur voyage vers et à travers l'Europe.

[www.w2eu.info](http://www.w2eu.info)

154

155

# DONS

Nous recevons volontiers des dons pour mener à bien notre projet. L'Alarm Phone a besoin de soutiens financiers supplémentaires pour :

- *maintenir notre ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE, pouvoir appeler les téléphones satellites des migrant-es qui prennent le bateau et RECHARGER LE CRÉDIT de ces téléphones.*
- *DIFFUSER NOTRE NUMÉRO D'APPEL sur des cartes de visite dans différentes langues au sein des communautés de migrant-es.*
- *distribuer des BROCHURES D'INFORMATION sur les risques en mer.*
- *créer des SUPPORTS DE COMMUNICATION pour les campagnes contre Frontex et le régime des frontières.*
- *MENER DES RECHERCHES et ÉTABLIR DES RÉSEAUX dans les différentes régions de transit.*

## COORDONNÉES BANCAIRES POUR LES DONS :

Forschungsgesellschaft Flucht & Migration,  
Sparkasse der Stadt Berlin

Objet du virement : Alarm Phone

IBAN: DE68 10050000 0610024264

BIC: BELADEBEXXX

Verein Watch The Med Alarm Phone Schweiz

PC: 61-172503-0

IBAN CH21 0900 0000 6117 2503 0

# MENTIONS LÉGALES

## ÉQUIPE ÉDITORIALE

Maurice Stierl, Kiri Santer,  
Marion Bayer, Hagen Kopp

## RELECTURES ET TRADUCTIONS

Daniela Harsan, Lisa Täger, Kim  
Schweers, Kiri Santer, Maurice Stierl,  
Miriam Edding, Marion Bayer,  
Hagen Kopp, Nina Violetta Schwarz,  
Lisa Groß, Costanza Ragazzi,  
Johanna Lier, Flo\*, Sarah Slan, Balz  
Oertli, Simeon Leisch, Reto Plattner,  
Thom Tyerman

## CORRECTIONS

Kathrin Berger, Jan Morgenthaler,  
Irène Müller  
buerozwei Berlin,  
Übersetzerinnen kollektiv

## SÉLECTION DES IMAGES

Lisa Groß, Kashef, Amélie Janda

## CONCEPTION

[www.bildargumente.de](http://www.bildargumente.de)

## MISE EN PAGE

gut&schön Zurich,  
Annegreth Schärli

## IMPRESSION

Druckerei Imprenta  
Obertshausen-Hausen

## CONTACT

Si vous avez connaissance d'une situation  
d'urgence ou d'un cas de détresse en  
mer Méditerranée, appelez directement  
le numéro de l'Alarm Phone au :  
**+334 86 51 71 61** Ou envoyez un mail à :  
[sos@alarmphone.org](mailto:sos@alarmphone.org)

Si vous souhaitez nous contacter pour  
une interview ou un reportage :  
[media@alarmphone.org](mailto:media@alarmphone.org)

Si vous souhaitez soutenir notre travail  
ou pour toute question d'ordre général :  
[wtm-alarm-phone@antira.info](mailto:wtm-alarm-phone@antira.info)

## POUR SUIVRE NOTRE TRAVAIL ET VOUS TENIR AU COURANT DE NOTRE ACTUALITÉ :

[www.alarmphone.org](http://www.alarmphone.org)  
[www.watchthemed.net](http://www.watchthemed.net)  
[www.facebook.com/watchthemed.alarmphone](https://www.facebook.com/watchthemed.alarmphone)  
[https://twitter.com/alarm\\_phone](https://twitter.com/alarm_phone)

Dans un monde idéal, l'Alarm Phone n'existerait pas. Personne ne devrait être obligé de risquer sa vie en mer pour traverser une frontière et chercher un lieu sûr. Personne ne devrait être obligé d'appeler un numéro d'urgence géré par des militant-es pour signaler une situation détresse et être secouru. Tou-te-s devraient pouvoir se déplacer librement et en toute sécurité. Mais dans le monde d'aujourd'hui, seules quelques personnes privilégiées peuvent passer d'un pays à l'autre sans aucune restriction, tandis que beaucoup d'autres doivent se lancer dans un voyage dont l'issue reste très incertaine.

L'Alarm Phone existe toujours – cinq années après son lancement en 2014. Il existe toujours parce qu'on meurt encore en Méditerranée et parce que des milliers de personnes continuent à « brûler » les frontières en prenant la mer. Dans cette brochure, publiée à l'occasion de ce cinquième anniversaire, nous revenons sur nos activités et sur certaines expériences de notre réseau qui a apporté son soutien à plus de 2 800 bateaux en Méditerranée.

**Des ferries, pas Frontex !**  
**Sauver des vies n'est pas un crime !**  
**La liberté de circulation pour tou-te-s !**